

EN R.F.A.  
Le ralentissement  
de l'inflation en août  
rend optimistes  
les autorités de Bonn  
LIRE PAGE 20

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 1,80 m.;  
Autriche, 1,20 Sch.; Belgique, 1,20 B.; Canada, 50 c.; Danemark, 1,20 Dk.;  
France, 2,00 F.; Grèce, 30 dr.; Irlande, 100 Ir.;  
Italie, 200 L.; Japon, 120 Y.; Luxembourg, 15 Fr.;  
Népal, 100 R.; Pays-Bas, 1,20 G.; Portugal, 200 Esc.;  
Roumanie, 100 L.; Royaume-Uni, 1,20 £.; Suède, 1,20 Kr.;  
Suisse, 1,20 Fr.; U.S.A., 75 cts; Yougoslavie, 20 Din.  
Tarif des abonnements page 2  
5, RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS CEDEX 09  
C. C. P. 42017-23 Paris  
Tél. Paris n° 656072  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

### Ambiguïté entre Londres et Dublin

L'invitation que Mme Thatcher a adressée, jeudi 30 août, au premier ministre de la République d'Irlande, M. Lynch, ressemble fort à une véritable provocation. En lui demandant de profiter de sa venue à Londres, le 5 septembre prochain, à l'occasion des obsèques nationales de lord Mountbatten, pour s'entretenir avec elle de « cette tragique affaire et ses implications », elle a voulu répondre à l'impétuosité croissante d'une bonne partie de l'opinion et de la presse britannique, qui accusent Dublin de mollesse et de passivité à l'égard de l'IRA provisoire.

De son côté, M. Lynch s'est empressé de répondre favorablement à cette demande. Son acceptation, faisant suite à la condamnation très vigoureuse et très rapide des nouveaux actes de terrorisme par l'Irlande « officielle » et à la double inculpation prononcée jeudi matin à Dublin, constitue un nouveau geste de bonne volonté de la part des autorités irlandaises, manifestement soucieuses de montrer à Londres qu'aucune complaisance, même passive, avec les nationalistes de l'Ulster ne saurait leur être reprochée.

Mais l'entrevue qu'auront les deux chefs de gouvernement le 5 septembre paraît s'engager sur une ambiguïté. Dans l'esprit de Mme Thatcher, il ne peut s'agir que d'amener M. Lynch à accepter une meilleure coordination des activités politiques de part et d'autre de la frontière irlandaise et d'obtenir de Dublin une coopération plus active en matière de lutte antiterroriste. Or ne manque jamais, à Londres, de rappeler que la question de l'Ulster est une affaire strictement intérieure à la vie politique britannique, dont il n'est pas question de rechercher la solution avec d'autres pays.

À Dublin, au contraire, on souhaiterait pouvoir ouvrir le dialogue avec le gouvernement britannique sur un projet de règlement global de la question irlandaise. Au cours de la conférence de presse qu'il a tenue jeudi, M. Lynch a indiqué qu'il attendait du « réalisme » qu'il prête à Mme Thatcher la recherche d'une « solution à long terme ». Le premier ministre irlandais n'a pas précisé quelle formule de règlement il préconisait pour sa part. Mais les déclarations qu'il a faites depuis le retour au pouvoir de son parti, le Fianna Fail, en 1977, laissent penser que M. Lynch serait favorable à la réinstallation à Belfast d'une administration intercommunale régionale comparable à celle qui, en 1974, n'avait duré que six mois.

Dans le climat actuel, Dublin est évidemment mal placée pour insister auprès du gouvernement britannique afin que celui-ci accorde une date, fût-elle lointaine, pour son retrait d'Irlande, ni même accepte de débattre avec les autorités irlandaises du conflit entre nationalistes catholiques et unionistes protestants qui ensangante l'Irlande du Nord depuis plus de dix ans. Mais il n'est pas exclu que M. Lynch fasse comprendre discrètement à Londres qu'il se rallierait plus volontiers aux exigences britanniques en matière de coopération antiterroriste et les Britanniques, faisant à leur tour un geste de bonne volonté en acceptant de débattre avec Dublin d'un plan global pour l'Ulster.

(Lire nos informations page 3.)

### Les contacts pris par M. Dayan avec des notables proches de l'O.L.P. suscitent des remous en Israël

Tandis que le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Dayan, vivement critiqué pour cette initiative, jusqu'alors, jeudi 30 août, les contacts qu'il avait commencés à prendre avec des notables palestiniens proches de l'O.L.P., le gouvernement israélien réaffirme sa volonté de continuer les opérations militaires dans le Sud-Liban contre les fedayin.

Le vice-ministre de la défense, M. Mordechai Zippori, a déclaré jeudi soir que le gouvernement avait décidé « de briser, à tout prix, le terrorisme palestinien et qu'il continuera à frapper les fedayin là où ils se trouvent et par les moyens qui lui semblent les plus efficaces... Si les terroristes se trouvent dans un pays qui ne veut pas ou ne peut pas les empêcher d'agir, la responsabilité des conséquences qui s'ensuivent n'est pas à notre. Mais nous ferons tout notre possible pour que les habitants de ces pays qui ne collaborent pas avec le terrorisme ne soient pas atteints par nos opérations ».

De notre correspondant

Jérusalem. — Initiative prise le 29 août par M. Dayan, en allant rencontrer à Gaza le Dr Hader Abdou Othman, l'un des notables palestiniens les plus connus pour ses sympathies à l'égard de l'O.L.P., suscitant des remous en Israël tant au sein du gouvernement que dans l'ensemble du milieu politique (Le Monde n° 10 758).

Alors que tout récemment, dans l'affaire Worms, tous les divers débats au conseil de sécurité, Israël a livré bataille pour empêcher la motion « faiblesse » anticienne à l'égard de l'O.L.P. et pour éviter tout geste de reconnaissance qui dépasserait le cadre étroit des accords de Camp David, la démarche que fait de faire M. Dayan semble être tous ces efforts. C'est d'ailleurs ce que pensent la plupart des membres de la majorité parlementaire et même certains représentants de l'opposition. Mais le ministre des affaires étrangères estime que, en rencontrant une personnalité proche de l'O.L.P., il a pas remis en cause la politique du gouvernement.

Répondant, jeudi 30 août, aux premières critiques avec beaucoup d'assurance, M. Dayan, qui s'est adressé à des fonctionnaires de son ministère, a souligné qu'il n'est pas question de négocier avec l'O.L.P. et réaffirmé qu'il n'y aura pas d'état palestinien indépendant.

Quelles étaient de alors les intentions de M. Dayan en se

rendant à Gaza ? « Mon but était de savoir ce que l'on pense au jourd'hui dans les territoires, et précisément auprès de personnes qui ne cachent pas leur opinion », a-t-il déclaré avant d'ajouter : « De telles conversations sont très utiles car j'ai appris des choses nouvelles. » Puis il a indiqué qu'il avait l'intention d'autres contacts de ce genre. Ce que M. Dayan n'a pas dit mais qui apparaît clairement, maintenant, c'est qu'il s'est livré dans cette affaire à une opération politique dans le but d'ignorer pas le caractère provocateur.

Trois constatations donnent une idée de la signification que M. Dayan a voulu donner à sa démarche. Il a déclaré qu'il s'agissait d'une « visite », et non d'une « rencontre ». Il a souligné qu'il n'est pas allé à Gaza pour rencontrer des membres de l'O.L.P. mais pour rencontrer des personnes qui ne cachent pas leur opinion. Il a souligné qu'il n'est pas allé à Gaza pour rencontrer des membres de l'O.L.P. mais pour rencontrer des personnes qui ne cachent pas leur opinion.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 5.)

## AU JOUR I JOUR

Il est maintenant certain que les deux régimes français dont on a dit sans nouvelles depuis un an ont bel et bien été assassinés en Argentine. Comme les milliers de personnalités disparues dans ce pays au cours des dernières années, ils « disparaîtront » d'une nouvelle loi mise au point par le gouvernement militaire qui les considérera désormais comme « légalement décedés ».

Il faut en conclure que des milliers de perses de tous

## La nouvelle légalité

Après, de tous sexes et de toutes conditions ont été pris en charge par des assassins légaux : votés, en effet, nous semble-t-il, une définition juridique adéquate pour qualifier ceux dont la loi est celle du silence des cimetières et avec lesquels le gouvernement français entretient toujours des relations commerciales, en cette époque exaltante où la terreur aussi est légalement décedée.

BERNARD CHAPUIS.

## MAÏE SANS LES ANGLAIS

I. — Ils sont partis, mais...

La Valette. — Qd « ils » sont partis, amenant derrière eux leur drapeau en signe de tout ce que Maltin comptait comme personnalité, salués par vingt et un coups canon auxquels répondirent douze coups de mitrailleur aux ombres bleues, tout a organisé à La Valette pour dor à leur retrait l'apparence d'un véritable événement, susceptible d'être dans les mémoires la manifestation de l'indépendance 1984 (Le Monde daté 1<sup>er</sup> 1979).

Et puis, Malte s'est mal vivée sans eux.

Les Anglais s'étaient installés là il y a cent quatre-vingt ans, accoré minuscule dans la gigantesque sur laquelle le parti brossait alors ses rêves : partant pour l'égypte, la libération, susceptible d'être dans les mémoires la manifestation de l'indépendance 1984 (Le Monde daté 1<sup>er</sup> 1979).

De notre envoyé spécial  
BERNARD BRIGOLEIX

Royaume-Uni cette forteresse au soleil.

Tant d'influences étrangères s'y sont succédées exercées depuis mille ans, par le glaive des conquérants ou la balance des marchands, qu'il n'est pas très facile à première vue d'isoler des autres l'apport spécifique de ces presque deux siècles de présence britannique. Le malais à l'oreille, sonne comme un mélange d'arabe, de turc, d'hébreu et d'italien, bien plus que comme une langue anglo-saxonne, même si l'on y peut reconnaître, de loin en loin, un mot d'origine indiscutablement britannique. L'architecture, fort composite comme dans tous les pays qui ont subi des invasions successives, hérite entre l'Afrique du Nord également proche (la Tunisie est à quelque 300 kilomètres) et l'Italie du Sud. Quant aux types physiques des habitants de l'archipel, ils présentent eux aussi une extraordinaire variété, parmi laquelle, cependant, le modèle britannique ne domine pas.

Pourtant, les Anglais ont pro-

fondement marqué Malte. Sans doute a-t-on peu de chances de se croire en Grande-Bretagne lorsqu'on arrive à l'aéroport de Luqa ou que l'on parcourt les rues de La Valette, ou de Mosta. Mais, dans la capitale, bien des clubs, des restaurants, des hôtels, sont restés très typiquement britanniques, et même franchement victoriens. Tout le personnel politique parle un anglais châtié, avec un accent qui trahit des études dans les meilleures écoles du royaume. D'ailleurs, plusieurs journaux ne paraissent qu'en anglais, dont l'inevitable *Milling Times*. Si l'âge et l'état de la plupart des voitures évoquent plutôt l'Orient tout proche, plus sûrement que Trafalgar Square, du moins roulement-elles à gauche ! Et à l'heure de la sortie des écoles, on peut voir des groupes compacts d'enfants arborant l'uniforme de leur établissement, casquette, blazer et cravatte assortis.

Mais surtout, les Anglais ont laissé à Malte, en lui accordant son indépendance puis en évacuant leur dernière base navale, un régime politique qui n'est pas sans évoquer celui de Londres.

(Lire la suite page 4.)

### L'élaboration du « projet socialiste » s'inscrit dans une perspective de plus en plus présidentielle

L'élaboration du « projet socialiste », qui sera le document de référence de la politique du P.S. dans les années à venir, et, notamment, dans la perspective de l'élection présidentielle de 1981, permettrait-il d'élargir la majorité sur laquelle s'appuie M. François Mitterrand depuis le congrès de Metz ? C'est une hypothèse que n'écarterent pas M. Pierre Mauroy et ses amis, qui se sont réunis en Savoie pour mettre au point leur contribution au projet. Celui-ci devrait, selon M. Mauroy, être la contre-épreuve du congrès de Metz. Pour que s'ébauche un rapprochement entre la majorité et le courant minoritaire animé par le maire de Lille, il faudrait que l'avant-projet socialiste préparé par M. Jean-Pierre Chevènement, et qui s'inspire des thèses du CERES (lire page 6), soit nettement modifié. L'autre courant de la minorité, animé par M. Michel Rocard, attend que M. Mitterrand fasse connaître ses propres annotations au texte de M. Chevènement avant de s'engager dans le débat.

Le P.S. commence déjà à appliquer sa stratégie présidentielle en soulignant, en particulier, la responsabilité de M. Giscard d'Estaing dans tous les aspects de l'action du pouvoir, mais la question de la candidature socialiste est officiellement réservée. M. Mauroy estime que M. Mitterrand sera le meilleur candidat en situation de « valancer la droite ».

Alors que le premier secrétaire du P.S. a souhaité l'avènement d'une gauche de salut public, M. Jean Charbonnel propose ci-dessous un rapprochement entre les socialistes et les gaullistes d'opposition.

## Point de vue

### Vers le salut public ?

par JEAN CHARBONNEL (\*)

Cet été 1979 où, apparemment, les choses ne passent pas dans la vie politique française, serait-il l'été des remises en question fondamentales, l'été où, brusquement, morissent les problèmes ?

Où en est la gauche ? Où est la droite ? Beaucoup la cherchent et ne la trouvent plus, sinon dans l'électorat, assurément fidèle, des remises en question fondamentales, l'été où, brusquement, morissent les problèmes ?

Où en est la gauche ? Où est la droite ? Beaucoup la cherchent et ne la trouvent plus, sinon dans l'électorat, assurément fidèle, des remises en question fondamentales, l'été où, brusquement, morissent les problèmes ?

Où en est la gauche ? Où est la droite ? Beaucoup la cherchent et ne la trouvent plus, sinon dans l'électorat, assurément fidèle, des remises en question fondamentales, l'été où, brusquement, morissent les problèmes ?

(Lire la suite page 5.)

## LA FRANCE EN QUÊTE D'UNE POLITIQUE GAZIÈRE

Où acheter  
et avec quelles  
contreparties ?

(Lire page 19 l'article  
de BRUNO DETHOMAS.)

## « PASSE TON BAC D'ABORD », DE MAURICE PIALAT

### La difficulté d'avoir dix-neuf ans

« L'Enfance nue », prix Jean Vigo 1969, « la Maison des bois », admirable feuilleton de télévision sur l'éducation d'un enfant pendant la guerre de 1914. « Nous ne vieillirons pas ensemble », enlèvement d'une liaison amoureuse, avaient fait de Maurice Pialat un cinéaste du « réalisme quotidien » comparable à nul autre, dans la création spontanée, l'observation sociale, la vérité humaine de notre temps.

En 1974, Pialat désaccablait la mort familiale, à domicile, en montrant dans « La Gueule ouverte » (le plus grand film français peut-être, de cette année-là), comment la lente agonie d'une femme atteinte d'un cancer pouvait gêner, déranger, son entourage impulsant devant l'érosion d'une existence condamnée. Cette œuvre effrayante, par sa vérité froide, un public plus porté à verser des larmes sur les émois romantiques de quelque « Love story ». Ce fut un échec.

que Maurice Pialat paya de plusieurs années de non-crédit. Les producteurs se méfiaient de lui, on se plaisait à dire qu'il avait un caractère impossible et c'est seulement en 1978, après pas mal de mésaventures, de scénarios refusés (dont « Les Filles du faubourg », chronique de la vie d'artisans parisiens au début des années 60) qu'il put tourner « Passe ton bac d'abord ». Entre-temps s'était installée, avec les succès commerciaux, de « A nous les petites Anglaises » ou « Diable menthe », la mode des films d'adolescents partagés entre les études et la hânerie.

Malgré son titre, « Passe ton bac d'abord » ne se raccroche pas à cette mode. Il la frappe même allégrement en l'air et c'est tant mieux car, du même coup, de fausses valeurs volent en éclat.

JACQUES SIGLIER.

(Lire la suite page 14.)







## LA RECRUESCENCE DU TERRORISME IRLANDAIS ET SES CONSÉQUENCES

Les détonations mortelles de Lord Mountbatten et des membres de sa famille, assassinés lundi 27 août, ont été les dernières d'une série de coups de main par des terroristes de l'IRA, ont été rapatriées jeudi en Grande-Bretagne, où le gouvernement prépare les nouvelles mesures de sécurité qu'il veut appliquer en Ulster.

En République d'Irlande, un vaste coup de filet organisé par les autorités

de police dans les milieux proches de l'IRA a permis d'appréhender une centaine de suspects, en plus des deux hommes arrêtés au lendemain de l'attentat et inculpés jeudi, à Dublin, pour le meurtre de Lord Mountbatten (« le Monde » du 31 août).

La Grande-Bretagne a d'autre part décidé de renforcer la protection de ses bases navales et de ses installations pétrolières en mer du Nord. Un com-

mando spécial de quelque trois cents membres va être constitué à cet effet. A Moscou, un commentaire publié par l'agence Tass attribue la responsabilité de la recrudescence du terrorisme nationaliste irlandais à « la mauvaise volonté mise par le gouvernement conservateur à s'engager sur la voie de réformes démocratiques » et accuse celui de Dublin de se livrer à une « répression policière ».

## Londres renforce le dispositif de sécurité en Ulster Dublin attend du « réalisme » de Mme Thatcher

De notre correspondant

Londres. — Le gouvernement britannique a décidé, jeudi 30 août, d'augmenter les forces policières locales en Irlande du Nord (R.U.C.) d'un millier d'hommes, mais sans pour autant réduire les effectifs de l'armée régulière (treize mille soldats actuellement sont cantonnés en Ulster). La décision du cabinet entérinant les recommandations de Mme Thatcher et de M. Aldridge, ministre chargé des affaires de l'Irlande du Nord, à la suite de leur récente visite dans la province, représente une riposte modérée, et surtout un geste visant à satisfaire la majorité protestante de l'Ulster.

En fait, le renforcement du R.U.C., qui compte actuellement six mille cinq cents hommes, répond à un double souci. Celui, d'une part, de substituer, à terme, la responsabilité du R.U.C. à celle de l'armée pour les opérations de sécurité ; et, d'autre part, d'attirer les volontaires protestants de l'Ulster, de préférence à des groupements paramilitaires, comme l'association de défense de l'Ulster, particulièrement militante, et pressée de passer à l'action.

## Les propositions du cabinet britannique

Les milieux officiels laissent entendre que la recherche d'une solution politique dépendra de la suite que le gouvernement de Dublin donnera aux propositions britanniques visant à renforcer la coopération entre les forces policières des deux côtés de la frontière.

Ces propositions, mises au point définitivement au cours du conseil restreint du cabinet réunissant autour de Mme Thatcher les ministres de l'Intérieur, de la Défense et des Affaires étrangères, impliquent que le gouvernement de Dublin fasse un plus grand effort dans la lutte contre le terrorisme, en particulier par la réorganisation du dispositif policier irlandais le long de la frontière. Les Britanniques souhaitent également que la police irlandaise exerce une surveillance plus efficace sur les activités de l'IRA sur le territoire de la République, concentrant notamment son attention sur les camps d'entraînement, la fabrication d'explosifs, les attaques contre les banques.

Ces propositions sont connues du gouvernement de Dublin, qui a fait

preuve, jusqu'à présent, de la plus grande réticence. En fait, il est difficile à un gouvernement irlandais, quel qu'il soit, d'accepter l'intervention des forces britanniques en Irlande du Nord en territoire irlandais et leur coopération avec leurs collègues de l'Éire. Néanmoins, Mme Thatcher a l'intention d'insister vigoureusement auprès de M. Lynch pour qu'il revise sa politique à la lumière des derniers événements.

HENRI PIERRE.

## CORRESPONDANCE

## Pour une solution européenne

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Hervé Laverge, président du Centre d'études et d'action européennes et de l'Union chrétienne démocratique, propos de la situation en Ulster :

Le Centre d'études et d'action européennes, dont les membres, originaires des pays de la C.E.E., sont hauts fonctionnaires, parlementaires, dirigeants d'entreprises, universitaires, journalistes, propose, dans un rapport qui sera publié prochainement, de créer des conditions nouvelles, acceptables par toutes les parties et n'engageant pas l'avenir, mais permettant à moyen terme, par des mesures concertées, d'en arriver progressivement à une solution de paix durable. Comment y parvenir ?

Il est clair que ni Dublin pour les protestants ni Londres pour les catholiques ne font figure d'arbitres fiables et acceptables, et c'est pourquoi l'idée a été retenue de faire intervenir, dans la solution proposée, une « commission européenne d'arbitrage », dont le chef exercerait, par délégation du gouvernement britannique, et avec des moyens fournis par la Communauté européenne, les responsabilités actuelles de Londres en Ulster, pour cinq ans par exemple.

Durant cette période, au cours de laquelle l'Ulster se trouverait placé sous une sorte de statut « européen » ne préjugant d'ailleurs en rien de son statut ultérieur, le premier objectif de la nouvelle autorité provisoire responsable serait, avant tout, par des mesures économiques et financières adéquates, de réduire le chômage et d'améliorer les conditions économiques et so-

ciales, tout en s'efforçant d'instaurer les conditions préalables à l'élaboration d'une solution politique, au-delà du maintien de l'ordre.

Il a semblé, à cet égard, que pourrait être envisagée tout d'abord la création de trois conseils distincts : conseil protestant, conseil catholique et conseil de l'Ulster, celui-ci émanant en partie des deux autres, en vue de préparer, dans un délai déterminé, de six mois ou d'un an, l'élaboration d'un statut provisoire ou plutôt d'un ensemble de dispositions administratives provisoires, pour tout le reste de la période d'administration « européenne ».

Ces dispositions devraient permettre, à la fois, d'améliorer les conditions de vie quotidiennes du territoire en question, la ou les solutions à proposer à ses habitants au terme du mandat confié à la Commission européenne d'arbitrage. Cette solution serait-elle l'autonomie, l'indépendance ? L'intégration à l'Irlande ou le maintien dans le Royaume-Uni ? Ou encore un statut de « territoire européen » ? Il est évidemment impossible de l'imaginer maintenant.

Une idée, pourtant, à notre avis, s'impose. Celle que, dans un conflit mettant aux prises, d'une manière ou d'une autre, deux États membres de la Communauté européenne, ou deux collectivités différentes, l'arbitrage européen devrait être la règle et que, s'agissant d'un problème de l'importance européenne, la Communauté devrait mettre en œuvre, avec des hommes capables, les moyens nécessaires pour résoudre les éléments matériels du conflit.

En à l'Ulster, un député loyaliste de la province à l'Assemblée européenne, M. John Taylor, du parti unioniste officiel, a d'autre part provoqué de vives réactions au nord et au sud de l'Ir. en déclarant jeudi que, si les organisations paramilitaires loyalistes ne peuvent s'empêcher d'avoir recours à la violence, après les crimes commis cette semaine par les nationalistes, elles devraient chercher leurs cibles non pas en Irlande, mais dans le territoire de la République d'Irlande.

M. Lynch a qualifié ces propos de « dangereux et irréfléchis », tandis que M. Ritchie Ryan, ministre des finances dans le gouvernement précédent, avocat et également membre de l'Assemblée européenne, a déclaré que les remarques de M. Taylor étaient « révoltantes ». Selon M. Ryan, cet appel constitue un crime grave, et son auteur, qu'il qualifie de « fasciste », devrait être jugé par un tribunal britannique, devant un jury de justice, pour incitation à la violence.

Le leader du parti catholique modéré en Ulster, le S.D.L.P. (travailleurs et social-démocrate), M. P. J. Sheehy, a déclaré que son membre lui aussi de l'Assemblée européenne, M. John Hume, est également exprimé leur indignation à la suite des propos de M. Taylor.

JOE MULHOLLAND.

## DIPLOMATIE

## La visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.

## Le président Chadli m'a confirmé sa volonté de coopération avec la France déclare M. Georges Marchais

De notre correspondant

Alger. — « Le président Chadli Bendjedid m'a confirmé solennellement, ce matin, la volonté profonde du gouvernement algérien de développer avec la France une coopération politique, économique, scientifique, technique et culturelle dans l'intérêt mutuel des deux peuples », a déclaré M. Georges Marchais lors d'une conférence de presse tenue jeudi après-midi 30 août au Club des Pins, près d'Alger, à l'issue d'une visite de quatre jours en Algérie. « Nous sommes convenus, a poursuivi le secrétaire général du P.C.F., qu'il n'y avait du côté algérien aucun obstacle au développement d'une telle coopération. Dans quelque domaine que ce soit, qu'il s'agisse des problèmes économiques, de la question des travailleurs immigrés ou de la situation internationale, notre parti estime que les positions du gouvernement algérien ne contredisent pas les intérêts du peuple français. »

M. Marchais s'est déclaré totalement satisfait de ses entretiens avec les dirigeants algériens. Il a mis notamment l'accent sur la similitude de vues du P.C.F. et du P.L.N. concernant les questions internationales et particulièrement le problème palestinien. « Mûrément réfléchi, a-t-il fait observer, par les accords de Camp

David », et la question du Sahara occidental. Après avoir réaffirmé le soutien de son parti « à la lutte du peuple sahraoui pour son autodétermination et son indépendance », il a annoncé son intention de « prendre, dès la semaine prochaine, une initiative » en France à ce sujet en s'adressant au gouvernement et à M. Giscard d'Estaing.

L'unité de vues entre les deux partis affirmée à propos du Sahara et des Palestiniens — M. Marchais a rappelé qu'il devait rencontrer prochainement son ami M. Yasser Arafat — a semblé moins nette en ce qui concerne le problème des travailleurs algériens émigrés en France. Certes, le secrétaire général du P.C.F. a exprimé une nouvelle fois l'opposition de son organisation à la politique du gouvernement en ce domaine. « Il est vrai, a-t-il reconnu, que l'existence d'un chômage massif dans notre pays nous conduit à nous opposer à la venue de nouveaux travailleurs immigrés. Mais ceux qui ont contribué au développement du pays au temps de la croissance doivent pouvoir demeurer en France, et nous les invitons à rejoindre les luttes des travailleurs français. »

D. J.

## LA PRÉPARATION DU SOMMET DES NON-ALIGNÉS

## Le ministre cubain des affaires étrangères réaffirme les positions « dures » de son gouvernement

La conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés s'est ouverte, jeudi 30 août, à Vienne (1). Les participants butent toujours sur le problème de la représentation du Cambodge. Ils ont élu deux pays dits « progressistes » à la vice-présidence de l'assemblée : l'Irak et le Mozambique.

En tant que représentant du pays hôte, le ministre cubain des affaires étrangères, M. Roldo Malmierca, a été élu président. Dans son discours inaugural, M. Malmierca a réitéré les positions « dures » que son pays défendra au cours du sommet des chefs d'État et de gouvernement qui s'ouvrira le 3 septembre. Il s'en est pris notamment, « aux forces ennemies du mouvement des non-alignés, dirigées par les États-Unis et leurs alliés du moment, les dirigeants chiéistes ».

Le problème de la représentation du Cambodge a été abordé d'entrée de jeu par la Malaisie, dont le représentant a violemment attaqué jeudi les conceptions cubaines, favorables à l'exclusion des dirigeants khmers rouges de la conférence. La polémique va rebondir avec l'arrivée, samedi 1<sup>er</sup> septembre, de M. Khien Samphan à La Havane. Avant de quitter Vienne, jeudi, l'ancien président du Kampuchéa démocratique a dénoncé, dans une conférence de presse, « la nouvelle manœuvre du Vietnam de Chou » visant à laisser vaciller le siège du Cambodge. « Si une manœuvre aussi perfide réussit, ces deux pays vont s'ériger en

maîtres du mouvement des non-alignés », a-t-il ajouté, selon Manuel Lambert, notre correspondant à Vienne (1).

Jeudi, plusieurs pays arabes présents à La Havane ont d'autre part, adopté une résolution demandant l'expulsion de l'Égypte du mouvement et condamnant les accords de Camp David.

Les ministres des affaires étrangères ont décidé par ailleurs de recommander au sommet des chefs d'État et de gouvernement l'admission, comme membres du mouvement, de l'Irak, du Pakistan, de la Bolivie, de la Grenade, du Nicaragua, du Suriname et du Front patriotique du Zimbabwe. Ils ont également approuvé la demande des Philippines d'être observateur et celles de la Finlande, de la Suède, de la Suisse, de l'Autriche, du Portugal, de l'Espagne et de Saint-Marin d'être invités.

Rafin, le second projet cubain de déclaration finale distribué aux délégués est considéré de sources diplomatiques occidentales comme d'une ligne plus dure encore que le premier.

(1) A Moscou, M. Kossyguine a réaffirmé, le premier ministre vietnamien, M. Pham Van Dong, et le chef du gouvernement cambodgien réfugié à Banol, M. Henry Samrin. M. Kossyguine a réaffirmé à cette occasion la solidarité de l'U.R.S.S. avec les peuples du Kampuchéa du Vietnam et du Laos « en lutte contre la pression hégémoniste et impérialiste », et a promis le soutien logistique de Moscou « à l'unique gouvernement légitime du Kampuchéa ».

## ESPAGNE

## REFOULÉS A LA FRONTIÈRE

## Quatre députés indépendantistes basques s'en prennent vivement aux autorités françaises

Les réactions ont été vives au Pays basque espagnol après le refolement, mercredi 29 août, par les autorités françaises de quatre parlementaires appartenant à la coalition Herri Batasuna (proche de l'ETA), qui désiraient se rendre à Hendaye (Pyrénées-Atlantiques).

Une bombe a d'autre part explosé jeudi soir dans le sous-sol de l'agence Renault de Bilbao, ne provoquant que des dégâts matériels. C'est le troisième attentat commis depuis le début de la semaine au Pays basque espagnol contre la firme automobile française.

De notre correspondant

Madrid. — M. Francisco Letamendia, député de Herri Batasuna, a déclaré mercredi soir au cours d'une conférence de presse à Saint-Sébastien qu'il craignait qu'après le référendum, prévu pour le 30 octobre, sur l'autonomie du Pays basque les autorités françaises ne considèrent que la lutte des indépendantistes basques n'a plus d'objet et « ne fassent les réfugiés à la police espagnole d'une façon massive, par camions ». « On chasse les réfugiés d'Espagne Nord (le Pays basque français) comme on chasse la perdrix », affirmait de son côté un autre député d'Herri Batasuna, M. Telesforo Monzon.

Accompagnés de MM. Miguel Castell et Pedro Solabarria, qui appartiennent à la même formation, les députés d'Herri Batasuna avaient réuni la presse basque espagnole après que les quatre hommes eurent tenté en vain, mercredi après-midi, d'aller à Hendaye exprimer leur solidarité à trente et un grévistes de la fab. enfumée depuis dix jours dans l'église Sainte-Anne pour protester contre les mesures de l'administration française à l'égard de réfugiés basques. Les quatre parlementaires ont affirmé avoir été retenus pendant quarante-cinq minutes à la frontière par les douaniers français, qui les ont finalement refolement en invoquant « les menaces et les injures publiées dans la presse espagnole contre les autorités administratives françaises ».

Les quatre parlementaires ont adressé à la ministre française de l'Intérieur, M. Christian Bonnet, un télégramme dans lequel ils s'insurgent contre la décision de leur interdire « l'accès à Baskadi ».

Nord, territoire sous domination de l'État français », et dénoncent cette « violation des droits élémentaires des peuples et de la démocratie ». L'anecdote tournerait qu'après le référendum, prévu pour le 30 octobre, sur l'autonomie du Pays basque les autorités françaises ne considèrent que la lutte des indépendantistes basques n'a plus d'objet et « ne fassent les réfugiés à la police espagnole d'une façon massive, par camions ». « On chasse les réfugiés d'Espagne Nord (le Pays basque français) comme on chasse la perdrix », affirmait de son côté un autre député d'Herri Batasuna, M. Telesforo Monzon.

Accompagnés de MM. Miguel Castell et Pedro Solabarria, qui appartiennent à la même formation, les députés d'Herri Batasuna avaient réuni la presse basque espagnole après que les quatre hommes eurent tenté en vain, mercredi après-midi, d'aller à Hendaye exprimer leur solidarité à trente et un grévistes de la fab. enfumée depuis dix jours dans l'église Sainte-Anne pour protester contre les mesures de l'administration française à l'égard de réfugiés basques. Les quatre parlementaires ont affirmé avoir été retenus pendant quarante-cinq minutes à la frontière par les douaniers français, qui les ont finalement refolement en invoquant « les menaces et les injures publiées dans la presse espagnole contre les autorités administratives françaises ».

Les députés du parti nationaliste (P.N.V.), partisans d'une autonomie qu'ils ont négociée en 1978, ont déclaré qu'ils ne se joignent pas à la poursuite des interpellations et des attentats inexpliqués dans le sud-ouest de la France ne faisant pas partie de la zone du référendum d'octobre. Aussi le P.N.V. a-t-il condamné à son tour, mercredi soir, les mesures françaises. (Interim.)

● Un policier a été tué par balles jeudi soir au Pays basque espagnol, à Saint-Sébastien. Un autre membre des forces de l'ordre avait été assassiné dans la matinée à Zumarraga, dans la province de Guipuzcoa (« le Monde » du 31 août).

## UNION SOVIÉTIQUE

## Un groupe de parlementaires américains estime que Moscou acceptera certaines réserves du Sénat sur l'accord SALT 2

De notre correspondant

Moscou. — L'U.R.S.S. a-t-elle légèrement assoupli sa position vis-à-vis des modifications que le Sénat américain pourrait émettre à l'introduction dans le traité SALT 2 ? Le groupe de six sénateurs américains, dirigé par M. John Biden (démocrate du Delaware), qui vient d'effectuer un séjour en U.R.S.S. le pense après son entretien du mercredi 29 août avec M. Alexis Kossyguine.

Au cours d'une conférence de presse, M. Biden a déclaré jeudi : « J'ai l'impression absolument inébranlable que l'Union soviétique n'attend que nous fassions des réserves et qu'elle les accepte. Le sénateur a expliqué que M. Kossyguine a gardé le silence « sans manifester aucun signe de désapprobation » quand les sénateurs lui ont exposé les quatre réserves qu'ils faisaient au traité. Ces réserves sont les suivantes :

— L'U.R.S.S. ne doit pas augmenter sa production actuelle d'une trentaine de bombardiers Backfire (cette assurance a été donnée verbalement par M. Brejnev à M. Carter lors de leur rencontre de Vienne) ;

— Les États-Unis ne doivent pas être privés de leur droit à coopérer technologiquement avec leurs alliés européens et à les soutenir militairement.

— L'U.R.S.S. ne doit pas demander que le protocole du traité soit étendu au-delà de 1981.

— L'Union soviétique devrait considérer comme partie intégrante du traité tous les « engagements et accords non écrits » obtenus au cours des négociations.

M. Biden s'est déclaré confiant que « l'U.R.S.S. ne dénoncerait pas le traité en raison des réserves possibles du Sénat ». Selon un autre sénateur, cependant, M. Kossyguine aurait fait une nette distinction entre ce genre de clarifications ou réserves unilatérales et toute modification fondamentale qui exigerait une renégociation du traité.

M. Carl Levin (démocrate du Michigan) a demandé à plusieurs reprises que les engagements oraux de M. Brejnev à Vienne ne se traduisent pas par la production de bombardiers stratégiques Backfire, soient consignés par écrit. Mais M. Kossyguine s'y est refusé. Tout le monde sait, a-t-il dit en substance, et la presse occidentale aussi, que nous construisons trente bombardiers stratégiques par an. Si nous en construisions plus, nous violerions

le traité et il serait alors normal que les États-Unis le dénoncent.

Au lendemain du sommet Carter-Brejnev, M. Gromyko avait déclaré qu'il serait impossible de reprendre les négociations aussi bien dans le cas d'un refus de la ratification que dans l'hypothèse où le Sénat imposerait des amendements que l'U.R.S.S. ne demandait pas, en grande majorité, sa renégociation mais l'adoption par le Sénat de protocoles interprétatifs unilatéraux.

DANIEL VERNET.

## M. LEONID BREJNEV REND HOMMAGE AU CHEF DU K.G.B.

(De notre correspondant.)

Moscou. — A l'occasion de son soixante-cinquième anniversaire, M. Youri Andropov, président du comité d'État pour la sécurité (K.G.B.) et « jeune » membre du bureau politique du P.C. soviétique, a reçu, le jeudi 30 août, des mains de M. Leonid Brejnev, l'ordre de la révolution d'Octobre.

Dans son allocution, le chef de l'État et du parti a rendu hommage à la « contribution véritable et concitante » de M. Andropov à « notre œuvre commune », notamment « à son travail difficile depuis onze ans dans un secteur extrêmement important qui concerne la sécurité de notre État soviétique et la tranquillité de notre peuple (L.). Notre parti estime qu'il est essentiel que le ter de l'anne de la protection, de la sécurité de l'État et du peuple contre les menaces de l'ennemi, se trouve entre les mains d'un homme intègre et irréprochable ». Or, a ajouté M. Brejnev, M. Andropov s'est toujours manifesté comme « un travailleur d'une honnêteté et d'une abnégation extrêmes, un homme à la pensée créatrice, un organisateur habile, exigeant envers lui-même et envers les autres, et avant tout comme un communiste convaincu ». — D. V.



# EUROPE

## Chypre

### Le rapport de la commission des droits de l'homme juge sévèrement le comportement des Turcs

Le rapport adopté en 1976 par la commission des droits de l'homme sur les événements à Chypre après le débarquement turc de l'été 1974 — rapport tenu secret jusqu'à présent et qui porte un jugement sévère sur les agissements des troupes turques dans l'île — pourra être consulté à partir du samedi 1<sup>er</sup> septembre 1979 au siège du Conseil de l'Europe à Strasbourg.

Tout le monde pourra avoir accès à ce dossier et en faire des photocopies sur place. Le texte en français et en anglais de ce rapport, rédigé en 1976 après l'enquête à Chypre de la commission des droits de l'homme, ne sera toutefois pas « publié » et diffusé officiellement, comme l'avaient souhaité les gouvernements de Nicosie et d'Athènes.

## Tchécoslovaquie

### UN ARTISTE CONDAMNÉ À UN AN DE PRISON POUR AVOIR VOULU QUITTER SON PAYS

A Prague, le jeune artiste tchécoslovaque Pavel Machek a été condamné, le 29 août, par un tribunal de Prague à un an de prison pour « falsification de documents de voyage » et « tentative d'émigration illégale ». Il avait été arrêté le 29 décembre dernier en compagnie d'une Française, Mme Marie-Christine Hala. L'enquêteur de la police a déclaré que Machek et son épouse résidaient en République tchèque.

D'autre part, trois cent dix-sept intellectuels tchécoslovaques — polonais, tchèques, slovaques — ont été convoqués à la conférence épiscopale tchécoslovaque pour prendre la défense des droits de l'homme. Ils ont été accusés de « tentative de fuite du pays » et de « tentative d'émigration illégale ».

Le gouvernement tchèque a déclaré que les trois cent dix-sept intellectuels tchécoslovaques qui ont été convoqués à la conférence épiscopale tchécoslovaque pour prendre la défense des droits de l'homme, ont été accusés de « tentative de fuite du pays » et de « tentative d'émigration illégale ».

## A TRAVERS LE MONDE

### Etats-Unis

● VINGT-NEUF PERSONNES ONT ÉTÉ BLESSÉES, dont une dizaine grièvement dans l'incendie provoqué par la collision de trois péniches transportant du méthane avec un cargo pétrolier, jeudi 30 août, à Good-Hope (Louisiane).

### Mexique

● M. CARLOS ROBLES PIQUER, secrétaire d'Etat espagnol aux affaires étrangères, a indiqué mercredi 29 août, à Mexico, qu'une expérience de trois pétroliers allait être tentée qui permettrait à l'Espagne de recevoir de l'URSS.

## AMÉRIQUES

### Paraguay

### ACCORD DE COMPROMIS AVEC L'ARGENTINE SUR LA CONSTRUCTION DU BARRAGE DE YACIRETA

Asunción (A.F.P.) — Le Paraguay et l'Argentine ont signé, jeudi 30 août, cinq documents additionnels au traité de Yacireta, sur la réalisation d'un grand barrage sur le río Paraná, qui mettront fin à un désaccord prolongé entre les deux pays sur les modalités de construction.

Le président paraguayen, Alfredo Stroessner, a assisté à la cérémonie de signature de ces accords salués dans le pays comme un fait d'importance majeure dans l'histoire des relations argentine-paraguayennes. Le traité de Yacireta avait permis au Paraguay d'obtenir une compensation financière de 30 à 50 millions de dollars par an. Le barrage de Yacireta, qui coûterait plus de 5,5 milliards de dollars, devrait apporter une contribution fondamentale au développement économique de la région du nord-est de l'Argentine et des provinces paraguayennes du sud-est.

### Canada

### M. YVES MICHAUD EST NOMMÉ DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DU QUÉBEC À PARIS

Québec (A.F.P.) — M. Yves Michaud a été nommé délégué général du Québec à Paris, en remplacement de M. Jean Deschamps, à-t-on annoncé officiellement jeudi 30 août, à Québec. M. Michaud prendra ses fonctions le 1<sup>er</sup> octobre prochain. Le nouveau délégué général, dont la nomination était attendue depuis plusieurs mois, est un ami personnel du premier ministre, M. René Lévesque, auprès duquel il exerce depuis 1977 les fonctions de conseiller en affaires internationales.

Après de quarante-neuf ans, M. Michaud est un journaliste de formation venu en 1968 à la politique. Sa nomination intervient à un moment particulièrement important pour le gouvernement de M. Lévesque, qui doit soumettre par référendum, au printemps 1980, son projet de redéfinition des liens politiques avec le reste du Canada, connu sous les termes de « souveraineté association ».

M. Jean Deschamps, qui a été délégué général du Québec à Bruxelles de 1973 à 1976, avant d'être nommé à Paris en juin 1977, devient secrétaire général adjoint auprès du conseil exécutif (cabinet du premier ministre du Québec).

## Malte sans les Anglais

(Suite de la première page.)

Certes, le 13 décembre 1974, le jeune État s'est doté, dix ans après son indépendance, d'une structure républicaine en substituant à la souveraineté — déjà toute théorique d'Elizabeth II, celle du président élu par le Parlement pour cinq ans. Mais, comme en Grande-Bretagne, le pouvoir est essentiellement exercé par le premier ministre, responsable devant la Chambre des représentants, assemblée unique dont les soixante-cinq membres sont élus au suffrage universel direct, également pour cinq ans.

Régime très parlementaire, donc même si la forte personnalité de M. Dom Mintoff tend parfois à le faire oublier — ou l'alternance au pouvoir d'une droite et d'une gauche également modérées, les élections générales, en 1978, le parti travailliste a obtenu 34 sièges, et le parti nationaliste la version locale des tories — 31. Il existe, en outre, un petit parti communiste maltais, trop faible numériquement pour être représenté au Parlement.

D'autres institutions relèvent aussi de ce respect si typiquement britannique pour les droits de l'opposition. Par exemple, la radio-télévision nationale, la « Xandir Malta », a à sa tête un directeur qui doit être agréé par une sorte de conseil de surveillance où siègent des représentants des deux principales formations politiques. Quant au leader de l'opposition, il est traité, au moins en théorie, avec les mêmes égards, à peu près comme il l'est à Londres.

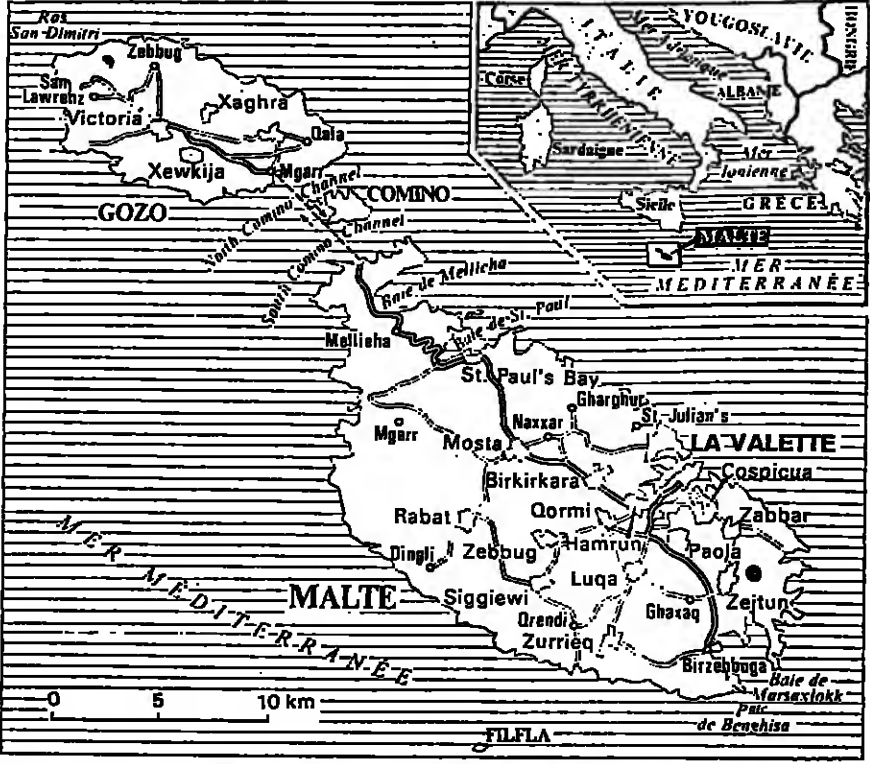
### Un « dérapage » institutionnel ?

Est-ce à dire, alors, que tout aille pour le mieux dans le meilleur des mondes parlementaires ? Tel n'est pas l'avis de l'opposition. Que celle-ci conteste le bien-fondé de la politique gouvernementale est évidemment dans la nature des choses ; mais on s'inquiète aussi, au parti nationaliste, d'un certain « dérapage » institutionnel. « Il n'est pas sûr, et il n'est pas conforme ni à l'esprit de notre Constitution ni à la réalité politique de ce pays, que M. Mintoff assume le rôle de chef d'Etat », déclarent les dirigeants du parti travailliste, d'un haussement d'épaules. « Faudrait-il donc se priver de la chance que constitue pour Malte la présence à sa tête d'un homme comme M. Dom Mintoff, sous prétexte qu'il est exceptionnel ? », répliquent les dirigeants du parti travailliste. « En fait, si les nationalistes sont si sévères actuellement pour la personnalité et les méthodes originales du premier ministre, c'est qu'ils sentent bien à quel point il leur manque, à eux, un leader d'envergure nationale et internationale comme M. Mintoff. A l'approche des élections de 1981, ils sont d'autant plus obligés de chercher des arguments pour faire oublier le caractère original du premier ministre, économique et social. »

On insiste en effet, du côté travailliste, sur les progrès accomplis à cet égard depuis l'arrivée au pouvoir des travaillistes, en 1971. « Nous avons réussi à contenir l'inflation dans des limites raisonnables », ajoute M. Ernest Vassallo, ministre des Finances. « Nous avons obtenu les premiers à user d'un droit à la lutte contre le chômage relevant avant tout de la responsabilité gouvernementale, et à en tirer certaines périodes, une politique de grands travaux d'Etat pour donner du travail à ceux qui en étaient momentanément privés. »

De fait, mille cinq cents chômeurs environ sont employés dans les équipes de pionniers, sortes d'ateliers nationaux à la mode maltaise, et qui construisent — assez mollement, disent les mauvaises langues — des équipements collectifs.

En outre, l'équipe de M. Mintoff estime avoir développé le tourisme d'une façon satisfaisante, à la fois quantitativement et qualitativement. Malte a reçu, en 1978, quatre cent soixante-dix mille visiteurs étrangers — soit environ 1,3 par habitant. « Chiffre démentiel, qui finira par créer de réelles tensions », assure l'opposition. « Chiffre proche du démentiel », juge-t-on, au contraire, chez les travaillistes. Ceux-ci soulignent que cette pacifique invasion constitue pour Malte



une double richesse : en devises, bien sûr, mais aussi en contacts humains (ce qui n'est pas négligeable pour un petit archipel), et quelle n'a pas donné lieu, dans l'ensemble, au sacage du littoral que l'on peut observer dans d'autres îles de la Méditerranée.

De fait, le tourisme maltais est assez bien intégré à la vie locale, qu'il s'agisse des bâtiments ou des équipements. Il n'y a aucune muraille de béton balisée, aucune ségrégation comparable à celle qu'on observe en d'autres lieux, la prolifération des camps de vacances et autres clubs.

Quant aux devises étrangères, leur accumulation demeure manifestement l'une des obsessions de M. Mintoff. Le régime des licences d'importation est très restrictif, notamment pour les voitures. Cela contribue à expliquer leur rareté, mais se justifie aussi par la densité humaine, la plus élevée d'Europe : de l'ordre de mille habitants par kilomètre carré. Bien que Malte soit obligée d'importer un grand nombre de denrées de première nécessité, la Banque centrale détient des réserves de devises équivalentes à certaines périodes, à seize mois d'importations (+ 53 % ces trois dernières années).

Le premier partenaire com-

mercial de Malte est désormais la R.F.A., qui multiplie les petites implantations industrielles dans l'île et réexporte chez elle les produits finis. D'une manière générale, malgré un certain nombre d'avancées politiques que les dirigeants maltais ont fait subir ces dernières années à l'Allemagne fédérale — dont la dernière en date fut l'expulsion de M. Kai-Uwe von Hassel, personnalité chrétienne-démocrate qui avait tenu des propos critiques pour le gouvernement local lors d'un passage à La Valette (le Monde du 8 novembre 1978) — les relations commerciales entre la R.F.A. et Malte n'ont cessé de se développer. Quant à la Grande-Bretagne, elle conserve naturellement une part importante des échanges extérieurs de Malte, suivie par l'Italie. La France ne vient qu'au cinquième ou sixième

rang, mais tente actuellement un certain effort à cet égard.

De son côté, le gouvernement de La Valette fait valoir auprès des investisseurs étrangers que, si le marché local est modeste et les matières premières non importées inexistantes, même l'eau douce se fait rare, la main-d'œuvre maltaise est particulièrement habile et consciencieuse (ce que confirment les industriels étrangers établis à Malte), et que la position géographique de l'île en fait une véritable tête de pont des producteurs européens vers l'Afrique du Nord et le Proche-Orient et l'Amérique latine.

Il est vrai que ce rôle de trait d'union entre l'Afrique islamique et le Vieux Continent, ce n'est pas seulement en matière commerciale que M. Dom Mintoff ambitionne de le faire jouer à son pays. Et ce n'est pas là la moindre des querelles qui le séparent de son opposition, le parti travailliste, la moins pétilleuse de ses entreprises.

BERNARD BRIGOLEUX.

Prochain article :  
**NEUTRALITÉ OU « KADHAFISATION » ?**

## CORRESPONDANCE

### Le Chili protège un criminel nazi

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Armando Uribe, ancien ambassadeur du Chili en Chine :

Parmi les principaux criminels nazis concernés par la décision onctueuse de l'abolir la prescription pour tous les crimes de sang, le nom de Walther Rauff revient dans vos colonnes (le Monde du 5 juillet). Il vit tranquille au sud du Chili. Un voyageur le décrit ainsi :

« Il est un homme à Punta Arenas qui rêve de forêts de pins, fredonne des lieder, se lève chaque matin et contemple les eaux noires du détroit. »

C'est à Walther Rauff que l'on prête l'invention et l'administration du jour crénelé du « chapeau de la mort ».

Paix à son âme sous la junte au Chili. Il vaque sans hâte à ses affaires grâce à la Cour suprême chilienne, composée à l'époque où on demandait son extradition de bien des juges qui y étaient encore. Elle refuse l'extradition par le biais d'un jugement non moins étonnant que celui qui lui fait aujourd'hui refuser celle du « terroriste international » Contreras, ainsi le qualifie le ministère public aux Etats-Unis — ancien chef de la DINA, gestapo de la dictature militaire. Tant il est vrai que l'on trouve des raisons juridiques que la droite raison ne conçoit pas.

Dans le procès d'extradition de

## AFRIQUE

### Togo

### Le « complot des mercenaires »

### LE GÉNÉRAL EYADEMA GRACIEUX DEUX CONDAMNÉS À MORT

Lomé (A.F.P.) — Les deux condamnés à mort actuellement détenus à Lomé dans le cadre de l'affaire des mercenaires ont été graciés jeudi 30 août par le chef de l'Etat togolais, le général Eyadema.

La Cour de sûreté de l'Etat togolaise avait, les 23 et 24 août derniers, prononcé au cours d'un procès public (le Monde des 23 et 24-27 août) dix condamnations à mort, dont huit par contumace, et trois peines de prison.

Des deux condamnés à mort graciés sont le commandant Sarré et Emmanuel de Souza.

Le chef de l'Etat a annoncé sa décision à l'occasion du dixième anniversaire de l'appel de Eplimé (ville située à 100 kilomètres au nord-ouest de Lomé), où il avait prononcé l'unité nationale et annoncé la prochaine création du Rassemblement du peuple togolais, parti unique.

● Mgr Raymond-Marie Tchikomo, ancien archevêque de Conakry, qui a été libéré le 7 août des prisons gambiaises après plus de huit ans de détention, a été reçu jeudi 30 août, pendant quarante-cinq minutes par M. Giscard d'Estaing.

### LE ROI HASSAN II SUGGÈRE LA RÉUNION D'UNE CONFÉRENCE DES ÉTATS RIVERAINS DU SAHARA

Rabat (A.F.P.) — Sans rien abandonner de ses positions traditionnelles, le roi Hassan II a suggéré, jeudi 30 août, à l'O.U.A. de dépasser le « faux problème » qu'est celui du Sahara, pour se consacrer au développement économique de cette région de l'Afrique en instaurant, notamment, une politique du « droit à la mer » en faveur des pays enclavés, nombreux dans la zone saharienne. Dans un message au président William Tolbert du Liberia président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), le roi du Maroc suggère la réunion d'une conférence au sommet groupant les chefs des Etats riverains du Sahara et les membres du comité des « sages » (Guinée, Soudan, Mali, Nigéria et Tansanie).

Le roi Hassan II reste persuadé que le problème du Sahara occidental a un « caractère artificiel » et il se réaffirme « convaincu du triomphe du droit surtout lorsqu'il plonge ses racines dans une légitimité historique et juridique légalement et matériellement avérée ».

Il fait notamment valoir qu'il serait illogique d'organiser un référendum d'autodétermination en faveur de la seule population du Sahara occidental alors que « le territoire saharien s'étend de l'Atlantique à la mer Rouge ».



ROI HASSAN A SUGGERE  
UNION D'UNE CONFERENCE  
DES ETATS SOVERAINS  
DU SAHARA



de révéler que la majorité du parti ne souscrit pas nécessairement à l'ébauche, préparée par M. Chevènement. Afin d'éclairer le débat, nous publions ci-dessous un rapide résumé du texte initial élaboré par le député de Belfort.

La seconde partie s'achève par un chapitre intitulé : « Essayer de la mémoire et redonner un sens à l'histoire de la France ». Ce chapitre s'ouvre sur la constatation que, contrairement à la France, les autres pays du monde n'ont pas de « mythes nationaux » qui aient servi à unir le peuple et à lui donner un sens à l'histoire. Mais, dans la France, ce rôle a été joué par la Révolution et la III<sup>e</sup> République et qui s'est effondré en 1940. De plus, l'avenement du régime de Vichy a été profondément marqué par les arbitraires du marché mondial et par les décisions des super-puissances. Dans ces conditions, le projet de « donner un sens à l'histoire du peuple français » est un projet : celui de relayer le message universel du socialisme. Les auteurs du texte se réfèrent à la pensée de Jean Monnet, mais ils estiment que l'influence historique de la France lui donne vocation à agir pour regrouper les forces productives.

La troisième partie du texte, intitulée « Agir », n'est pas encore rédigée. Mais l'échéance est si proche que les auteurs ont pu en discuter au début de la semaine dernière. Ce chapitre repose sur l'idée qu'une « croissance forte » est la seule façon pour la France de retrouver la place qu'elle doit occuper au sein de la société internationale. Toutefois, cette réorientation de la société et donc de l'économie française n'est possible que si la France est capable de développer un développement autonome. La reconquête du marché intérieur est l'un des moyens de cette auto-suffisance. Pour l'essentiel, ce chapitre est consacré à l'élaboration d'un programme économique du parti socialiste. Ce chapitre s'achève

(1) M. Christian Piarret est l'un des animateurs du courant Union pour l'autogestion, trop faible pour être représenté dans les instances nationales du parti. Toutefois, M. Piarret siège à la commission du projet socialiste grâce au dévouement d'un représentant du courant de M. Mauroy. M. Piarret participe également à l'université d'été organisée par ce courant.

la divergence des vocabulaires, il ne semble pas qu'il y ait d'obstacles majeurs sur le plan économique et social. Une analyse plus approfondie démontrerait qu'il en est de même en politique extérieure : une large fraction des socialistes est aujourd'hui aussi consciente que les gauchistes que le pays ne pourra se construire un avenir de progrès et de justice que dans l'indépendance nationale. L'évolution, confirmée, du parti socialiste sur les problèmes de défense est essentielle à cet égard.

Au-delà de ces thèmes, d'ores et déjà ouverts à une possible discus-

concevable ? Il est difficile de l'établir ici. Mais il convient de noter qu'une évolution, hier encore inimaginable, semble aujourd'hui se faire dans les esprits, comme en témoignent tel jugement de Michel Debré, telle déclaration de Charles Hamu. Les événements qui risquent de se

Ne serait-ce pas la voie, la vraie voie, vers le rassemblement de salut public qui tôt ou tard, s'imposera aux Français ?

## ANCIENS COMBATTANTS

● L'Association des amis d'Henri Barbusse et l'Association républicaine des anciens combattants organisent, le samedi 1<sup>er</sup> septembre, à 11 heures, au cimetière du Père-Lachaise, une

● A l'occasion du quarantième anniversaire de l'entrée en guerre de la France le 3 septembre 1939

et en hommage aux morts de la guerre et de la captivité, la Fédération nationale des combattants prisonniers de guerre et combattants d'Algérie, de Tunisie, du Maroc organise une cérémonie, le lundi 3 septembre, à 18 h 30, à l'Arc de triomphe de l'Étoile.

Le rendez-vous est fixé à 18 heures précises, sur le trottoir nord de l'avenue des Champs-Élysées à la hauteur de la rue de Bassac.

avoir déjà tenu sur le plan plus vaste de l'union de la gauche ; mais le repliement du P.C. sur lui-même pourrait faciliter un rapprochement que son comportement avait, malgré certaines apparences, bloqué. Nous savons bien également qu'une orientation aussi nouvelle conduirait les partis en cause à d'importantes mutations et peut-être même à des révisions déchirantes ; mais ne

n'est pas pour eux un simple thème de discours, mais qu'ils sont prêts à adopter les mesures propres à lui donner une réalité. Sans doute les socialistes devraient-ils démontrer

nord de l'avenue des Champs-Élysées à la hauteur de la rue de Babrac.

nord de l'avenue des Champs-Élysées à la hauteur de la rue de Babrac.



## des thèses du CERES

Le thème du 14 août : **Général Doyen, secrétaire d'État, qui est le concepteur de l'indemnité de dédommagement ?** Cette indemnité a été versée par le parti des élus de la droite à la suite de la démission de M. Doyen.

Le thème du 15 août : **Le rôle de la presse dans la démission de M. Doyen.** Cette indemnité a été versée par le parti des élus de la droite à la suite de la démission de M. Doyen.

Le thème du 16 août : **Le rôle de la presse dans la démission de M. Doyen.** Cette indemnité a été versée par le parti des élus de la droite à la suite de la démission de M. Doyen.

Le thème du 17 août : **Le rôle de la presse dans la démission de M. Doyen.** Cette indemnité a été versée par le parti des élus de la droite à la suite de la démission de M. Doyen.

## saleté publique ?

Le thème du 18 août : **Le rôle de la presse dans la démission de M. Doyen.** Cette indemnité a été versée par le parti des élus de la droite à la suite de la démission de M. Doyen.

Le thème du 19 août : **Le rôle de la presse dans la démission de M. Doyen.** Cette indemnité a été versée par le parti des élus de la droite à la suite de la démission de M. Doyen.

Le thème du 20 août : **Le rôle de la presse dans la démission de M. Doyen.** Cette indemnité a été versée par le parti des élus de la droite à la suite de la démission de M. Doyen.

## Le Monde

## société

AU CONGRÈS DE LA MÉDECINE LÉGALE A LYON

## LA TORTURE ET L'ÉTHIQUE MÉDICALE

Lyon. — Que le onzième congrès de l'Académie internationale de médecine légale et de médecine sociale — auquel ont participé à Lyon, du 27 au 30 août, deux cents personnes — ait choisi de consacrer, en présence de magistrats et d'avocats, une journée entière au thème de la torture et à la prison est une initiative remarquable dans l'histoire des congrès médicaux. La présence parmi les organisateurs d'hommes qui s'étaient fait connaître dans la Résistance, pendant la guerre d'Algérie et même lors du combat contre l'ordre des médecins explique que cette journée ait pu avoir lieu alors que les médecins, selon les

termes du professeur André Védrine (Lyon), avaient montré jusqu'à ce sujet « beaucoup de discrétion ».

La confrontation ne pouvait être que fructueuse. Elle ne le fut pas. On se contenta de réaffirmer l'éthique médicale traditionnelle qui consiste à porter secours à toute vie humaine. Il n'est pas apparu possible de définir les limites exactes de l'action des médecins dans un cadre coercitif, comme le prouve l'absence de toute déclaration, jugée « prématurée » et même « inutile » par les responsables du congrès.

### De notre envoyé spécial

Les y autorisent. En revanche, le docteur Louis René, président du conseil départemental de l'ordre de Paris, devait rappeler qu'en France le code de déontologie adopté il y a trois mois (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet), précise qu'un « médecin sollicite ou reçoit pour examiner une personne privée de liberté ou pour lui donner des soins ne peut, directement ou indirectement, servir de par sa seule présence, favoriser ou cautionner une atteinte à l'intégrité physique ou mentale de cette personne ou à sa dignité ». Le professeur René a ajouté : « Stabiliser une liste exhaustive d'actes permis et défendus est un leurre : la seule solution est de former des consciences adultes ».

Ces situations d'exception ne furent pas seules à retenir l'attention du congrès. Il est ainsi apparu difficile de protéger actuellement en France le citoyen contre des voies de fait, notamment au moment des interrogatoires policiers. M. Jacques Robert, président de l'université de Paris-II, en a donné quelques raisons : le caractère inquisitorial de la procédure, le fait que les « bavures » soient souvent liées au groupe, le caractère trop élevé de certaines peines, la non-publicité des rapports de l'administration et la réputation des tribunaux à condamner des officiers de police. Sur ce dernier point, il a cité un arrêt de la cour d'appel de Besançon, du 9 novembre 1976, où comparait un bijoutier qui affirmait avoir été molesté dans un commissariat : « Il n'y a aucune hésitation à choisir entre les deux thèses en raison de la crédibilité différente des parties en présence : d'un côté un brigadier excellent, bien noté, zélé et consciencieux, de l'autre un simple citoyen ». L'absence, dans de nombreux cas, d'un contrôle effectif de la garnie à vue par les juges d'instruction a été soulignée également par M. Robert, qui a été contesté sur ce point par des magistrats présents dans la salle. Enfin, l'ambiguïté du rôle du

médecin des prisons, qui délivre des produits psychotropes, « empêchant ainsi tout travail de compensation », ou qui, face aux fautes qui sont les prisonniers, conserve mal sa neutralité, a été évoquée par plusieurs participants. Cette autocritique n'a pourtant pas été reprise par le docteur Solange Troissier, médecin inspecteur général des prisons. Elle a estimé, en effet, que les médecins avaient montré, dans une grave de la faim par exemple, une attitude « ferme mais compréhensive » et qu'ils n'agissaient pas différemment envers les prisonniers et envers « les détenus de l'extérieur ». Ce lapsus de Mme Troissier avait au moins le mérite d'être dans la logique du congrès : la nécessaire égalité de traitement par les médecins face à tous ceux qui souffrent, libres ou prisonniers, tortionnaires ou victimes.

NICOLAS BEAU.

### SÉVICES

Dimanche 26 août, à 17 heures, à Verdun (Meuse), Mme Georges, soixante-neuf ans, regagnait son H.L.M. située dans « la cité vertes ». Quatre adolescents, dont le plus âgé a dix-huit ans et le plus jeune douze ans, connus de la vieille dame pour lui avoir fait déjà quelques courbes, l'aborderont alors dans un état visible d'ivresse. Ils la boulaient, pénétrèrent chez elle et, après l'avoir dévêtue, ils la coururent de lentes et dédaigneuses « étreintes ». Elle se débattait, mais ils ne remarquaient pas le loupage, un peu plus bruyant seulement que le bruit de fond habituel dans une H.L.M. Mme Georges a porté plainte le lendemain. Trois adolescents, dont un mineur de dix-sept ans, ont été dénoncés. Le mineur de douze ans a été mis hors de cause.

Pour savoir si le Président Giscard d'Estaing peut encore garder son Premier ministre Raymond Barre, il fallait mesurer

## "L'INQUIETUDE DES FRANÇAIS"

LE NOUVEL OBSERVATEUR  
REPOND AVEC  
UN SONDAGE  **sofres** EXCLUSIF

Pour 89% des Français, la "crise économique" est déjà une réalité : 61% d'entre eux ont dû réduire leurs dépenses.

77% des Français pensent que les salariés sont prêts à faire la grève ou manifester à la rentrée.

68% estiment que "le Gouvernement ne sait pas où il va".

63% des ouvriers sont particulièrement mécontents de la hausse des prix et des cotisations sociales.

LE NOUVEL  
**observateur**  
EN VENTE DES SAMEDI

## JUSTICE

## FAITS ET JUGEMENTS

Mise en liberté de M. Hervé de Vathaire.

## Huit personnes ont été inculpées après la tentative de cambriolage de la Société générale

Les huit hommes arrêtés le 28 août, lors de leur tentative de « casse » de l'agence de la Société générale, 6, rue de Sévres, à Paris, ont été écroués sur mandat de M. Guy Joly, juge d'instruction, qui les a inculpés « d'association de malfaiteurs et de tentative de vol qualifié ». Il s'agit de MM. René Manuella, Jean Lebras, Antoine Martinez, Dominique-Joseph Rizza, Marc Montoya, Osvaldo Audizio, Henri Torres et Lucien Campo. Comme à Nice en 1978, ceux que la police considère comme les principaux membres du gang sont proches de l'extrême droite.

### Activistes et truands

René Manuella, trente-six ans, originaire de Toulon, apparaît être le cerveau de ce coup manqué. C'est lui qui aurait contacté les « parisiens ». Le 4 octobre 1972, il est interpellé sur une plage à Marseille, en même temps que M. Jean-Jacques Susini, lors de l'arrestation de la disparition du trésorier de l'O.A.S., l'ex-colonel René Garel. En 1974, il est condamné à trois ans de prison avec sursis par la cour d'assises des Alpes-Maritimes : il avait procuré des armes à deux malfaiteurs qui avaient opéré des hold-up contre une banque le 27 mars 1973 et un fourgon postal à Nice. Il aurait aussi été impliqué dans deux hold-up à Paris.

Dans ce milieu, l'importance que revêtent les armes n'est pas à négliger. En 1976 aux « Oies sauvages », la maison de Spaggiari, à Besançon (Alpes-Maritimes), c'est un véritable dépôt d'armes qui avait été découvert. Député, qui donnera lieu à un « marché aux curieux », l'« oubli » par la police de ce dépôt devenu une « collection d'armes anciennes » contre l'aveu de la responsabilité de Spaggiari dans le casse de Nice (le Monde du 18 mai 1977). Depuis quelques temps, Manuella tenait une boîte de nuit à Nice, et la police le donnait comme proche des milieux proxénètes.

Jean Lebras, c'est l'« ingénieur », et c'est pour ses connaissances dans les systèmes d'alarme électronique qu'il avait été contacté par Manuella. Il avait été entendu par la police lors du casse du Crédit lyonnais à Venise, dans la nuit du 10 au 11 mars 1978 (le Monde du 12-13 mars 1978). Il y a deux ans, il s'était laissé enfermer dans cette même succursale de la Société générale, rue de Sévres, en neutralisant le système d'alarme. Il voulait, affirme-t-il, dans quels buts ? — O. R.

M. Hervé de Vathaire, l'ancien homme de confiance de M. Marcel Dassault, qui avait été condamné à quatre ans d'emprisonnement et à 10 000 F d'amende le 5 avril 1977 — peine confirmée en appel le 30 juin 1977 — pour avoir détourné 8 millions de francs au préjudice du constructeur d'avions a été remis en liberté conditionnelle mercredi 29 août. M. de Vathaire était incarcéré depuis le 8 septembre 1976. Sa demande de mise en liberté avait, au printemps dernier, été rejetée par M. Alain Peyrefitte après un avis favorable de la commission d'application des peines et un avis contraire du comité consultatif de libération conditionnelle du ministère de la justice (le Monde du 4-5 mars).

M. Hervé de Vathaire, aujourd'hui âgé de cinquante-deux ans, était le directeur des services comptables de plusieurs sociétés du groupe Dassault. Il avait quitté la France le 6 juillet 1976, après avoir prélevé 8 millions sur l'un des comptes de M. Dassault. Ce dernier avait immédiatement déposé une plainte, mais l'affaire ensuite retirée, le 10 août de la même année. M. de Vathaire s'était livré à la police le 8 septembre 1976 et avait remis les 8 millions de francs à un ancien mercenaire, Jean Kay, qui le faisait chanter, disait-il. Trois millions avaient ensuite été retrouvés sur des comptes ouverts par Jean Kay en Suisse.

« Corsé » attentat contre une centrale S.D.F. — Un attentat a été commis, dans la nuit du mercredi 29 août, contre une centrale de l'électricité de France à Corsica, au nord-ouest de Corte, en Haute-Corse. Une charge d'environ 200 grammes de plastique a provoqué des dégâts assez importants.

Le juge d'instruction de Tarbes a décidé jeudi 30 août de permettre à M. Edouard Lahore, propriétaire de la ferme de Corsica (Hautes-Pyrénées), de quitter librement les lieux de la gendarmerie, où il était en garde à vue depuis mardi 28 août. — (Corresp.)

L'affaire Hurpy devant la cour d'appel. — La cour d'appel de Toulouse a confirmé jeudi 30 août la peine de sept années d'emprisonnement prononcée le 25 juin par le tribunal de grande instance de Toulouse à l'encontre du docteur Richard Hurpy (Gers), ancien médecin à Fleurance (Gers), accusé de trafic de haschisch (le Monde du 27 juin). Les peines de circulation et d'interdiction de conduire ont été maintenues. Le docteur Hurpy a l'intention de se pourvoir en cassation.

## DÉFENSE

« PARTAGER LA FORCE DE DISSUASION AVEC L'ALLEMAGNE SERAIT UNE CAPITULATION »

déclare M. Sarre (P.S.)

M. Georges Sarre, député à l'Assemblée européenne et membre du parti socialiste, a déclaré, jeudi 31 août, au sujet du débat sur la politique de défense : « Proposer l'extinction d'un armement avec l'Allemagne fédérale, dans le contexte actuel, d'un défi lancé à l'indépendance de notre pays, c'est une capitulation immédiate des propos du général Buis et d'Alexandre Sanguinetti montre clairement que les tenants de l'indépendance n'ont pas désarmé. Il est plus nécessaire que jamais de souligner qu'une telle hypothèse aboutirait à placer les forces nucléaires de dissuasion sous contrôle intégré, car on ne voit pas, dans le contexte actuel, comment la République fédérale d'Allemagne pourrait se défaire de ses relations étroites avec les Etats-Unis en matière de défense. Pareille capitulation renforcerait la domination américaine en Europe et ne ferait qu'accroître la menace nucléaire qui pèse sur ce continent, sa transformation en théâtre d'opérations à la seule initiative et au seul bénéfice des super-puissances ».

Le général d'armée Guy Méry, chef d'état-major des armées, se rendra en visite officielle en Suède du 3 au 7 septembre. Au cours de ce voyage, il s'entretenra avec le ministre suédois de la défense, M. Lars de Geer, et avec le vice-amiral Bengt Schnack, chef d'état-major de la défense suédoise. Il sera reçu par le ministre suédois de la Défense, par la région militaire du Haut-Norland le 5 septembre, et par l'armée de l'air le 6 septembre.

## MÉDECINE

Une semaine d'action dans tous les hôpitaux de France sera organisée du 24 au 29 septembre par la Fédération nationale des syndicats des services de santé et des services sociaux (F.N.S.S.S.). Cette semaine d'action, annoncée à Boulogne (Pas-de-Calais) par M. Pierre Rusti, secrétaire national de la C.F.D.J., aura pour thème « la défense de l'emploi, le salaire minimal, la défense des auxiliaires et l'application de la loi sur l'interruption de grossesse ».

(Publié)  
**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**  
La Société générale démontre les nombreux avantages que les malfaiteurs qui ont tenté de cambrioler l'agence U. Coutin-Bouge, 6, rue de Sévres, 75006 Paris, auraient eue à accéder au système de sécurité de l'agence. Celui-ci n'a donc pas eu à jouer et reste en parfait état de fonctionnement.

REOUVERTURE 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE  
« AU CARRÉ D'AGNEAU »  
**CHEZ ALBERT**  
122, av. de Malo 320-21-59 (r. Nord)  
320-55-19  
TERRASSE COUVERTE - PARKING  
Ses démolitions en brochette  
Son bonnet rouge  
Son célèbre carré d'agneau  
Sa cave, l'une des meilleures de Paris



## RELIGION

### La Conférence internationale de sociologie religieuse à Venise

Une approche pluridisciplinaire et œcuménique

La quatorzième Conférence internationale de sociologie religieuse (C.I.S.R.) s'est réunie du 28 au 30 août à Venise. Trois cent cinquante spécialistes des sciences humaines ont débattu du sujet central retenu pour le colloque : « Religion et politique » (1).

Diverses analyses ont porté sur l'entrecroisement de ces deux thèmes, en distinguant trois types de situations, selon que les rapports entre religion et politique sont caractérisés par une dominante d'intégration, de conflit ou d'adaptation. Le cas de l'Islam, dont il a été question, est celui de la première dominante, illustre l'actualité du sujet abordé par la C.I.S.R.

Les exposés de divers travaux, portant notamment sur la situation du pentecôtisme au Chili, sur les minorités religieuses au Liban ou sur les relations entre le comportement politique et l'intégration religieuse des Français, atteste que nulle analyse socio-politique ne saurait faire l'économie d'un examen minutieux du phénomène religieux. Il appartient aux scien-

ces humaines, et plus particulièrement à la sociologie des religions, de forger les instruments d'analyse qui permettent une investigation scientifique du champ religieux.

La C.I.S.R. représente à cet égard une occasion unique pour les chercheurs de tous les pays d'exposer leurs sujets de recherche, de confronter leurs idées et de vérifier la validité de leurs démarches. Parallèlement aux séances plénières consacrées au thème principal du colloque, se sont tenus chaque jour une quinzaine d'ateliers qui rassemblaient des groupes de chercheurs autour d'une extrême variété de sujets. Si la faible participation de chercheurs du tiers-monde a été unanimement regrettée, cette conférence peut néanmoins être considérée comme une réussite.

Dérogée de toute attache idéologique ou confessionnelle, la C.I.S.R. confirme son orientation vers une approche pluridisciplinaire et œcuménique du phénomène religieux.

(1) Les actes de ce colloque sont en vente au secrétariat général de la C.I.S.R., chez M. Verschuere, 38, rue de la Monnaie, 59042 Lille cedex.

## SCIENCES

### UN ACCORD A LA CONFÉRENCE DE VIENNE

#### 250 millions de dollars supplémentaires pour l'application de la science au développement

De notre envoyé spécial

Vienne. — La Conférence des Nations unies pour la science et la technique au service du développement (C.N.U.S.T.D.), dont les travaux sont sur le point de s'achever, vient de prendre en commission deux mesures concrètes. D'une part, il a été décidé que des moyens financiers nouveaux de 250 millions de dollars au moins seront, dans les deux années à venir, consacrés par la communauté internationale à l'application de la science et de la technique aux problèmes du développement. D'autre part, les grandes lignes politiques de l'action, dans ce domaine, seront du ressort d'un organisme intergouvernemental qui regroupera l'ensemble des pays de l'O.N.U.

Les pays représentés à la conférence de Vienne se sont, en effet, mis d'accord pour que, durant une période de deux ans, un fonds temporaire alimenté par des contributions volontaires soit confié au Programme des Nations unies pour le développement (P.N.U.D.). Que ce fonds temporaire fasse l'objet ou non d'un fonds spécial du P.N.U.D. (ce point n'a pas été tranché et ne le sera qu'après la conférence), cet

argent frais devrait être individualisé dans la comptabilité du P.N.U.D., de manière à s'assurer qu'il sera bien utilisé dans des programmes de nature scientifique ou technique. Avant la fin de 1981, des négociations internationales seront nécessaires pour déterminer la forme et l'importance du « fonds définitif » qui devrait succéder à cet arrangement temporaire.

Le nouvel organisme intergouvernemental sera très probablement un organe subsidiaire de l'Assemblée générale de l'O.N.U. à laquelle il fera rapport « à travers » le Conseil économique et social. Il semble acquis, à la satisfaction de tous, que la mise en place de ce comité « politique » n'aura pas de responsabilités administratives ou financières sur le fonds spécial qui doit être créé. Durant les deux années à venir, le fonds spécial sera administré par le directeur général du P.N.U.D., ne fera, en effet, l'objet que d'un rapport de portée générale, au comité intergouvernemental. Ce comité ne pourra donc avoir sur son utilisation qu'une influence réduite.

XAVIER WEEGER.

### Trois incidents dans des centrales nucléaires

#### ● A THREE MILE ISLAND.

Trois techniciens travaillant à la centrale TMI-2, fermée depuis l'accident du 28 mars dernier, ont été irradiés alors qu'ils réparaient une soupape laissant s'échapper de l'eau contaminée vers le système de ventilation. Selon le délégué de la Commission fédérale de réglementation nucléaire (N.R.C.), la dose de radiations à laquelle auraient été soumis les trois hommes, équipés de vêtements protecteurs, « demeurerait dans une fourchette qui ne laisse prévoir aucun symptôme immédiat de trouble ». — (A.F.P.)

#### ● AU BUGEY.

Une fuite d'effluents faiblement radio-actifs s'est produite, jeudi 30 août, sur la tranchée n° 4 de la centrale nucléaire de Bugey, construite sur la rive gauche du Rhône, à une trentaine de kilomètres en amont de Lyon. Les systèmes de sécurité ayant parfaitement fonctionné, les quatre personnes qui se trouvaient dans le local où a eu lieu l'émission n'ont pas été contaminées. Selon l'U.G.I.C.T.-C.G.T., ces effluents radio-actifs ont pu être récupérés.

Un défaut d'étanchéité de l'arbre d'une pompe primaire de la tranchée n° 4 a entraîné la mise en arrêt de la centrale. Les experts, les travaux devraient durer une quinzaine de jours. Au moment de l'incident, le premier de cette nature constaté en France, la tranchée n° 4 de la centrale de Bugey était en phase de redémarrage. Elle fonctionnait en effet depuis six mois et avait été arrêtée en début de semaine pour divers travaux.

#### ● A OLKILUOTO (Finlande).

Les techniciens de la centrale nucléaire finlandaise d'Olkiluoto-1, située près de Porvoo sur la côte ouest de la Finlande, ont arrêté le réacteur après la découverte d'une fissure dans un conduit du circuit d'épuration. Les 5 mètres cubes d'eau radio-actifs qui se sont écoulés à cette occasion ont été récupérés par les installations de traitement des effluents de la centrale. Actuellement, un seul réacteur d'origine soviétique, Loviisa-1, est en fonctionnement dans le pays. Il donne entière satisfaction, mais les ingénieurs rencontrent certaines difficultés avec la construction du second exemplaire. — (Cort.)

## CORRESPONDANCE

Jean-Paul II et les uniates ukrainiens

A la suite de l'article d'Olivier Clément, Jean-Paul II et les uniates ukrainiens, concernant la lettre du pape au chef spirituel des orthodoxes, concernant la lettre du 11 août, nous avons reçu une lettre de M. Oleg Witochynsky, professeur à l'université ukrainienne libre de Munich.

Il ne s'agit point de « retour » des orthodoxes ukrainiens au sein de l'Eglise catholique, écrit-elle, mais tout à fait l'inverse. En 1946, il se produisit en Ukraine un acte barbare de la persécution des huguenots lors du massacre de la Saint-Barthélemy : les Russes, occupant l'Ukraine occidentale depuis 1939, ont par un faux « synode », tout simplement liquidé l'Eglise ukrainienne catholique, persécutant le clergé et la population, qui devaient entrer dans les cathédrales pour pratiquer leur culte.

D'autre part, M. Cyrille Myrotych nous écrit pour faire remarquer que « Jean-Paul II, en soulignant la valeur d'« aboutissement » heureux bien que « partiel » de l'union de Brest-Litovsk (1596), renoue avec la tradition œcuménique de réconciliation du concile de Florence (1439) à Brest-Litovsk, caractérisant Constantinople et Kiev, ces deux métropoles traditionnelles de la chrétienté orthodoxe. La valeur exemplaire de l'union de Brest-Litovsk est d'autant plus remarquable qu'elle constitue l'aboutissement d'une tradition œcuménique constante, des propositions de Kiev, ce que le pape évoque en parlant de leur participation aux conciles de Constantinople (1439) et de Florence (1439). Cette persévérance ne peut pas être historiquement contestée, au-delà des chroniques politiques favorables ou défavorables.

Dans l'article d'Olivier Clément figurait le paragraphe suivant qui va tout à fait dans le sens des observations de M. Witochynsky : « Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les Russes byzantins unites à Rome ont été liquidées brutalement par les régimes communistes (sauf en Bulgarie) et leurs fidèles contraintrés d'entrer dans les Eglises orthodoxes des pays de l'Est. C'est notamment ce qui s'est passé en Ukraine occidentale, polonaise dans l'entre-deux-guerres, mais annexée par l'U.R.S.S. en 1939 : les Russes ont imposé une terrible persécution du clergé catholique, dont le cardinal Slipyj a été une des premières victimes, furent intégrés de force dans l'Eglise orthodoxe russe sous l'autorité du patriarche de Moscou. »

## EDUCATION

### M. CHRISTIAN BEULLAC INVITE LES JEUNES GISCARDIENS A AIDER A LA MISE EN PLACE DU COLLEGE UNIQUE

(De notre envoyé spécial.)

Saint-Pol-de-Léon. — M. Christian Beullac, ministre de l'éducation, était, jeudi 30 août, l'invité des jeunes giscardiens du mouvement « Jeunes Giscardiens », réunis au collège de Kersker à Saint-Pol-de-Léon, pour leur troisième camp. Accueilli très chaleureusement par une centaine de jeunes âgés de quinze à vingt-cinq ans, le ministre a confirmé que, après avoir reçu, en mai dernier, les propositions du mouvement concernant la formation des jeunes, il avait pris trois décisions.

Conformément à la circulaire ministérielle datée du 15 juin dernier, il a rappelé qu'un « titre de sortie » sera attribué à la formation des jeunes qu'ils ont reçue, serait remis, dès la prochaine année scolaire, à tous les élèves âgés de plus de seize ans qui quitteront le système éducatif avant d'avoir obtenu un diplôme d'enseignement général. Reprenant, d'autre part, l'idée d'une « plaquette du diplômé », définissant les droits, devoirs et responsabilités, le ministre a indiqué que la distribution de cette brochure, tirée à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, aux délégués élus aux lycées, dès le mois d'octobre, M. Beullac a aussi annoncé la parution au Bulletin officiel de l'éducation du 6 septembre prochain d'une circulaire autorisant les établissements qui le souhaitent à tenter des expériences de journées continues.

Le ministre a ensuite fait appel au soutien des jeunes d'Autremont pour « mieux faire comprendre le sens profond de la réforme votée par le Parlement le 11 juillet 1975 », et aider à la mise en place du collège unique. — A.I.

## HISTOIRE

### TERMINÉE IL Y A TRENTES ANS

#### La guerre civile grecque était née de l'accord Staline-Churchill de 1944 sur le partage des zones d'influence

En 1944, la majeure partie de la Grèce est aux mains des « andartes », les combattants du mouvement national de libération, l'E.A.M. Le Front regroupe plusieurs petits partis républicains et le P.C. grec, sous la direction de ce dernier. Son programme pour que leur parti reprenne la direction du pays de ses occupants étrangers, revenir à la démocratie supprimée depuis la dictature de Metaxas en 1936. Dans la lutte implacable contre les Allemands, l'E.A.M. a gagné le soutien de l'immense majorité de la population. Tout laisse penser qu'à la fin de la guerre il restera maître du pays, comme son homologue yougoslave. Mais cette perspective indispose les alliés. L'Angleterre ne veut pas laisser ce pays échapper de son orbite politique. Dès octobre 1944, à Moscou, Churchill obtient de Staline l'assurance qu'il lui laisserait les mains libres en Grèce en échange du reste des Balkans. Cette entente va sceller le sort de la Grèce, qui sans cela eût sans doute suivi une voie très proche de celle de la Yougoslavie de Tito.

La direction du P.C. très liée au Kremlin, mène une politique conforme à ses vœux de compromis avec la Grande-Bretagne, acceptant que l'E.A.M. ne soit qu'une composante dans le gouvernement de la libération, renonçant à diriger seul le pays, ce qui correspondait pourtant au souhait de la majorité du peuple grec à ce moment-là.

Surtout, en septembre, aux accords de Caserte, l'E.A.M. accepte que son organisation militaire, l'E.L.A.S., passe sous commandement allié, que les troupes britanniques débarquent à Athènes. Pourtant, il est clair que ces troupes ne viendront pas pour combattre les Allemands — et les forces libératrices — mais pour empêcher l'E.A.M. de prendre le contrôle de la capitale. Malgré cette politique conciliante, Churchill pense que le choc avec l'E.A.M. est inévitable après la guerre, et il cherche à occuper le terrain afin d'engager le combat dans les meilleures conditions.

#### Le tournant de décembre 1944

Quand, en octobre 1944, les Allemands évacuent Athènes, ils sont suivis de près par les forces britanniques, dix mille hommes — qui débarquent dans l'enthousiasme populaire, l'E.A.M. les faisant acclamer en libérateurs. Ces quinze mille hommes allaient être de courte durée.

D'abord, les nouvelles autorités ne procèdent à aucune épuration contre les collaborateurs. Plus, les commandos spécialisés dans la lutte contre les résistants ne poursuivent leurs activités sans être inquiétés. L'objectif premier des Britanniques est de désarmer l'E.L.A.S. Le 1<sup>er</sup> décembre, le général P.C. Scobie exige que ses armes soient rendues pour le 10. Sous peine de disparaitre, l'E.A.M. — que ses éléments modérés commandent, quitte le pays, obligé de réagir. Le 3, il organise une manifestation de protestation. Les centaines de milliers d'Athéniens qui répondent à son appel sont mitraillés par des francs-tireurs d'extrême droite. Cette fusillade est-elle le prélude à une liquidation totale ? L'E.A.M. lui-même le craint. Quelques jours plus tard, ils sont en passe de contrôler la ville, malgré les tanks et les avions britanniques. Mais, loin de pousser son avantage, l'E.A.M. cesse le feu et réclame des négociations. Celles-ci sont refusées. Quand les combats se rallument, les Britanniques, qui ont eu le temps d'acheminer des renforts, prennent le dessus, et, à Noël, Churchill, lui-même, peut venir à Athènes. L'E.L.A.S. n'engage que ses effectifs athéniens et interdit à ses troupes stationnées aux abords de la ville d'y pénétrer. Toujours en vertu du principe de ne rien commettre d'irréparable contre les Britanniques, l'E.L.A.S. doit finalement évacuer la ville début janvier. Les Elasitas profitent des combats pour enrôler des milliers de collaborateurs (peut-être trois mille). Dans leur retraite, ils en entraînent plusieurs milliers d'autres en otage. Cet épilogue tragique des événements de décembre contribue largement au retournement d'une partie de l'opinion grecque vers l'E.A.M.

Les accords de Varkiza, en février 1945, consacrent une nouvelle capitulation de l'E.A.M. Il accepte la dissolution de l'E.L.A.S. et la remise de toutes les armes, alors qu'il contrôle tout le pays depuis la retraite des Allemands, sauf Athènes, bien sûr. L'amnistie est proclamée, sauf pour les délits de droit commun. Or, avec un peu de bonne volonté, n'importe quelle action de résistance peut être assimilée à un délit de droit commun. C'est, en tout cas, l'attitude des tribunaux militaires, qui jugent à tour de bras des résistants pour des « délits » remontant à l'occupation. Parallèlement, la terreur blanche se déchaîne, tuant et torturant des centaines de résistants. L'E.A.M. estime à cent mille les ex-résistants qui doivent se cacher pour échapper à la répression. Les militants du P.C. font pression pour que leur parti reprenne la lutte armée, afin d'assurer au moins leur défense. De fait, de nombreux partisans ont repris le chemin de la montagne dès la fin 1945. Mais la direction communiste, fidèle à la politique du Kremlin, accepte de ne pas remettre en cause l'accord Staline-Churchill sur les zones d'influence dans les Balkans et continue de demander légalement le retour à la démocratie. Cependant, le capital de confiance des communistes s'amenuise au fil des mois.

En effet, après le retrait des Britanniques en mars 1947, les Etats-Unis prennent le relais en vertu de la « doctrine Truman ». L'aide qu'ils fournissent est considérable. Elle leur permet d'exercer une influence totale sur le gouvernement grec. Fin 1947, ils prennent eux-mêmes la direction des opérations militaires. L'armée grecque, trop peu mobile, incapable de mener une lutte anti-guérilla, est réorganisée pour lui donner plus de souplesse : des unités légères, capables de suivre les partisans dans les montagnes, sont mises sur pied. L'aviation, le napalm, sont utilisés sur une grande échelle. Le P.C. jusque-là légal, est interdit. Tous les jeunes suspects de sympathie pour la gauche sont mobilisés — jusqu'à ce qu'on n'ait pris que les hommes sûrs — et envoyés dans des camps à des fins de « rééducation », celui de Makronissos, au large du cap Sounion, étant le plus tristement célèbre. Les déplacements forcés de populations campagnardes courent progressivement les partisans de toute possibilité de recruter et de se ravitailler.

#### De l'E.L.A.S. à l'armée démocratique

C'est seulement le changement de l'attitude du gouvernement soviétique dans le sens d'un durcissement des positions alliées qui va faire évoluer la politique du P.C. à partir de 1946 et le faire décider progressivement le retour à la lutte armée. Pas dans le but de prendre le pouvoir. Il s'agit — et il s'agit jusqu'au bout — de faire pression sur le gouvernement pour qu'il accepte le P.C. comme interlocuteur valable, la seule composante d'un gouvernement d'union nationale. L'« armée démocratique », qui se forme sur les traces de l'E.L.A.S., organisée par Markos Vafilades, applique une tactique de guérilla très efficace, qui compense l'infériorité en hommes et en matériel.

Des coups de main audacieux sont lancés contre des postes de gendarmerie isolés. Petit à petit, les maquis gonflent leurs effectifs, mais les militaires qui les rejoignent le font plus pour échapper à la répression que par enthousiasme. Le rapport des forces a changé en défaveur des communistes. La population ne voit pas d'un bon œil la reprise des combats. La propagande gouvernementale (les « monarcho-fascistes ») agit le souvenir des massacres de décembre 1944, la menace d'un nouveau massacre du pays par les Bulgares et les Yougoslaves. En effet, bien qu'ils opèrent sur l'ensemble du territoire, y compris dans le Péloponnèse, les partisans ont conservé leur base principale dans le nord du pays, le long des frontières albanaises, yougoslaves et bulgares. Ces trois pays aident la rébellion. Ils permettent aux partisans de franchir leurs frontières lorsqu'ils sont poursuivis. En contrepartie, le P.C. se fait l'écho des revendications territoriales de ces pays sur la Grèce, évoquant aussi l'éventualité de la création d'une Macédoine indépendante.

#### L'Etat dans les montagnes

L'armée démocratique reçoit cependant un large soutien de la part de la paysannerie, chez qui les souvenirs de la résistance étaient encore frais. Elle réussit à contrôler progressivement la majorité des campagnes du nord et du centre de la Grèce, aidée par la configuration montagneuse du pays, par la destruction quasi totale des voies de communication, qui rendaient la répression difficile. Partout où elle se maintient durablement, elle se comporte en véritable Etat, assurant l'éducation des enfants, ouvrant des hôpitaux, instituant des tribunaux. Elle collecte les impôts et recrute par conscription. Elle ne touche cependant pas aux structures sociales.

A l'été 1947, la rébellion passe à un stade supérieur : l'« armée démocratique » lance de furieux assauts contre les villes du nord et du centre, dont Florina, Kastoria, Karditsa. Grave, afin de trouver une capitale pour établir le « gouvernement démocratique provisoire » qui vient de se créer. Un vent de panique souffle sur

les gouvernements, dont certains voient déjà celui qu'on l'appelle plus que « Markos » entrer dans Thessalonique à la tête de ses « bandits ». Mais ces assauts seront finalement repoussés par l'armée, qui l'aide américaine vient de donner une nouvelle vigueur.

En effet, après le retrait des Britanniques en mars 1947, les Etats-Unis prennent le relais en vertu de la « doctrine Truman ». L'aide qu'ils fournissent est considérable. Elle leur permet d'exercer une influence totale sur le gouvernement grec. Fin 1947, ils prennent eux-mêmes la direction des opérations militaires. L'armée grecque, trop peu mobile, incapable de mener une lutte anti-guérilla, est réorganisée pour lui donner plus de souplesse : des unités légères, capables de suivre les partisans dans les montagnes, sont mises sur pied. L'aviation, le napalm, sont utilisés sur une grande échelle. Le P.C. jusque-là légal, est interdit. Tous les jeunes suspects de sympathie pour la gauche sont mobilisés — jusqu'à ce qu'on n'ait pris que les hommes sûrs — et envoyés dans des camps à des fins de « rééducation », celui de Makronissos, au large du cap Sounion, étant le plus tristement célèbre. Les déplacements forcés de populations campagnardes courent progressivement les partisans de toute possibilité de recruter et de se ravitailler.

#### De la guérilla à la guerre classique et... à la défaite

L'armée est désormais en mesure de lancer de vastes offensives. Mais elles ne donnent pas les résultats escomptés. Quand ils sont encerclés, les partisans entrent leurs armes et se font filer la nuit par petits groupes pour se reformer ailleurs. Il n'est cependant pas question pour eux d'espérer une victoire militaire. De surcroît, ils ne peuvent attendre un grand secours des villes. La lutte urbaine et celle des maquis ne s'intègrent pas vraiment dans une stratégie commune.

La situation internationale laisse aussi peu d'espoir. La rupture Tito-Staline à l'été 1948 crée la menace permanente d'un arrêt de l'aide yougoslave, devenue vitale. Dans ces conditions, la décision d'abandonner la guérilla pour passer à la guerre classique, fin 1947, équivalait à un véritable suicide. La guérilla pouvait allonger à peine 30 000 combattants (dont près d'un tiers de femmes) contre plus de 200 000 hommes à la seule armée gouvernementale, sans compter la gendarmerie et les « auxiliaires ». Cette décision — prise contre l'avis de Markos, qui fut évincé et remplacé par Zachariades, le secrétaire général du P.C. — avait pour effet de s'associer à la condamnation par Moscou de Tito — fut présentée par la direction communiste comme une intensification de la lutte et le témoignage de la force croissante de la rébellion. Mais cela n'était qu'une tentative désespérée pour forcer le sort.

Au printemps 1948, les gouvernements prennent définitivement l'avantage. Les partisans sont successivement écrasés dans le Péloponnèse et dans le centre du pays. Dans le nord, le coup de grâce est donné en août sur les pentes des monts Gramos et Vitsi, le long de la frontière albanaise, derniers bastions de la rébellion après que la frontière yougoslave eut été fermée par Tito en juillet 1948.

Ainsi s'acheva la guerre civile grecque. Financiers dizaines de milliers de Grecs prenaient le chemin de l'exil dans les pays de l'Est — emmenant 20 000 à 30 000 enfants — plusieurs milliers d'autres prenaient celui des bagues. La guerre avait fait au moins 50 000 morts. Le P.C. et tout ce qui s'apparentait à la gauche, de près ou de loin, disparaissait de la scène politique pour des années.

OLIVIER HOUDART.

## LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir  
assistant-réalisateur  
script-girl  
monteur-monteuse  
Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> année)  
Cours par correspondance (1<sup>re</sup> année théorique seulement)  
CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris  
Tél. 874.65.94  
Documentation M sur demande



# Le Monde

des loisirs  
et du tourisme

LES PROFESSIONNELLS ET LEURS COMPTES

## « Nous qui vendons du rêve... »

L'AGENT de voyages fait rêver le candidat au voyage avec ses affiches multicolores et ses catalogues exotiques. Son rôle reste pourtant méconnu, parce que la clientèle le distingue mal de la compagnie aérienne, de l'hôtelier ou du guide. M. Jean-Claude Rouach, président du Syndicat national des agents de voyages (SNAV), explique dans l'entretien qu'on lira ci-dessous qu'il s'agit d'un métier séduisant et aléatoire.

se déclarent mécontents. Dans le monde, des millions de voyageurs passent entre les mains de milliers d'hôteliers, de compagnies aériennes, de transferts, d'interprètes. C'est étonnant qu'il n'y ait pas plus de problèmes.

### La peur de l'embrigadement

— Pourquoi nous décrivez-vous comme cela ?

— Je rappellerai que, depuis dix ans, nous enregistrons une croissance de notre clientèle de 20 % par an. C'est un joli score.

En tête, je placerais l'acheteur qui a l'habitude de voyager. Il sait ce qu'il veut et ce qu'on peut lui offrir. Il est un agent de voyages. Il y a celui qui a peur de partir. Il hésite sur sa destination. Il redoute que ça lui coûte cher. Le vendeur doit l'opérer, c'est-à-dire le faire suffisamment parler pour trouver le produit qui lui conviendra.

Enfin, il y a les acheteurs qui ne rentrent pas dans une agence. Les uns estiment qu'ils ne trouveront jamais dans les catalogues le voyage dont ils rêvent. Les autres considèrent que l'agence de voyages est une boutique de luxe. Ils croient, à tort, qu'ils paieront moins cher leur billet d'avion en l'achetant chez Air France. Ils redoutent d'être embrigadés.

— Vous êtes de plus en plus fobys de critiques émanant des consommateurs. Pourquoi ?

— Nous faisons voyager trois millions de touristes chaque année. Quelques milliers seulement

se déclarent mécontents. Dans le monde, des millions de voyageurs passent entre les mains de milliers d'hôteliers, de compagnies aériennes, de transferts, d'interprètes. C'est étonnant qu'il n'y ait pas plus de problèmes.

Les litiges naissent dans deux cas. La « mauvaise » vente consiste à faire partir sur un paquebot grec une personne qui a l'habitude des croisières Paquet. Si elle n'est pas prévenue de la différence, elle trouvera, à juste titre, qu'on l'a trompée. La « mauvaise » vente, c'est vendre un voyage inadapté aux désirs et aux possibilités du client.

On trouve ensuite les conflits réels. Depuis dix ans, nous avons réalisé de gros progrès. Nous avons mis fin au système du prix d'appel : nos brochures sont devenues plus détaillées ; le remboursement est garanti.

Reste que nous sommes sans pouvoir vis-à-vis de nos prestataires de service. Mon correspondant du Caire est venu me chercher, un jour, à l'aéroport après s'être assuré que ma chambre était bien retenue. Lorsque nous sommes arrivés à l'hôtel, il était comploté. Le portier avait reçu un baluchon. Ça arrive tous les jours.

Propos recueillis par

ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page 10.)

GUIDES, AGENTS DE COMPTOIR, BILLETISTES

## Les « petites mains » du voyage

GUIDES. — D'avril à novembre, ces femmes apprennent à des centaines d'étrangers Paris et ses alentours. Leur profession : guide-interprète. Vingt ans de métier pour l'une d'entre elles. « Aujourd'hui, tout a changé. Le touriste va de plus en plus vite. On est obligé de suivre son rythme. Comment pouvons-nous lui donner l'impression d'être des robots. Et pourtant, l'auditoire n'est jamais le même. Les Européens connaissent davantage l'histoire et nous nous devons de leur donner certaines précisions de peur de les vexer. Les étrangers cherchent à discuter. Ils posent des questions et posent des questions sur la vie quotidienne, sur le prix des loyers ou celui des transports, sur les salaires. La vie des Français les intéresse autant qu'une belle œuvre d'art. Nous adaptons notre comportement à chacun de nos publics. Les enfants, par exemple, j'ont beaucoup plus de références à l'actualité, à la télévision ou à leurs jeux. L'avenue Henri-Martin leur rappelle immédiatement le jeu du Monopoly. Je me souviens aussi de cet école qui à la sortie du château de Versailles m'a dit d'un air perplexe : « Mais qui a payé tout ça ? »

Ni week-end, ni jour de fête, mais l'insécurité, car la plupart des guides sont vacataires et se retrouvent sans emploi à la fin de la saison. Pourtant, elles ne veulent se souvenir que des jolies

délivrer un billet en dix secondes. Ici, ce n'est pas la petite boutique, mais une agence spécialisée dans le tourisme d'affaires.

« Nous avons très peu de contacts directs avec la clientèle. La nôtre est particulièrement exigeante et nous devons subir son humeur. On nous prend souvent pour des larbins. Certains hommes d'affaires ne peuvent pas comprendre qu'il y ait des vols complets, surtout lorsqu'ils ont des cartes de priorité. » Lui aussi se plaint du salaire « qui n'est pas en rapport avec nos compétences, ajoute-t-il, car si j'ai fait connaître toute la réglementation des transports et les tarifs. Les modifications sont notre pain quotidien. Parfois nous rencontrons des cas amusants, cette jeune femme, par exemple, qui voulait mettre son chien dans une suite à bagages de première classe ! »

Mais M. S., a choisi ce métier parce qu'il le rapprochait du monde du voyage. Il a déjà visité le Pérou, les Antilles, la Martinique, le Maroc, le Sénégal, l'Égypte, la Thaïlande. « Dans notre métier, on n'épargne pas. Des qu'un agent de voyages a mis trois sous de côté, il part. » M. S. rêve au Brésil.

D. M.

Florence - Rome - Milan

TRAIN SPÉCIAL ARC-EN-CIEL

du 4 au 11 octobre 1979

8 jours Paris/Paris

à partir de 2.175 F

Wagon-lit, chambre et petit déjeuner, visites guidées, dîner, spectacle.

Extension possible Naples/Capri

VOYAGES ARC-EN-CIEL

110. 1090

Agence du Mouvement Coopératif 27-33, quai Le Gall, 92100 BOULOGNE. Tél. : 004-51-78.

## Ceux qui font vos vacances

Nous avons publié au cours de l'été, chaque vendredi, un dossier sur « Ceux qui font vos vacances ». Tour à tour, nous avons parlé du contrôle des prix, de la circulation routière, des voyages aériens, des chemins de fer, de la sécurité, du camping, de l'immobilier et des stations.

Nous achevons ce tour d'horizon avec les professionnels des vacances par excellence : les agents de voyages.

PRAGUE A 23 HEURES DE PARIS

## L'autobus au long cours

Il faut avoir le nez dessus. Place Saint-Michel, une modestie pancarte jaune, simplement fixée au tronc d'un arbre, invite au voyage tout simple. A la veille du pont le plus long de l'été, Paris déserte, donne le vertige. La pancarte donne la voie. Le porteur de valises, une première vue ne permet pas d'élargir l'horizon. Et soudain, c'est l'autobus. L'évasion à prix réduit. Cinq jours à Amsterdam, à Londres, à Venise, à Prague, de 420 à 710 francs.

Dans une rue étroite d'un quartier chaud de la capitale, on doit un peu chercher les quelques mètres de devanture au numéro indiqué pour les réservations. A l'intérieur comme à l'extérieur, aucune trace du confort design des agences de voyages connues. Un slogan : « Moins cher que le stop ». Deux jeunes femmes sympathiques renseignent le visiteur. « Rien d'étonnant, — Londres et Venise affichent complet. Il reste des places pour Amsterdam, déjà visitée, et Prague. Pour cette destination, inscription immédiate en vue d'obtenir à temps le visa collectif. » Ve pour Prague. D'abord c'est plus loin. Le cœur de l'Europe.

« Vous partez en car-couchettes, le mardi, à 20 heures, afin d'arriver à Londres à 15 heures », dit Marie-Noëlle. « Au retour, départ de Prague dimanche à midi, arrivée à Paris lundi à 6 heures du matin. Vous remplissez cette fiche d'adhésion à l'association et vous ajoutez les frais de visa au prix du voyage : 710 francs. » Ce prix comprend, outre le transport, cinq nuits à l'hôtel à deux, trois ou quatre par chambre, quatre jours en demi-pension.

### Le seul point précis du contrat

Ils sont deux à se relayer au volant. Très contents d'eux, ils font comprendre sans précautions superflues qu'ils sont les seuls maîtres à bord après Dieu. D'autant plus étonnant que les deux jeunes accompagnateurs, Alain et Jean-Louis, style « monos », de colonie de vacances, ne cherchent pas à l'imposer. Jean-Louis, qui prend à cœur ses responsabilités, est un bénévole. Il a fait des séjours à Prague et montre une réelle connaissance du pays. Mais c'est la première fois qu'il emmène un groupe. De la gentillesse à revendre — toujours un mot aimable pour tout le monde, le pilier du manque de préparation et, finalement, il n'y aura pas beaucoup plus de changements de programme et de temps morts que dans un voyage dit organisé.

Toutefois, une attente de deux heures au poste frontière tchèque de Rozvadov — parce que entre autres, nous avons omis d'indiquer la couleur du car sur nos formulaires de visa — n'explique pas l'arrivée à 19 heures à l'hôtel. A Paris, Marie-Noëlle avait dit 15 heures. Ce qui n'était déjà pas rien. En fait, à cette heure-là, nous buvions une première bière à Pilsen.

Vingt-trois heures pour couvrir une distance d'un millier de kilomètres, même si l'on ne connaît pas parfaitement l'itinéraire, les chauffeurs ont montré au retour une grande connaissance d'allures une route différente — que l'on pouvait mieux faire. Il y a deux raisons pour insister sur le respect de l'horaire. D'abord, au-delà d'une certaine durée, surtout par temps chaud dans un car non climatisé — c'est doublement le cas — ce mode de transport devient franchement exténuant, au point même d'ôter tout agrément aux

payages traversés. Surtout, c'était le seul point précis du contrat.

Pour le reste, il n'a jamais été question de descendre dans un hôtel. De fait, dans un quartier à la limite de l'exotisme, notre hôtel paraît loin, à tous points de vue, de l'intercontinental ou du Jalta. Ne pas oublier que nous sommes en « classe économique » et que le confort n'est pas la qualité dominante de ce voyage. Il faut choisir. Passer deux jours et deux nuits en trajet pour trois journées pleines à Prague peut paraître disproportionné. Mais on ne trouve pas moins cher. Pour l'équivalent de notre forfait, Air France ou C.S.A., les lignes aériennes tchécoslovaques, nous ramèneront à Paris. Pas plus. Il est vrai en moins de deux heures de vol. Le rêve !

En attendant, le groupe découvre, de part et d'autre de la Vltava, les merveilles d'une capitale attachante, sous la conduite d'une jeune guide, malheureusement avare de commentaires.

Dimanche, le départ est avancé d'une heure. Cette fois, à la frontière, les formalités sont abrégées. Nous dinons à l'Ouest, au bord de l'autoroute dominant Würzburg et le château de Marienberg. Après quoi au lit. Dernière délicatesse des chauffeurs, nous serons réveillés par la radio de bord diffusant à tue-tête une émission à la gloire des routiers. En écartant le rideau, on lit « Joinville-le-Pont ». Nous arrivons à 6 heures pile place Saint-Michel. En même temps que les éboueurs.

PIERRE-JEAN DESCHÈNES.

L'Autobus, 49, rue Saint-Benoît, 75003 Paris (téléphone 216-13-11), en dehors des week-ends prolongés, organise tous les vendredis soir des départs pour Londres et Amsterdam.

## La trentaine ans L'époque était née Churchill de 1944 zones d'influence

La trentaine ans, l'époque était née Churchill de 1944, zones d'influence. La trentaine ans, l'époque était née Churchill de 1944, zones d'influence. La trentaine ans, l'époque était née Churchill de 1944, zones d'influence.

La trentaine ans, l'époque était née Churchill de 1944, zones d'influence. La trentaine ans, l'époque était née Churchill de 1944, zones d'influence. La trentaine ans, l'époque était née Churchill de 1944, zones d'influence.

La trentaine ans, l'époque était née Churchill de 1944, zones d'influence. La trentaine ans, l'époque était née Churchill de 1944, zones d'influence. La trentaine ans, l'époque était née Churchill de 1944, zones d'influence.

La trentaine ans, l'époque était née Churchill de 1944, zones d'influence. La trentaine ans, l'époque était née Churchill de 1944, zones d'influence. La trentaine ans, l'époque était née Churchill de 1944, zones d'influence.

La trentaine ans, l'époque était née Churchill de 1944, zones d'influence. La trentaine ans, l'époque était née Churchill de 1944, zones d'influence. La trentaine ans, l'époque était née Churchill de 1944, zones d'influence.

La trentaine ans, l'époque était née Churchill de 1944, zones d'influence. La trentaine ans, l'époque était née Churchill de 1944, zones d'influence. La trentaine ans, l'époque était née Churchill de 1944, zones d'influence.

La trentaine ans, l'époque était née Churchill de 1944, zones d'influence. La trentaine ans, l'époque était née Churchill de 1944, zones d'influence. La trentaine ans, l'époque était née Churchill de 1944, zones d'influence.

La trentaine ans, l'époque était née Churchill de 1944, zones d'influence. La trentaine ans, l'époque était née Churchill de 1944, zones d'influence. La trentaine ans, l'époque était née Churchill de 1944, zones d'influence.



## « Nous qui vendons du rêve... »

(Suite de la page 9.)

Autre anecdote égyptienne : j'apprends deux jours avant le départ d'un groupe que l'hôtel est complet, bien qu'il ait donné confirmation de cette réservation. J'ai remboursé mes clients, et ma compagnie d'assurances leur a versé 1 000 francs à titre de dédommagement. Certains m'attaquent en justice. Je les comprends puisque leurs vacances ont été gâchées. Mais que devrais-je faire ? Les laisser partir alors que je savais qu'ils se seraient retrouvés à la rue ? Interdire un accès à l'hôtelier égyptien ? Mais il ne m'aurait plus donné de chambres...

Les touristes devraient savoir qu'en période de pointe les autocaristes sont inévitables. Les charters n'ont plus une minute de vol de disponible. Les guides sont surmenés. Pour obtenir un remplissage optimum, les hôteliers « surbookent » systématiquement, ce qui veut dire qu'ils acceptent les réservations de plus de clients qu'ils ne peuvent en accueillir. Contre ces errements, nous ne disposons d'aucun recours et comme nous sommes les seuls responsables pour le client, c'est à nous qu'il adresse ses plaintes.

Les bas salaires et le manque de formation de notre personnel ne nuisent-ils pas à la qualité de vos prestations ?

En période de pointe, il n'y a jamais assez de personnel qualifié. Ce n'est pas normal, mais certains utilisent les services

d'étudiants qui reviennent moins cher.

Nos accompagnateurs sont bien payés : 300 francs par jour auxquels s'ajoutent les frais. Dans l'ensemble, notre personnel n'est pas aussi bien rémunéré que ceux d'autres professions (1). Nos marges ne nous permettent pas plus. Il faut remarquer les avantages que représentent les voyages d'études, les « réductions », et les réductions qu'obtiennent nos salariés quand ils voyagent.

La formation est à la fois valable et insuffisante. La formation interne est assurée. Le niveau moyen de l'agent de comptoir s'élève. Le baccalauréat est devenu un bagage minimum. Normalement la formation des agents de voyages et les lycées d'Etat, on peut dire cependant qu'il existe surtout une kyrielle d'écoles-bidon.

Le voyage subit-il encore des transformations ?

Bien sûr. Nous découvrons peu à peu le revers de la banalisation du tourisme, l'intransigeance d'une partie de la clientèle. A Bangkok, certains protestent s'ils ne mangent pas un steak-frites. Ils feraient mieux de rester chez eux. Heureusement, il semble que nous revenions à la tradition du voyage. Les touristes nous demandent aujourd'hui du « sur mesure », tout en souhaitant bénéficier des bas prix aériens et hôteliers du voyage organisé.

Seul l'ordinateur et la télématique nous donneront les moyens de répondre à cette évolution. Jadis, préparer un tour voulait dire, pour nous, quelques heures à connaître et quelques livres à lire. Cette époque est révolue, et la mémoire informatique nous est indispensable pour utiliser les milliers d'informations qu'exige notre clientèle.

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS.

(1) Salaire d'embouche pour un personnel non qualifié (agent de comptoir) : 2 400 F brut par mois ; salaire maximum : 4 000 F.

A Neuvy-sur-Loire (Nièvre)  
Nationale 7  
**RESTAURANT DE LA LOIRE**  
8, rue du Fort  
Tél. (03) 39-21-67  
Chef des cuisines : Daniel Merth.

## Hippisme

### Vive la morale !

Il est doublement heureux que le crime (hippique) partiel n'existe pas. La morale est sauve et, surtout, on accède à des révélations auxquelles l'impunité aurait coupé les ailes. Par exemple celles-ci, qui sont uniques, prodigieuses et qui depuis cinq jours, font la joie du pesage.

Dimanche, à 200 mètres de l'arrivée du Grand Prix de Deauville, le jockey anglais Lester Piggott, qui, en selle sur African Hoop, dispute cette arrivée aux tandems Philperton-First Prayer et Lequeux-Jeune Loup, perd sa cravache. L'incident est relativement fréquent. Les lecteurs des journaux hippiques connaissent bien les expressions « a perdu ses étriers », « a perdu sa cravache ». Dans le cas des étriers, il s'agit d'une image ; ce sont les pieds qui perdent l'appui des étriers et non ceux-ci qui se détachent. Mais, s'agissant de la cravache, l'expression est littéralement exacte : il arrive que, dans la tourmente d'une arrivée, la cravache échappe à la main du jockey.

Voilà donc le grand Piggott (vingt ans de gloire ; un des plus solides, quelque discret, comptes en banque de la City ; une institution en Angleterre) à mille mètres de l'arrivée, à quelques mètres dans le Derby sur son seul nom quasiment désarmé. Il continue de « pousser au bras ». African Hoop d'abord obéit et progressa. Mais comme il n'est pas né de la dernière pluie deauville — laquelle, comme d'habitude, ne date d'ailleurs que de quelques heures, — il se rend compte que l'incitation n'est plus suivie de sanction. Il va ralentir. C'est alors que s'accomplit l'admirable et coupable exploit. African Hoop est parvenu au poteau de la cravache de Lequeux (lequel à ce moment sollicitait Jeune Loup à gauche pour l'empêcher de passer). En un éclair — que le film de la course pourrait enregistrer — la main de Piggott saisit la cravache, l'arrache de l'autre main et, dans un mouvement parfaitement lié, l'abat sur la croupe d'African Hoop. Celui-ci reprend son élan. Jeune Loup, le long duquel Lequeux, abasourdi, continue d'agiter quasiment par réflexe un bras devenu désolé, freine le sien. Au passage du poteau, African Hoop devance Jeune Loup d'une encolure pour la seconde place (First Prayer a gagné de trois longueurs).

Parvenu au bout de la piste, là où les chevaux passent du gélou au pas, Piggott s'approche de Le-

queux, encore tout interloqué, et, imperturbable, lui rend gentiment sa cravache, que l'autre accepte de reprendre. Pourtant, sur le chemin du retour aux balcons, Lequeux rumine que ce Piggott, vraiment, y va fort. Il dépose réclamation. Projection du film. Contrôle. Interrogatoire par les commissaires. African Hoop est rétrogradé à la troisième place, Jeune Loup hissé à la seconde et Piggott pénalisé de vingt jours de mise à pied pour avoir, dit le communiqué officiel — motif inouï, — pris la cravache du jockey Alain Lequeux au milieu de la ligne droite.

Voilà les faits. Ils sont trop extraordinaires pour que déjà la légende ne s'en empare pas. Voici donc ce qu'elle ajoute, qui est peut-être vrai, est en tout cas vraisemblable mais que par prudence — l'affaire étant d'évidence destinée à avoir un retentissement historique — nous ne rapporterons qu'à conditionnel. A Alain Lequeux, qui, toute réflexion faite, s'indignait, Piggott, toujours imperturbable, aurait dit : « Je vous ai rendu service. Votre cheval était « cul ». Plus vous tapiez sur lui, moins il avançait. La preuve, c'est que même sans cravache j'étais revenu à votre niveau. »

Aux commissaires. Il aurait expliqué, toujours de marbre : « Je n'ai pas pris la cravache de M. Lequeux, il me l'a prêtée. La preuve : dès qu'il a eu le temps de me la redonner, je la lui ai rendue et il l'a reprise. »

Impayable Piggott. Une certitude : cette affaire de cravache et ces vingt jours de suspension vont faire davantage pour sa gloire qu'un septième Derby à son palmarès.

Du côté des gloires en hausse également : Le jeune Robert Collet, entraîneur de First Prayer, à qui il ne manque plus de vingt-six ans qu'un étage aux Etats-Unis — étage qu'il va accomplir l'hiver prochain — pour pénétrer dans le cercle étroit des grands entraîneurs internationaux ;

Billyphs, qui a survolé le prix Quincey ;

La jeune Zoliana, qui a gagné le prix du Calvados, une pouliche de grand avenir.

Du côté du hall des ventes de yearlings, c'est l'heure des comptes. Ils sont farineux. Quelque 30 % de hausse par rapport à l'an passé. A noter, nous a-t-il semblé, une rigueur nouvelle du marché. A-t-elle été liée au dynamisme de celui-ci ? A la régression du rôle de certains courtiers ? Au fait qu'un grand propriétaire — en trois ans — est entré dans le jeu — n'a pas acheté pour la première fois depuis longtemps ? En tout cas, là aussi, on a eu cette année l'impression que la morale était sauve.

LOUIS DÉNIEL.

## Plaisirs de la table

### GÉLINES ET PALOMBES

La Loire est une reine et les rois l'ont aimée. Blonde, pure, aux longs cheveux, aux yeux bleus, elle a su séduire en détours nonchalants.

Vous passez votre vie, à peu près nonchalants... A la voir s'égarer en détours nonchalants. Et les asperges de ce Val de Loire accompagnées à l'huile de noix ; ses poissons en terrine, en friture, en matelote au vin de Chinon, pochés au beurre blanc ou fumés « à la maison » comme le saumon ; ses pigeons de Champagne en sauce à la fleur de thym, aux navets et à l'ail ; ses gélins (comme on disait du temps de Rabelais) en fricassée au vinaigre de framboises ou leur suprême à la crème d'éstragon ; ou encore le boudin noir et l'andouillette de Cormery aux olives confites ; les vins voisins de Champigny enroulant la pièce de bœuf ; les amourettes tourangelles en fenillette ; les fromages « du long de la Loire » accompagnés d'un pain chaque jour préparé au levain selon un procédé de panification naturel et « sans produit chimique ni améliorant », et ainsi jusqu'aux desserts, des fraises du pays, si renommées, aux poires glacées au miel du Gâtinais en passant par le granité au vieux marc de Touraine.

Ce n'est, là qu'un échantillon d'une carte somptueuse, mais sage, ce qui n'empêche point le cuisinier de préparer sur commande certains plats nouveaux « fruits de son imagination et de la Loire ».

Ce cuisinier, c'est Charles Barrier (101, avenue de la Tranchée, tél. 54-30-39, dans un faubourg de Tours — fermé mercredi). Sa maison est d'une élégance précieuse, sa cuisine tout bonnement admirable, ses prix en conséquence certes, mais d'un rapport qualité-prix.

Et, joutant, sa Petite Marmitte (103, avenue de la Tranchée, tél. 54-03-85) propose un menu à 54 F et de bons petits plats

simples participant de la même honnêteté et de la même rigueur.

C'est d'ailleurs, jambes de cigogne, moustache de chat, dents de loup. Ce sont les Cadets de Gascogne. Imaginez-vous l'un d'eux, planté au bord de l'Arros, devant la bastide de l'an 1322. Il a l'air fier pour Carbon de Castelnau. Il se dirige vers Ripa Alta : « Holà, tavernier, qu'on m'apporte quelques flacons de ce vin de Crouselles ! » Maurice Coscuella (Ripa-Alta à Plaisance-du-Gers, tél. 69-30-43), s'empresse d'apporter le madiran. Et sa carte. Un menu à 80 F, un autre à 100 F et les créations du cuisinier : salade de magret fumé, fole gras au jurançon, civet de tripes d'oie au vinaigre, confit de canard aux haricots blancs qui sont ses classiques. Puis, au retour du marché, une mousse de palombe au marc de Madiran, des grenadins d'agneau de lait Zingara, une salade de mignons de canard au poivre rose, avant les fromages de chèvre à l'armagnac, les figues au whisky, le gâteau de citrouille aux pruneaux, la croûstade gasconne. Jamais peut-être Coscuella n'a fait « si bon », si honnête. Une simple omelette, chez lui, est un chef-d'œuvre, et si le madiran ne vous séduit pas, un bon vieux rouge de Graves (cuvée Pierre Coste) à 30 F doit vous contenter (en dehors d'une carte riche en vins voisins).

Eh bien, voilà ! Charles Barrier a perdu sa troisième étoile au Michelin. Maurice Coscuella, d'un seul coup, n'en a plus. Si comme moi vous pensez qu'il y a là plus qu'un crime, une faute, n'hésitez pas : envoyez, après un repas chez eux, une carte postale au guide couplable (48, avenue de Bercy). Cela ne servira à rien ? Si... à vous soulager !

LA REYNIÈRE.

## BIBLIOGRAPHIE

### Un médecin aux fourneaux

Il y a des livres rupture, diversion. Dans l'œuvre d'un philosophe jaillit parfois une pochade. Entre deux publications austères, il arrive au scientifique de s'amuser un peu en écrivant des historiettes ou tout bonnement en changeant de sujet. C'est ainsi donner une assurance : cet homme, qui se penche avec acharnement sur ses travaux, il sait aussi aimer les roses, l'amour et... les plats cuisinés. Le docteur Claude Olivenstein, directeur du Centre de Marmonville, qui a consacré sa vie au traitement des toxicomanes, vient de publier un livre, *Mes tables de fêtes*. Quatre-vingt-cinq restaurants parisiens que le médecin fréquente à heures pour se changer de décor. De bonnes gargotes, de moins bonnes, mais elles sont toujours

des lieux de vie aux antipodes du monde de la drogue.

Portrait de l'auteur en habit de gastronome. La préface donne le ton. L'habit de fête rend exigent sur l'acte de manger. Sans trop de subtilité, de fines bouche, les propos de table du médecin gastronome vont droit à la pensée, à l'essentiel en somme : « La cuisine véritable, écrit-il, doit avoir avec l'éthos, avec le stade pré-génital, elle doit vous remplir complètement là où vous avez des manques. Elle renvoie aux souvenirs de l'enfance, qui ne s'arrête de pleurer que lorsqu'il a la bouche, la ventre pleins. »

Pas de comparaison avec la drogue, mais l'auteur décrit les effets de la bonne cuisine en des termes qui évoquent la plénitude exacte d'un toxique. Les mangeurs d'opium ne connaissent-ils pas, eux aussi, l'extase des repas ? Hasard ou aveu ? En confessant sa gourmandise, la joie qu'il éprouve à humer, goûter, déguster, le docteur Olivenstein livre une part sensuelle que d'autres que lui auraient préféré garder secrète. Et on pressent que ce plaisir de la cuisine d'où est sorti l'art du bien manger procure des jouissances mieux maîtrisées, mais, si l'apoplexie n'est plus d'époque, le temps des ordes n'est pas encore passé. Olivenstein le sait mieux que personne. Le goût de la bonne cuisine, qui le tient à distance, lui permet aussi de mieux comprendre et de pardonner les tentations vénéreuses. Ou serait le mérite d'être chaste si l'on était de bois !

CHRISTIAN COLOMBANI.

(\*) Ramsay, 27, rue Fleury, 75006 Paris. Tél. 222-61-13.

## MIETTES

Les nouveaux « maitres » du Ritz vont vite. Après avoir expulsé les « Rois » et châteaux — dont ils abritaient le bureau, renvoyé l'attaché de presse, vint qu'ils se séparant, au bout d'un mois, le directeur engagé à prix d'or à Genève.

Colteuse — et un peu sotte — campagne publicitaire pour le « Jour du Soleil ». Mais peut-être pourrait-on rappeler à cette occasion que l'hôtel du Rhône de Genève, depuis bientôt deux ans, est équipé d'un chauffage solaire ? (Qui fournit la totalité des eaux de toilette.)

Grande médaille d'or du travail pour Charles Teichmann, directeur du Fourquet et quarante-huit ans de maison.

## TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS

### Montagne

05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)  
Les Chalets du Villard (93) 45-52-09  
Ch. grand confort avec cuisinière, piscine, tennis. Px spéc. juin et sept.

### Stations thermales

88180 LE BOULOU (Pyr.-Or.)  
La Station du Fole et de la Vénétie, magnifiques, salines, équilibre d'hébergement, cuisine, confort.  
HOTEL DES SOURCES « N.N. »  
HOTEL DU CANTON « N.N. »

### Suisse

AROSA (Grisons)  
HOTEL VALSANA — Semaines forfaitaires en montagne dès 330 F. Piscine couverte et plain air, 4 courts tennis. Tél. 7422.

### Rive gauche

1 SAINT-GERMAIN DES PRES TOUTS LES JOURS  
LE PETIT ZINC  
2 RUE DE LA HARPE  
LE FURSTENBERG  
25, rue de Buci - Paris 6

### Rive droite

CHEZ HANSI  
GRANDS RESTAURANTS  
Chaque jour à 1 heure de midi  
Boulevard de la Tour Eiffel  
Tél. 1-540-10-42

### PARIS... BORDS DE MER

Comme pendant vos vacances, venez déguster les fruits de mer venus en direct de Bretagne au TERMINUS NORD.  
Les Bords de Mer, les Fines de l'Océan chaque jour à 59 F.  
Bretagne vos vacances au TERMINUS NORD  
(Juste en face de la Gare du Nord)  
22, rue de Dunkerque PARIS-10  
Tél. : 524-42-12 (tous les jours).

### RÉOUVERTURE DIMANCHE 2 SEPT.

CHEZ GEORGES  
273, Boulevard de la Chapelle  
PORTES MAILLON

### « LA CRÉMAILLÈRE 1900 »

A MONTMARTRE - 15, PLACE DU TERTRE  
Vivier d'eau de mer - Huîtres et coquillages TOUTE L'ANNÉE  
DEJEUNERS - DINERS - 606-53-59 - Tous les Jours jusqu'à 24 h.

### 12, place Clichy PARIS (9<sup>e</sup>) 49-61-85

CHARLOT  
ROI DES COQUILLAGES  
RÉOUVERTURE le 1<sup>er</sup> septembre

### Le Clair de Lune

Halles  
Dans un très agréable BISTRO  
24, r. du Font-Vieux (1<sup>er</sup>)  
une cuisine rapide et soignée, ses  
SPECIALITÉS : POISSONS - 84 F. env.  
VIANDES - 110 F. à 22 h.

### Environs de Paris

LE GRAND VENEUR  
BABBIZON  
Informez-vous dès maintenant  
de sa réouverture le 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE

### OUVERT TOUT L'ÉTÉ

4 OCTOBRE 1883 : IL ÉTAIT UNE FOIS...  
1979  
Déjeuners dans un ancien WAGON  
RESTAURANT de la Cio Internationale des Wagons-Lits  
Prononcez SON NOM... ET TOUT UN MONDE SURGIT  
Mousseline de Rascasse au Saumon, Bûches de Beurre glacées au Champagne, Gâteau de Meurette, Sals poêlée au Champagne, Turbot rôti Sauce Moutarde, Cordon au Vinaigre Doux et à l'Estragon, Desert.

### RÉSIDENCES secondaires ou principales

Campagne • Mer • Montagne  
Pour préserver votre capital... Pour sauvegarder vos revenus... Achetez studio ou duplex à BARBOTAN-LES-THERMES. Livrable 1<sup>er</sup> trimestre 1980. IMMOBILIER SERVICE 32150 CAZAYON. T. (02) 66-55-34.

PROMOTION sans précédent BARBOTAN-LES-THERMES. OPERATION CLES EN MAIN STUDIOS ET DUPLEX. Livrables 1<sup>er</sup> trimestre 1980. IMMOBILIER SERVICE 32150 CAZAYON. T. (02) 66-55-34.







# AUJOURD'HUI

## UN COIN POUR JOUER

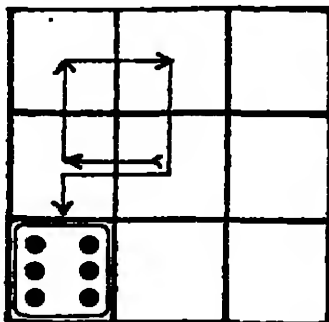
Solution  
du problème n° 22

### Système Dé

Le schéma explicite les six mouvements nécessaires pour amener le dé avec un 6 au-dessus sur la case en bas à gauche.

PIERRE BERLOQUIN.

© Copyright « Le Monde » et Pierre Berloquin.



## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2477

### HORIZONTALEMENT

I. Elle embrasse aussi bien les femmes que les hommes : A.  
II. Début de l'ère : Lutte contre la sécheresse.  
III. Témoin de la vénération : Succès d'un 14 octobre ; Noble.  
IV. Délicat quand il est fin : Fil preuve d'un évident souci de correction ; Localité de France.  
V. Fut sans doute bûche par les écoliers de l'époque : Le supplice de la roue.  
VI. Préfixe : Ciment de la phrase ; Ancienne obligation.  
VII. Travailler en songeant à l'avenir : Se déchirer non sans mal : Prénom.  
VIII. Pro-nom : Fils un travail de sauter : Abréviation.  
IX. Blancs : Cheville ; Devant Gudele.  
X. Fut la première à deviner le charme particulier des entreprises suédoises : L'éternelle perspective des optimistes ; Il convient de l'éliminer après un examen.  
XI. Brûlé : Arriver ; Est général.  
XII. Lettres d'amour ; Poésies ; Titre abrégé.  
XIII. Ne font pratiquement qu'entrer et sortir : Obligatoirement déclarées ; Se dissimulent sous des paniers.  
XIV. Abréviations étrangères : Préfixe ; Evoque une royale installation ; Tensit de belliqueux propos.  
XV. Un grand nombre d'entre eux finissent dans la poubelle ; Modeste ou éphémère, est toujours gracieux ; Pronom.

### VERTICALEMENT

1. Font face aux grèves avec un certain aplomb ; Cela se passe généralement au cours d'un repas.  
2. Son abandon nous laisse absolument froids ; Dans le milieu, elle est rarement affranchie.  
3. Finissent par venir à bout : Pronom.  
4. Ballet ; Il fut un jour surpris et n'en revint pas.  
5. Le mot de la fin ; Se détend ; Traduit un coup.  
6. Fut la providence de tout un régime ; Note : On s'accomplissent d'utiles échanges.  
7. Ne durent qu'un temps ; Désigne un Grand de ce monde.  
8. Maison de rendez-vous ; Terre étrangère.  
9. Préposition ; Connait des hauts et des bas ; Mises en lieu sûr.  
10. Sefface avant de passer ; Souscrire ; Organe rond ; Conjonction.  
11. Bonne pâte ; Leurs élèves sont souvent emportés.  
12. A parfois la tête dans les nuages ; Sur un terrain de golf ; Terme de sport.  
13. Malgré sa modeste importance, on a cru

devoir lui consacrer un chapitre ; Feuille de couverture ; Port sage.

Solution du problème n° 2476

### Horizontalement

I. Infamie. — II. Marteleur.  
III. Mieux. — IV. Anciennes.  
V. De. — VI. Goupi ; Tu.  
VII. Baiser. — VIII. Les ; Gai.  
IX. BA ; Snel. — X. Litère.  
XI. Etouffes.

### Verticalement

1. Immangeable. — 2. Nain ; Ocrat. — 3. Fracture ; To.  
4. Stal ; Passif. — 5. Céléri ; Ne.  
6. Cien ; 7. Nenni ; Raler. — 8. Dutart.  
9. Er ; Seule ; As.

GUY BROUTY.

### Journal officiel

Est publié au Journal officiel du vendredi 31 août 1979 :

### UN DECRET

● portant création d'un fonds de développement des industries du bois.

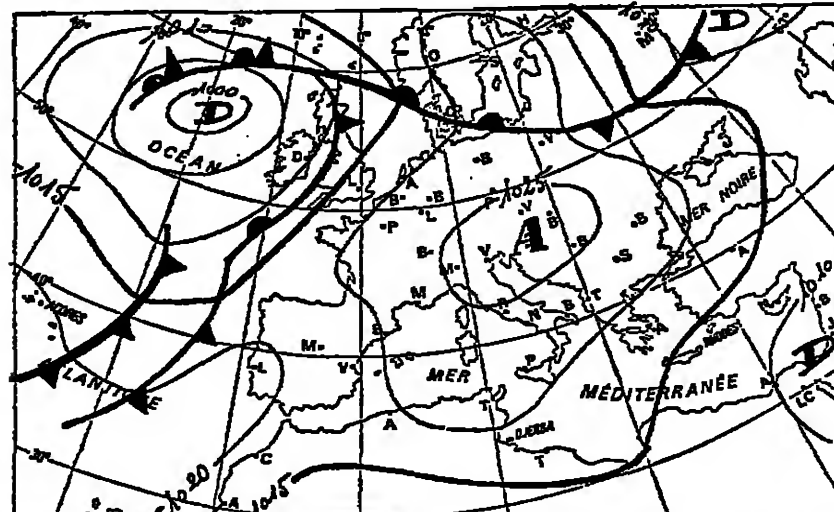
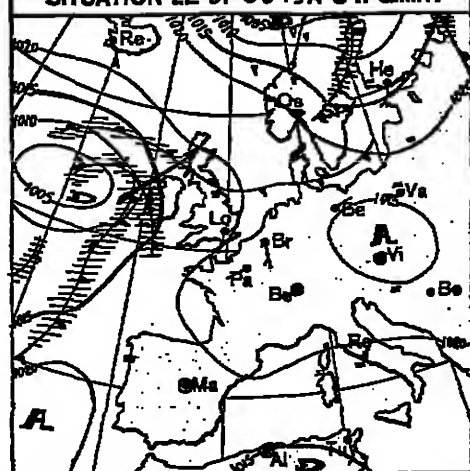
### Transports

● Un « tram-bus » électrique à Nantes. — Un « tram-bus » électrique en site propre, véritable métro en surface, circulera à partir de 1983 dans l'agglomération nantaise. Chaque rame pourra transporter trois cents voyageurs sur une ligne de 10 kilomètres.

## MÉTÉOROLOGIE

PRÉVISIONS POUR LE 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE À 6 HEURES (G.M.T.)

SITUATION LE 31-08-79 À 0h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 31 août à 0 heure et le samedi 1<sup>er</sup> septembre à 21 heures :

La zone dépressionnaire océanique subira peu de changement, tandis que les perturbations qui lui sont associées s'approcheront de la France et de l'Espagne.

Samedi 1<sup>er</sup> septembre, le temps restera chaud sur une grande partie du pays, mais le ciel deviendra progressivement plus nuageux sur la Bretagne et l'ouest du Bassin parisien, où quelques pluies passagères pourront avoir lieu, puis sur les

régions situées au sud de la Loire, où une évolution orageuse est à craindre. Attendant les périodes ensoleillées prédomineront, après la disparition de quelques brouillards matinaux dans les vallées de l'intérieur. Toutefois, des nuages orageux pourront gêner les régions méditerranéennes en fin de journée.

Les vents, faibles ou modérés et de direction variable, s'orienteront au sud ou au sud-ouest en se renforçant un peu sur la Bretagne, la Vendée et la Normandie.

Vendredi 31 août, à 6 heures, la pression atmosphérique était au niveau de la mer était, à Paris, de 1 021,2 millibars, soit 788 millimètres de mesure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée, le second, le minimum de la nuit du 30 au 31) : Ajaccio, 26 et 13 degrés ; Biarritz, 25 et 17 ; Bordeaux, 25 et 15 ; Brét, 18 et 13 ; Caen, 27 et 15 ; Cherbourg, 23 et 16 ; Clermont-Ferrand, 22 et 13 ; Dijon, 23 et 12 ; Grenoble, 22 et 12 ; Lille, 23 et 12 ; Lyon, 22 et 11 ; Marseille, 27 et 15 ; Nancy, 24 et 10 ; Nantes, 22 et 15 ; Nice, 24 et 18 ; Paris-Le Bourget, 27 et 13 ; Pau, 24 et 15 ; Perpignan, 25 et 14 ; Rennes, 22 et 15 ; Strasbourg, 25 et 9 ; Tours, 23 et 15 ; Toulouse, 26 et 13 ; Poitiers-Pierre, 30 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Agadir, 23 et 19 degrés ; Alger, 28

et 23 ; Amsterdam, 25 et 10 ; Athènes, 28 et 20 ; Barcelone, 28 et 17 ; Berlin, 23 et 18 ; Bonn, 23 et 10 ; Brindisi, 24 et 19 ; Bruxelles, 26 et 14 ; Le Caire, 34 (max) ; Les Canaries, 28 et 20 ; Casablanca, 23 et 21 ; Copenhague, 22 et 9 ; Djerba, 31 et 26 ; Genève, 23 et 9 ; Istanbul, 25 et 14 ; Jérusalem, 30 et 18 ; Lisbonne, 28 et 15 ; Londres, 26 et 13 ; Madrid, 33 et 20 ; Milan, 24 et 13 ; Moscou, 18 et 10 ; Nairobi, 27 et 18 ; Naples, 27 et 19 ; New-York, 31 et 23 ; Nicosie, 26 et 22 ; Palerme, 28 et 24 ; Palma-de-Majorque, 31 et 20 ; Rome, 27 et 19 ; Rhodes, 23 et 27 ; Stockholm, 21 et 13 ; Tirana, 27 et 13 ; Tunis, 32 et 24 ; Valence, 28 et 21 ; Zagreb, 21 et 9.

## SPORTS

### TENNIS

#### L'OPEN DE FLUSHING-MEADOW

### Les limites de MacEnroe

« De notre envoyé spécial »

New-York. — Cinquante-sept parties ont été disputées jeudi 30 août au cours de la troisième journée de l'open des Etats-Unis à Flushing-Meadow. Les douze têtes de série en lice sont logiquement venues à bout de leurs adversaires. Le match s'est terminé dans la confusion par la victoire de l'Américain John MacEnroe sur le Roumain Ilie Nastase (6-4, 4-6, 6-3, 6-2). Le Français Pascal Portes a été éliminé au premier tour par l'Américain Stan Smith (6-2, 6-3, 6-4).

Il ne fallait pas trop en demander. Un miracle, jeudi 30 août, pour cette troisième journée de l'Open des Etats-Unis, ce n'était déjà pas si mal : le vent avait tourné et les avions de la Guardia n'ont pas rasé Flushing-Meadow. Le bruit serait revenu à un niveau presque compatible avec une pratique décente du tennis, si les spectateurs avaient bien voulu interrompre un moment leurs discussions et leurs va-et-vient. Mais c'est ici, manifestement, au-dessus de l'entendement commun.

Le second miracle ne s'est pas produit. Pascal Portes, le dernier des cinq Français en piste pour le premier tour, n'a résisté que

mollement à l'Américain Stan Smith. A trente-trois ans, celui qui a été le meilleur joueur du monde au début des années 70 a conservé toute l'élégance et l'inspiration des joueurs classiques. Presque incapable de résister une première balle de service, accumulant les doubles fautes, Portes n'était pas armé pour inquiéter l'Américain.

On a passé une petite heure et demie en compagnie de l'Américain Brian Gottfried, tête de série numéro onze et finaliste de Roland-Garros en 1977, qui n'a pourtant pas fait trop de détail avec son compatriote Van Wilksey, modeste cent-trente-joueur mondial (6-4, 6-2, 6-4).

### Pire qu'à Rome

On a fait ensuite un détour par le petit court pour un cocktail Björn Borg. Bien calé au fond du court comme à son habitude, le quadruple champion de Roland-Garros et de Wimbledon a donné son récit de coups droits et de revers. Egal à lui-même, le Suédois a joué tous les points comme un forcené, sans jamais laisser la raquette, et a même réussi quelques magnifiques volées (6-1, 6-1, 6-1). L'ambiance n'est pas bonne. Les pens bougent et purulent, pendant les échanges. En comparaison, Rome est un havre de tranquillité, à l'échelle commentée.

Comme, malheureusement, on ne peut trier les convives de ces agapes tennistiques, on est allé manger ensuite à tous les restaurants. Sur le court 3, le diamant du Paraguayen Víctor Pecci retrouvait son éclat, un peu terni au premier tour, contre l'Équatorien Andres Gomez (6-2, 6-3, 6-4). La Tchèqueo-Slovaque Jana Mandlikova n'a pas fait de détail avec Françoise Durr (6-1, 6-1). Sur le court 4, le Polonais Wojtek Fibak, tête de série numéro deux, battait l'Américain Bob Carmichael. Sur un autre court, noir de monde, le Britannique Buster Mottram passait le second tour en battant le Tchèqueo-Slovaque Jan Kodlitz (6-3, 7-6, 6-2). Tanner, finaliste de choc de Wimbledon, faisait souffrir l'Américain John Marks, finaliste surprise à Melbourne (6-4, 6-2, 6-0).

Après quoi, on s'est rafraîchi la mémoire sur le grand central : René Richards s'est fait dans l'après-midi à deux ans, cet ancien ophtalmologiste qui venait de changer de sexe et d'ajouter un « e » à son prénom avait fait scandale en prétendant participer au tournoi féminin. Jeudi, avec une épaisse couche de fond de teint sur le visage et une casquette inclinée canaillement, elle a battu la Sud-Africaine Yvonne Vermaak (6-2, 2-6, 6-4).

Puis ce fut le dessert : Nastase contre McEnroe. Dans une ambiance de salle de boxe, dix mille personnes en ont eu pour leur argent : Nastase couché sur le court, McEnroe rousconnant pour un point perdu, Nastase ébouriffant les cheveux d'un jure de ligne, McEnroe jetant au sol sa raquette de rage, Nastase trébuchant l'arbitre et trébuchant. Mais quel tennis ! Le bouffon est resté cet artiste de la raquette,

qui faisait chavirer le public parisien il n'y a pas si longtemps ; le tenniste est un atout qui ne doit pas être volé par des rages. Du coup, on a vu vingt assauts au filet comme il ne s'en est plus montré depuis l'avènement du lift. Mais à ce jeu de zombards, on a peut-être orné les limites du jeune Américain. Il a déjà battu deux fois Connors, Gerulaitis et Pecci, trois fois Borg, Tanner et Dibs. Il se retrouve à la troisième place du classement des joueurs professionnels. Grand chasseur de primes, il a gagné presque autant de dollars que Borg en 1978 en seulement six mois de professionnalisme. Toutefois, excepté sa place de demi-finaliste en 1977 à Wimbledon, où il sortait tout droit des qualifications, il n'a pas fait ses preuves dans un grand tournoi de quinze jours.

Jedi, ses vingt ans sont venus à bout des trente-quatre ans de Nastase, mais il subsiste un doute, car le Roumain ne peut plus finir une partie sans provoquer un esclandre. Sur une balle litigieuse à 3-1, lors de la quatrième set, la confusion fut telle que l'arbitre, pris à partie depuis le début du match, a annoncé : « Jeu-let et match » en faveur de McEnroe. La raquette, qui chouchoute toujours Nastase, fit un chahut. On changea d'arbitre. Mais l'issue ne faisait plus de doute : 6-4, 6-3, 6-2, à minute et demi, pour McEnroe.

ALAIN GIRAUDO.

### FOOTBALL

#### VIVE PROTESTATION LYONNAISE CONTRE L'ARBITRAGE

Les dirigeants de l'Olympique lyonnais ont annoncé, jeudi 30 août, leur intention de démissionner si les sept avertissements infligés aux joueurs de cette équipe au cours du match Nîmes-Lyon, mardi 28 août, n'étaient pas annulés. La fin de la rencontre avait été marquée par une série d'incidents et les joueurs lyonnais avaient eu des mots avec l'arbitre M. Delmer.

Les responsables lyonnais ont précisé qu'ils se réservaient, en dernier ressort, le droit de retirer temporairement ou définitivement leur équipe du championnat de France de première division, où elle occupe, auprès la sixième journée, l'avant-dernière place avec deux points.

#### LA CHINE RECONNUE PAR LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE

L'Agence Chine nouvelle a annoncé, vendredi 31 août, à Pékin, que « la question de la représentation chinoise au sein de la Fédération internationale de football association (FIFA) » était désormais réglée. L'Agence ne donne aucun détail sur le règlement de cette question ni sur les modalités qui auraient permis à la Chine de reprendre sa place à la FIFA après vingt-cinq ans d'absence. On sait seulement que M. Joso Havelange, président de la FIFA est depuis le 28 août à Pékin et que sa venue en Chine est entourée de la plus grande discrétion.

## CATASTROPHES

### LE CYCLONE SUR LES ANTILLES

#### 16 morts et 60 000 personnes sans abri à la Dominique

Fort-de-France (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.). — Le cyclone tropical David, qui s'est déchaîné plusieurs heures des Petites Antilles, a cependant provoqué des dégâts très importants. Il semble que ce soit la Dominique, une des îles les plus pauvres des Antilles, qui a le plus souffert : seize morts, soixante mille sans-abri (soit les trois quarts de la population), cultures ravagées, hôpital de Roseau, la capitale, détruit. M. Oliver Seraphin, premier ministre, a lancé un appel à l'aide internationale sur un émetteur de radio amateur, le seul à être en état de marche. Le haut commissaire britannique à la Barbade est arrivé le 30 août dans l'île dévastée, et un navire de guerre de la Royal Navy ainsi qu'un hélicoptère américain ont été dépêchés sur place avec des secours. Des hélicoptères américains sont attendus très prochainement.

La Martinique, en particulier la côte nord-est, a subi de très importants dommages. De même la Guadeloupe et surtout ses dépendances, les Saintes, Marie-Galante et la Désirade : quelques dizaines de personnes ont été

blessées, plusieurs centaines d'autres sont sans abri. De nombreuses routes sont impraticables, le réseau électrique est partiellement coupé, les bananeraies et les cultures maraichères en grande partie anéanties, 50 à 80 % des bateaux de pêche ou de plaisance sinistrés. De nombreuses maisons ont été détruites ou sont inhabitables. M. Paul Dilon, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, doit arriver aux Antilles ce 31 août pour faire le point avec les autorités responsables.

Continuant sa route, David est passé ensuite tout près des îles Vierges et de Porto-Rico. Dans cette dernière île, il y aurait un mort, quelques blessés et des dégâts très importants. David menace actuellement la République Dominicaine et Haïti.

Que va faire David dans les quelques jours qui viennent ? Balayer Cuba ? Se diriger vers les côtes américaines ou mexicaines ? Se dissiper ? Aucun spécialiste ne peut le dire. Deux autres cyclones tropicaux ont déjà été repérés par les satellites météorologiques, Elena sur le golfe du Mexique et Frédéric au-dessus de l'Atlantique.

**LOTO**

TIRAGE N°35  
DU 29 AOÛT 1979

4

8

15

16

20

25

NUMERO COMPLEMENTAIRE **33**

RAPPORT PAR GRILLE  
GAGNANTE (POUR 1 F)

6 BONS NUMEROS	893 912,80 F
5 BONS NUMEROS	92 020,40 F
5 BONS NUMEROS	5 140,20 F
4 BONS NUMEROS	98,70 F
3 BONS NUMEROS	8,60 F

PROCHAIN TIRAGE LE 5 SEPTEMBRE 1979

VALIDATION JUSQU'AU 4 SEPTEMBRE 1979 APRES-MIDI











# SPECTACLES

[illegible]

## Les festivals

MART BROTHERS (v.o.), Michel  
Boulos, (1325-12-07) et Un jour  
au paradis.  
H. BOGART (v.o.), Action Crime, (v.o.),  
(86-52-85-78); Roaming Twenties.  
HOMMAGE A LA RAYE (v.o.),  
Action Foyette, (v.o.) (878-80-50);  
Marie Stuart.  
HOMMAGE A JEAN RENOU, Action  
République, 11e, (808-51-83); 1e  
téléfilm, (808-51-83); 2e, 3e, 4e, 5e, 6e, 7e, 8e, 9e, 10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 15e, 16e, 17e, 18e, 19e, 20e, 21e, 22e, 23e, 24e, 25e, 26e, 27e, 28e, 29e, 30e, 31e, 32e, 33e, 34e, 35e, 36e, 37e, 38e, 39e, 40e, 41e, 42e, 43e, 44e, 45e, 46e, 47e, 48e, 49e, 50e, 51e, 52e, 53e, 54e, 55e, 56e, 57e, 58e, 59e, 60e, 61e, 62e, 63e, 64e, 65e, 66e, 67e, 68e, 69e, 70e, 71e, 72e, 73e, 74e, 75e, 76e, 77e, 78e, 79e, 80e, 81e, 82e, 83e, 84e, 85e, 86e, 87e, 88e, 89e, 90e, 91e, 92e, 93e, 94e, 95e, 96e, 97e, 98e, 99e, 100e, 101e, 102e, 103e, 104e, 105e, 106e, 107e, 108e, 109e, 110e, 111e, 112e, 113e, 114e, 115e, 116e, 117e, 118e, 119e, 120e, 121e, 122e, 123e, 124e, 125e, 126e, 127e, 128e, 129e, 130e, 131e, 132e, 133e, 134e, 135e, 136e, 137e, 138e, 139e, 140e, 141e, 142e, 143e, 144e, 145e, 146e, 147e, 148e, 149e, 150e, 151e, 152e, 153e, 154e, 155e, 156e, 157e, 158e, 159e, 160e, 161e, 162e, 163e, 164e, 165e, 166e, 167e, 168e, 169e, 170e, 171e, 172e, 173e, 174e, 175e, 176e, 177e, 178e, 179e, 180e, 181e, 182e, 183e, 184e, 185e, 186e, 187e, 188e, 189e, 190e, 191e, 192e, 193e, 194e, 195e, 196e, 197e, 198e, 199e, 200e, 201e, 202e, 203e, 204e, 205e, 206e, 207e, 208e, 209e, 210e, 211e, 212e, 213e, 214e, 215e, 216e, 217e, 218e, 219e, 220e, 221e, 222e, 223e, 224e, 225e, 226e, 227e, 228e, 229e, 230e, 231e, 232e, 233e, 234e, 235e, 236e, 237e, 238e, 239e, 240e, 241e, 242e, 243e, 244e, 245e, 246e, 247e, 248e, 249e, 250e, 251e, 252e, 253e, 254e, 255e, 256e, 257e, 258e, 259e, 260e, 261e, 262e, 263e, 264e, 265e, 266e, 267e, 268e, 269e, 270e, 271e, 272e, 273e, 274e, 275e, 276e, 277e, 278e, 279e, 280e, 281e, 282e, 283e, 284e, 285e, 286e, 287e, 288e, 289e, 290e, 291e, 292e, 293e, 294e, 295e, 296e, 297e, 298e, 299e, 300e, 301e, 302e, 303e, 304e, 305e, 306e, 307e, 308e, 309e, 310e, 311e, 312e, 313e, 314e, 315e, 316e, 317e, 318e, 319e, 320e, 321e, 322e, 323e, 324e, 325e, 326e, 327e, 328e, 329e, 330e, 331e, 332e, 333e, 334e, 335e, 336e, 337e, 338e, 339e, 340e, 341e, 342e, 343e, 344e, 345e, 346e, 347e, 348e, 349e, 350e, 351e, 352e, 353e, 354e, 355e, 356e, 357e, 358e, 359e, 360e, 361e, 362e, 363e, 364e, 365e, 366e, 367e, 368e, 369e, 370e, 371e, 372e, 373e, 374e, 375e, 376e, 377e, 378e, 379e, 380e, 381e, 382e, 383e, 384e, 385e, 386e, 387e, 388e, 389e, 390e, 391e, 392e, 393e, 394e, 395e, 396e, 397e, 398e, 399e, 400e, 401e, 402e, 403e, 404e, 405e, 406e, 407e, 408e, 409e, 410e, 411e, 412e, 413e, 414e, 415e, 416e, 417e, 418e, 419e, 420e, 421e, 422e, 423e, 424e, 425e, 426e, 427e, 428e, 429e, 430e, 431e, 432e, 433e, 434e, 435e, 436e, 437e, 438e, 439e, 440e, 441e, 442e, 443e, 444e, 445e, 446e, 447e, 448e, 449e, 450e, 451e, 452e, 453e, 454e, 455e, 456e, 457e, 458e, 459e, 460e, 461e, 462e, 463e, 464e, 465e, 466e, 467e, 468e, 469e, 470e, 471e, 472e, 473e, 474e, 475e, 476e, 477e, 478e, 479e, 480e, 481e, 482e, 483e, 484e, 485e, 486e, 487e, 488e, 489e, 490e, 491e, 492e, 493e, 494e, 495e, 496e, 497e, 498e, 499e, 500e, 501e, 502e, 503e, 504e, 505e, 506e, 507e, 508e, 509e, 510e, 511e, 512e, 513e, 514e, 515e, 516e, 517e, 518e, 519e, 520e, 521e, 522e, 523e, 524e, 525e, 526e, 527e, 528e, 529e, 530e, 531e, 532e, 533e, 534e, 535e, 536e, 537e, 538e, 539e, 540e, 541e, 542e, 543e, 544e, 545e, 546e, 547e, 548e, 549e, 550e, 551e, 552e, 553e, 554e, 555e, 556e, 557e, 558e, 559e, 560e, 561e, 562e, 563e, 564e, 565e, 566e, 567e, 568e, 569e, 570e, 571e, 572e, 573e, 574e, 575e, 576e, 577e, 578e, 579e, 580e, 581e, 582e, 583e, 584e, 585e, 586e, 587e, 588e, 589e, 590e, 591e, 592e, 593e, 594e, 595e, 596e, 597e, 598e, 599e, 600e, 601e, 602e, 603e, 604e, 605e, 606e, 607e, 608e, 609e, 610e, 611e, 612e, 613e, 614e, 615e, 616e, 617e, 618e, 619e, 620e, 621e, 622e, 623e, 624e, 625e, 626e, 627e, 628e, 629e, 630e, 631e, 632e, 633e, 634e, 635e, 636e, 637e, 638e, 639e, 640e, 641e, 642e, 643e, 644e, 645e, 646e, 647e, 648e, 649e, 650e, 651e, 652e, 653e, 654e, 655e, 656e, 657e, 658e, 659e, 660e, 661e, 662e, 663e, 664e, 665e, 666e, 667e, 668e, 669e, 670e, 671e, 672e,

— 11. 15 h. 50 : les Chânes de  
sagitté ; 17 h. 50 : Un après-midi de  
Dr. ; 22 h. : Chien de paille ; 24 h. :  
Boisballe.

STUDIO GALANDE. # (232-78-71)  
10 h. 30 : A. 1. Les 100  
18 h. : Retour ; 20 h. 10 : Saisie ;  
22 h. 10 : The Rocky Horror Pic-  
ture Show ; 24 h. : Panique à  
Neddie-Fark.

COMEDIES MUSICALES U.S.A.  
(r. p.). Studio Acadia, 17\* (1754-  
952). 20 h. : Words and Music ;  
Siegfried Follies ; 20 h 30 : Cabane-  
dieu ; 24 h. : Jimmy Hendrix.

EDISON ROCK (r. p.). Vidéotron. #  
(328-20-24).

PRUNE CINEMA ALLEMAND (r. o.).  
Cineplex. # (542-67-04) ; Agnès,  
le coltre de Dieu.

LES TEMPLIERS. # (272-94-36),  
20 h. : Un dimanche comme les  
autres ; 21 h. : Tighis ; 22 h. :  
Panique à Neddie-Fark.

---

## Les films nouveaux

---

PASSE TON RAC D'AUBORD.  
film français de Marcel  
Pagnol ; Imperial. # (742-  
72-00) ; Olympia-Saint-  
# (023-42-72) ; Pagod. # (702-  
12-10) ; Monte-Carlo. # (223-  
22-00) ; 20 h. : Les 100 ; 24 h. :  
# (387-35-43) ; Nation. 12\*  
(343-07-67) ; Olympia. 14\* (342-  
22-00) ; Paramount. 14\* (228-  
83-11).

CLAIR DE FEMME. film fran-  
çais de Claude Gervais ; Berlioz.  
# (742-69-73) ; Snelus.  
# (233-55-70) ; Guinette.  
# (023-42-72) ; Montparnasse-83. #  
(544-14-21) ; 20 h. :  
82-82 ; Pavlovsk. 13\* (331-  
58-88) ; Gaumont-Convention.  
15\* (228-19-71) ; Vieux-  
16\* (727-49-75) ; Gaumont-  
Cineplex. # (787-04-00).

L'ASSOCIÉ. film français  
de René Guinville ; Capri. #  
(808-11-68) ; Boum'Rich. #  
(023-42-72) ; Mercury. # (233-  
73-90) ; Paramount-Riviera.  
# (259-69-54) ; Publicis Saint-  
# (023-42-72) ; 20 h. :  
Montparnasse-Opera. # (073-34-37) ;  
Paramount-Saintila. 14\* (343-  
22-00) ; 20 h. : Les 100 ; 24 h. :  
(580-18-03) ; Paramount-  
Orléans. 14\* (540-45-81) ; Pa-  
ramount. 14\* (228-83-11) ; 20 h. :  
80-10 ; Convention Saint-  
Charles. 15\* (579-33-00) ; Pamy.  
16\* (540-45-81) ; 20 h. :  
Malliot. 17\* (7156-24-54) ; Pa-  
ramount-Montmartre. 18\* (606-  
34-25).

MELANCOLY BABY. film fran-  
çais de Clément Goggin ; U.G.C.  
Odéon. # (232-78-71) ; Biarritz.  
15\* (228-83-11) ; Caméo.  
(1246-65-14) ; Magic-Convention.  
15\* (482-50-54) ; Bonnevieu-  
de-Montparnasse. 15\* (228-83-11) ;  
Mural. 18\* (651-96-75) ; Pa-  
ramount-Montmartre. 18\* (606-  
34-25).

LA LIÈSSE SAUVAGE. film  
américain de Stewart Raffill

71-08); Franco-Elysées. 8  
71-11); Balzac, 8<sup>a</sup> (561-11)

V.f.: Imperial. 2° (1742-75-32);  
Macedonia. 3° (072 - 56 - 03);  
Lumières. 3° (770 - 84 - 54);  
Albania. 1° (345-07-44); Con-  
vention-Convention. 1° (322-  
43-27); Cléby-Patib. 1° (322-  
37-11).

OURAGAN. Film américain de  
Jean Troell (v.o.). UCC  
Odéon. 3° (322-38-31); Sympa-  
Cinéma. 3° (322-38-31);  
Rex. 3° (322-38-31); Ciné-  
monde-Opéra. 3° (770-01-90);  
Paramount-Gaumont. 3° (380-  
15-02); Métropole. 1° (382-55-51);  
Miramar. 1° (320 - 83 - 52);  
Maggio-Convention. 1° (322-  
20-84); Muret. 1° (851-89-75);  
Bouffon. 1° (206-71-39).

[illegible]

(68) : Saint-André-des-A  
(326-48-18). 24 b.

LA FILLE DE PEAGUE D'AVEC UN  
 SAISON (A. v.o.): Olympie, 14<sup>e</sup>  
 Seins, 5<sup>e</sup> (325-95-99), 18 h, 45  
 FRITZ TISE CAT (A. v.o.): Salut-  
 André-d'Arto (A. v.o.) 24 h  
 HAROLD ET MAUDE (A. v.o.):  
 Seins, 5<sup>e</sup> (325-97-71), 24 h  
 L'ANG. V. (Ang. v.o.): Luxembourg, 5<sup>e</sup>  
 (533-97-77), 24 h  
 LA PAROLE (Sov.-  
 v.o.): Le Seins, 5<sup>e</sup> (325-95-99),  
 18 h  
 LES LARMES AMÈRES DE PETRA  
 VON KAT (Ail. v.o.): Olympie-  
 Entrepôt, 14<sup>e</sup> (542-97-42), 18 h  
 LIFE BOAT (A. v.o.): Olympie, 14<sup>e</sup>  
 18 h  
 LA MAISON DANS L'OMBRE (A.  
 v.o.): Olympie, 14<sup>e</sup> (542-97-42),  
 18 h

**U.G.C. ERMITAGE (v.o.) - REX (v.f.)**  
**ROTONDE - MISTRAL - U.G.C.**  
**GARE DE LYON - U.G.C. GODE-**  
**LINS - RIO OPERA - PARAMOUNT**  
**MONTMARTRE - FRANÇAIS EN-**  
**GHEN - ARTEL Créteil - LES QU-**  
**ATRE PERRY Saint-Geneviève-des-**  
**Bois - CALLYPSO Viry - Châtillon**

MONTE CARLO - ST LAZARE PASQUIER - IMPÉRIAL  
PATHÉ - STUDIO ST GERMAIN - LA PAGODE - 7 PAR-  
NASSIENS - NATION - OLYMPIC ENTREPOT -  
MARLY/ENGHIEN - STUDIO PARLY 2



un film  
**INÉDIT**

**FESTIVAL**  
**WIM WENDERS**

**La Lettre Écarlate**

une seule salle: le 14 JUILLET PARNASSE

**PRIX DU JEUNE CINÉMA CANNES 79**

**La drôlesse** un film de JACQUES DOILLON

**SEUL A PARIS à L'ÉPÉE DE BOIS**

MERCURY - PARAMOUNT ÉLYSÉES - PARAMOUNT OPERA - PUBLICIS SAINT-GERMAIN  
CAPRI GRANDS BOULEVARDS - PARAMOUNT MONTPARNASSE - PARAMOUNT ORLÉANS  
PARAMOUNT GALAXIE - PARAMOUNT MONTMARTRE - BOUL-MICH - PARAMOUNT  
MONTMARTRE - PASSES - PARAMOUNT MAILLOTT - COGNAC SAINT-GERMAIN  
PARAMOUNT ÉLYSÉE 2 La Chapelle - PARAMOUNT La Varenne - PARAMOUNT  
Orly - VILLAGE Neully - BUXY Val-d'Yerres - CYRANO Versailles - VÉLIZY 2 Vélizy  
ARTEL Nogent - ARTEL Villeneuve - CARREFOUR Pontin - C-21 Saint-Germain  
FRANCAIS Esghien - FLANADES Sorcelles - MÉLIES Montreuil



avec JUDITH MAGRE  
et HENRI VILLOREL  
JEAN MARTIN - BERNARD HALLER - JACQUES LEGRAS - MARCO PERRIN - MATHIEU CARRIERE  
Régie et adaptation de WILLIAM CLOWNEY  
Adaptation JEAN-CLAUDE CARRIERE - RENE GAUVILLE - Dialogues de JEAN-CLAUDE CARRIERE  
Musique de MORT SHANNON  
Traduction française de JEAN-CLAUDE CARRIERE  
Droits de représentation réservés. Toute réimpression est autorisée.

MÀRIGNAN PATHÉ - UGC BIARRITZ - GAUMONT CONVENTION - CLICHY  
 PATHÉ - PLM ST JACQUES - ST LAZA RE PASQUIER - LES NATION - 14 JUIL-  
 LET BEAUGRENELLE - GAUMONT BER LITZ - SAINT GERMAIN VILLAGE -  
 LES PARNASSIENS - GAUMONT Evry - Les 3 Vincennes - TRICYCLE Asnières -  
 BELLE ÉPINE PATHÉ Thiais - ARTEL Port Nogent - C2L Versailles

# LE DIVORCEMENT

## LA PRESSE UNANIME!

Le charme de ce film c'est sa justesse dans l'émotion comme dans l'ironie. Michel PICCOLI nous étonne à chaque plan. Les enfants ressemblent à de vrais enfants qu'on a envie d'aimer. Léa MASSARI nous bouleverse.

Beau dans sa cruauté même.

**Une extrême sensibilité... ni effets, ni clichés... une interprétation remarquable.**  
**Michel DELAIN - L'EXPRESS**

**On y croit parce que c'est juste, touchant, drôle quelquefois... triste comme un divorce qui se voudrait réussi.**

De la première à la dernière image, **LE DIVORCEMENT** est un film fait avec le cœur, qui s'adresse au cœur. Léa MASSARI donne à Rosa une vérité bouleversante. Michel PICCOLI, un grand acteur dans un grand rôle.

Robert CHAZAL - FRANCE SOIR

**LE DIVORCEMENT** : il est temps de le dire, est un film qui sonne juste, émeut profondément, et concerne directement tous les hommes et femmes d'aujourd'hui, qui, entre 15 et 80 ans, aiment ou rêvent d'amour. Michel PICCOLI est prodigieux d'inventions : à une situation très quotidienne, il donne la dimension de la tragédie.

Magistralement interprété par Léa MASSARI et Michel PICCOLI : un très beau film.

R&amp;D GICQUEL - EUROPE 1

Claude MAURLAC - V.S.D.

Un beau film subtil, grave et pudique.

Une œuvre tour à tour brutale, pudique et tendre.  
FEMME PRATIQUE

**THEATRE DE**  
**L'OEUVRE**

**JACQUES**  
**DUFILHO**

**GEORGES**  
**WILSON**

*les aiguillours*

de BRIAN PHILAN

**FABRICE EBERHARD**

Prix Gérard Philippe 1978

**C'EST UN RÉGAL - LA PERFECTION**  
*Pierre Maréchal (Le Figeau)*

**EFFICACITÉ TOTALE, PERFECTION**  
*Jacqueline Currier (Franco-Solr)*

**UN TRIO D'ACTEURS - SUPERBES**  
*Dominique Jamet (L'Acroste)*


[illegible]

22 h. 30.

NATHALIE GRANGER (Fr.) : Action  
République, 11<sup>e</sup> 1805-51-231, 18 h  
Phantom of the Paradise (A-  
70) : Luxembourg, 6<sup>e</sup> (833-97-77)  
WOMEN (A. S.) : Olympia, 14<sup>e</sup>  
(562-67-43), 18 h.

ÉLYSÉES CINÉMA v.o.  
U.G.C. ODÉON v.o.  
REX v.f.  
CINÉMADE OPÉRA v.f.  
MIRAMAR v.f.  
MISTRAL v.f.  
PARAMOUNT GALAXIE v.f.  
MAGIC CONVENTION v.o.  
LES 3 SECRÉTAIN v.f.  
LES 3 MURAT v.f.  
PARLY 2 v.f.  
U.G.C. Poissy v.f.  
ARTEL Villeneuve v.f.  
ARTEL Nogent v.f.  
CARREFOUR Pantin v.f.  
GAMMA Argenteuil v.f.  
ULIS Orsay v.f.  
LES FLANDEUSES Sarcelles v.f.  
SUXY Vol-d'Yverres v.f.

**UN AMOUR  
IMPOSSIBLE  
DANS UN MONDE  
FABULEUX !**



**L'OURAGAN**

UNION DE CINÉMASTES présente L'OURAGAN (AMERICAN) avec JASON ROBARDS • NUA FARROW  
MAX VON SYDOW • TREVOR HOWARD  
TIMOTHY BOTTOMS  
en association avec la 1<sup>re</sup> France DAYTON KAYNE  
distribué par 155 0072551 1550053

**LA PI**

Le charme de ce film  
Michel PICCOLI nous  
vrais enfants qu'on a

Beau dans sa cruauté

Une extrême sensibilité

On y croit parce que  
un divorce qui se vou  
De la première à la d  
le cœur, qui s'adresse  
leversante. Michel PI  
LE DIVORCEMENT  
émeut profondément  
d'aujourd'hui, qui, er  
COLI est prodigieux  
la dimension de la tra  
Magistralement inter  
beau film.  
Un beau film, authent  
Un beau film subtil, g  
Une œuvre tour à tou

# REVUE

## RESSE UNANIME !

c'est sa justesse dans l'émotion comme dans l'ironie.  
as étonné à chaque plan. Les enfants ressemblent à de  
envie d'aimer. Léa MASSARI nous bouleverse.

TELERAMA

même.

Louis MARCORELLES - LE MONDE

é... ni effets, ni clichés... une interprétation remarquable.

Michel DELAIN - L'ESPRESSO

c'est juste, touchant, drôle quelquefois... triste comme  
aurait réussi.

Gilbert SALACHAS - LE POINT

nière image, LE DIVORCEMENT est un film fait avec  
au cœur. Léa MASSARI donne à Rosa une vérité bou-  
PICCOLI, un grand acteur dans un grand rôle.

Robert CHAZAL - FRANCE SOIR

: il est temps de le dire, est un film qui sonne juste.  
et concerne directement tous les hommes et femmes  
tre 15 et 80 ans, aiment ou rêvent d'amour. Michel PIC-  
d'inventions : à une situation très quotidienne, il donne  
gédie.

Pierre BILLARD - JOURNAL DU DIMANCHE

prêté par Léa MASSARI et Michel PICCOLI : un très

Roger GICQUEL - EUROPE 1

ique et grave, un ton neuf.

Claude MAURIAC - V.S.D.

ave et pudique.

QUINZE ANS

r brutale, pudique et tendre.

FEMME PRATIQUE







## équipement

## Les aléas du voyage en train

En associant à la hausse du barème « voyageurs grandes lignes » des réductions tarifaires en faveur des couples, des familles et des personnes âgées, la S.N.C.F. ne manque ni d'habileté ni d'audace (« le Monde » du 30 août). Soucieux d'élargir la clientèle du rail, les responsables de la société nationale veulent prouver qu'en période de crise de l'énergie — et de crise tout court — le train est, en certaines circonstances, le moyen de transport le plus économique qui soit.

Nous voulons combattre le raisonnement intuitif qui conduit, en général, la clientèle à juger le train plus coûteux que la voiture dès que l'on ne voyage pas seul, affirmant-ils. Or,

par exemple, grâce au nouveau tarif « couple », le train est moins cher que l'automobile et très largement moins cher que l'avion pour les déplacements à deux.

Cela dit, la S.N.C.F. ne peut espérer « enlever » des clients à l'avion, et surtout à la voiture, en s'attachant uniquement à « moduler » ses tarifs. Elle doit également — et c'est le second volet de toute politique commerciale — améliorer la qualité du service rendu, en clair améliorer son image de marque, parfois ternie par trop de négligences, voire de désinvolture.

Lorsque l'on évoque devant eux la mauvaise qualité du ser-

vice ferroviaire, les responsables de la société nationale ont tendance à se réfugier derrière des sondages et des enquêtes faits auprès de la clientèle, qui tendent à prouver que, pour l'essentiel, celle-ci se satisfait des prestations de l'entreprise.

Incontestablement, la S.N.C.F. a fait des efforts pour améliorer le confort, la fréquence et la vitesse de ses trains. Il n'en reste pas moins que, dans de nombreux domaines — qui ne sont pas des points de détail, comme par exemple la rénovation des gares, l'accueil des voyageurs — ses usagers lui reprochent, à raison plus souvent qu'à tort, de s'acquiescer insuffisamment de sa mission de service public. — J.-J. B.

## A MARSEILLE-SAINT-CHARLES

## Secourisme ferroviaire

De notre correspondant

Marseille. — Après la suppression du contrôle de sortie et la mise en place d'un compostage des billets par les voyageurs eux-mêmes, la gare Saint-Charles à Marseille, en dépit d'un bureau d'information manquant d'un service de renseignements ponctuels au contact des usagers. Pour assurer — en l'absence — le rôle naguère joué par les contrôleurs auprès des voyageurs, la direction régionale de la S.N.C.F. a créé un service d'accueil.

Huit agents (sept femmes et un homme) se relaient par équipe de deux ou trois, à l'entrée cochonnant aux quais, pour répondre aux demandes de renseignements des voyageurs chaque jour, de 5 heures du matin à 1 heure du matin suivant. Afin d'améliorer encore le contact en signalant la présence de ces agents aux usagers de la gare, la S.N.C.F. vient, au début de la saison estivale, de faire installer un kiosque d'information où figure clairement le mot « accueil », situé auprès des appareils de compostage, et dans lequel deux agents se tiennent en permanence, facilement repérables à leur uniforme bleu pétrole pour l'agent masculin, et aux foulards couleur corail pour les hôtesses.

D'autre part, la direction régionale de la S.N.C.F. a facilité l'installation temporaire sur l'esplanade de la gare Saint-Charles — pour les mois d'été — de l'un des cinq bureaux mobiles « Tourisme Accueil - Information » de l'opération « Marseille - Tourisme été 1979 », organisée par l'Office de tourisme de la ville. Chaque jour, de 9 à 12 heures et de 16 heures 30 à 20 heures 30, les voyageurs y trouvent des renseignements sur les activités touristiques, les spectacles, et peuvent y effectuer leur réservation hôtelière.

Enfin, depuis le mois de mars, la gare Saint-Charles abrite dans un local mis à leur disposition, les bénévoles de l'association privée « Accueil en gare » (téléphone 16 (91) 62-12-50). Une quarantaine de bénévoles appartenant à cette association, pratiquant sur leur temps de loisir, se relaient de trois heures à trois heures, chaque jour de 7 à 22 heures à la disposition des enfants, des jeunes, des familles des handicapés, des personnes âgées et plus généralement de tous ceux qui, à un titre ou à un autre, connaissent une difficulté, un moment de détresse, ont besoin de réconfort ou cherchent un hébergement lors de leur passage en gare.

## Cinquante dépannages par jour

En liaison avec les organismes à vocation sociale de la ville, les bénévoles, par l'accueil en gare, assurent aussi bien le transit de l'infirme ou d'un handicapé que l'orientation vers des hébergements à caractère social. Ils fournissent également tous renseignements autres que ceux purement ferroviaires, pour lesquels ils orientent vers l'accueil S.N.C.F. et réciproquement. Cet organisme de « dépannage social » fait face à une cinquantaine de demandes par jour. Dès le premier mois de son fonctionnement, mille trois cent trente-neuf personnes ont fait appel à lui, et en juin dernier, mille six cent dix-neuf usagers ont transité par ce bureau. Les équipes de l'accueil en gare espèrent voir leurs effectifs atteindre une soixantaine de personnes afin de pouvoir assurer également une permanence durant les fins de semaine.

JEAN CONTRUCCI.

## Un point noir : la restauration

La qualité de la restauration ferroviaire laisse à désirer. Dans son rapport pour 1978, le service de la répression des fraudes du ministère de l'Agriculture livre les résultats d'une enquête sur « la qualité hygiénique des denrées alimentaires servies dans les trains et préparées par les compagnies concessionnaires de la S.N.C.F. ». 350 prélèvements ont été effectués sur les lieux de préparation des denrées, dans les trains et dans les gares, correspondant à 59 contrôles, « 41 % des denrées après analyse », notent les auteurs de l'étude. La moitié des prélèvements sont « non satisfaisants » dans les trains de retour et en gares d'arrivée mais seulement 30 % le sont en cuisine centrale.

L'enquête tend à confirmer que « il existe déjà un problème sérieux de la fabrication et que la durée subit une dégradation au fur et à mesure du stockage ». Les résultats varient également selon les denrées. Ainsi, les prélèvements faits sur les places sont-ils « non satisfaisants » à 58 %, à 57 % sur les sandwiches, à 52 % sur la charcuterie.

Dans les voitures-restaurants, 87 % des prélèvements faits sur les places sont « non satisfaisants » ; dans les voitures-grill, le taux est de 66 % pour les sandwiches et de 66 % pour les plats cuisinés. Quant aux prélèvements faits sur la charcuterie dans les voitures-bar, ils sont « non satisfaisants » à 100 %.

La S.N.C.F. vient de prescrire à ses concessionnaires « des mesures concrètes pour retirer de la vente les produits alimentaires apparus trop défectueux à conserver et pour renforcer la surveillance des conditions d'hygiène dans la fabrication et la conservation des denrées offertes à la consommation ». Selon la société nationale, « le terme « non satisfaisant »

utilisé pour qualifier certaines denrées ne signifie pas qu'il s'agit de produits impropres à la consommation ou dangereux pour la santé des consommateurs mais que ces denrées ne répondent pas à certaines critères réglementaires plus difficiles à atteindre pour une restauration ferroviaire que pour une restauration à poste fixe ».

## FRAIS DE « DOSSIER »

La chose paraît pourtant simple : « Tout billet non utilisé est remboursé immédiatement, à vue et sans formalités », indique l'article 61 du tarif général voyageurs de la S.N.C.F. Plus loin, il est toutefois précisé : « En contrepartie de tous frais engagés pour la délivrance et le remboursement des billets, il est déduit une somme forfaitaire ».

Cette retenue ne serait-elle que symbolique ? Certes pas, puisque son montant est actuellement fixé à 10 F. Sur un aller et retour Paris-Nice en première classe, qui s'élève à 730 F, la « pénalité » est très supportable. Mais sur un aller simple Paris-Rouen, qui coûte 35 F, elle ne représente pas moins de... 28,5 % du prix du billet.

N'est-ce pas cher payer, alors que le remboursement s'effectue sur simple présentation du billet au guichet de détaxage, et sans qu'aucun « dossier » soit constitué ?

D'autre part, une pièce d'identité est exigée pour tout remboursement. Cette anomalie, en regard des textes en vigueur, « sera supprimée à l'automne prochain, sauf pour les billets nominatifs », assure-t-on à la S.N.C.F.

## CORRESPONDANCE

## « Écrivez ! »

13 h. 30, à la gare d'Austerlitz. Je viens prendre un billet « grandes lignes ». Trois personnes me précèdent au guichet. Toutes les trois ont l'outrecuidance de poser des questions concernant leur voyage. Elles sont systématiquement rabrouées par un agent excité dans sa cage et manifestement à bout de nerfs, qui semble n'accepter la distribution de billets que si elle est sans commentaire.

Il y a bien dans sa cage de plexiglas une préposée à l'information, mais, là encore, une queue et un agent manifestement débordé. L'attente n'est pas le fort de la S.N.C.F. qui apparaît incapable d'inculquer à ses agents le sens de l'accueil.

Toute plainte, toute suggestion semblent se perdre dans le labyrinthe hiérarchique. Les agents de la base (contrôleurs et guichetiers) en conviennent et se plaignent à souligner l'absence de toute réclamation : « Adressez-vous à la direction ! Écrivez ! ». Ils publient, bien sûr, qu'ils devraient être les porte-parole des usagers puisqu'ils sont des hommes du terrain.

G. KANOULT,  
Saint-Michel-sur-Orge.

## En fourgon postal

Handicapé physique en fauteuil roulant, j'ai trente ans. On parle souvent des handicapés, savez-vous comment ils voyagent en train ?

En théorie, les agents de la S.N.C.F. doivent prendre en charge le handicapé et l'installer à sa place. Or, au premier semestre 1979, voyageant pour des stages de formation ou des vacances, j'ai été installé, pour quatre voyages différents, toute seule, dans le fourgon postal. Voyages pleins d'agréments inattendus (absence de fenêtres, de toilettes et de tout intérieur... et tan-

sage du fauteuil au gré des arrêts ou des accélérations...).

Pourquoi ces difficultés ? Le personnel de la S.N.C.F. n'a pas reçu de formation. Il est maladroite devant un fauteuil qu'il faudrait plier dans une soute à bagages après nous avoir installé sur un siège normal. Alors, que faire ? Le plus simple serait d'accorder le bénéfice d'un accompagnateur gratuit aux grands handicapés physiques, de donner des instructions et une formation aux cheminots.

CONCHITA PRIETO,  
Amiens.

## Introuvables chariots

La S.N.C.F. toujours alerte quand il s'agit d'augmenter ses prix, ne pourrait-elle veiller à ce que des chariots à bagages se trouvent disponibles et en nombre suffisant à l'arrivée des trains ?

Les porteurs ayant apparemment disparu de nos gares (peut-être de toutes les gares), le voyageur a le choix entre le risque d'abandonner ses bagages pour aller où on ne sait où à la conquête d'un chariot, ou les porter lui-même, ce qui n'est pas toujours facile.

Il faut penser que, pour le citoyen moyen, c'est généralement à l'âge de la retraite que se présente la possibilité de voyager.

Mme DUPONCHET,  
Paris.

● Tarifs sociaux. — Depuis le 1<sup>er</sup> juillet, les personnes en situation de pré-retraite bénéficient du billet d'aller et retour populaire, dit billet de congés payés. À partir du 1<sup>er</sup> septembre, les abonnements d'élèves, d'étudiants et d'apprentis sont limités à la deuxième classe (le surclassement payé au tarif ordinaire est possible). En outre, la limite d'âge est abaissée de vingt-huit à vingt-six ans pour les étudiants et relevée de dix-sept à vingt-trois ans pour les apprentis.

## Pour Sindbad, Sri Lanka c'était le Paradis.

Sri Lanka, le pays enchanteur. L'Éden d'Adam et d'Eve. Le Paradis Terrestre.

Où, comme Sindbad l'avait surnommé, Serendib.

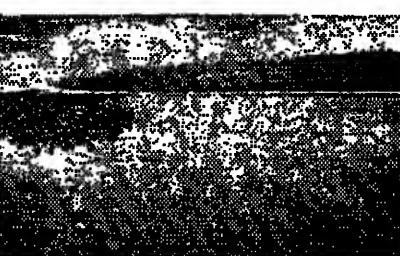
Parti à la recherche d'aventures, il s'arrêta sur la plage puis immobile, respirant l'air doux chargé d'arômes, il dirigea son regard au-delà des palmiers vers le royaume montagneux de Kandy et la beauté du paysage subjuguait son esprit d'aventure.

Nos ancêtres n'en auraient pas été étonnés car, de nos jours encore, nous remarquons que des visiteurs dynamiques et pressés se laissent envahir par la

sérénité à la vue des merveilles de notre île.

En vérité, il est impossible de ne pas être touché par la majesté de notre éléphant noble et doux ou par la grâce de notre léopard lorsqu'il rôde à loisir dans nos vastes Parcs Naturels.

Nous voyons les visages fatigués se détendre pour faire place au sourire alors



que nous chantons et dansons à la louange du grand et sage Bouddha ou tourbillonnons au rythme passionné des tambours afin d'exorciser les démons qui voudraient envahir notre Paradis.

Ce même sourire, vous le découvrirez sur le visage des voyageurs qui font appel aux services de notre compagnie aérienne, Air Lanka.

Car c'est elle qui vous donnera l'avant-goût du Paradis.

À partir du 1<sup>er</sup> septembre, vous emprunterez nos avions pour aller d'Europe au Moyen-Orient, aux Indes, en Asie du Sud-Est ou chez nous à Sri Lanka, nous prendrons soin de vous à la manière

douce et chaleureuse que seuls connaissent ceux qui vivent au Paradis.



Pour nos renseignements complémentaires, veuillez appeler votre Agent de voyages ou l'Agent général de vente d'Air Lanka, Singapore Airlines.

**AIR LANKA**  
Un avant-goût du Paradis.

AL3







Libres opinions

POUR FACILITER UN DOUBLEMENT DE L'AVOIR FISCAL

Le «remboursement d'impôt perçu»

par YVES FLORNOY (\*)

Il y a des mots dont l'usage réclame une grande prudence, en raison de l'image qu'ils évoquent, dont le dessin et la couleur ne sont pas conformes à leur signification originelle. Ainsi est-ce le cas de celui de «remboursement d'impôt perçu».

Ceux qui travaillent dans l'entreprise savent généralement les avantages qu'ils peuvent attendre d'une bonne rentabilité : la sécurité de leur emploi, le niveau de leur salaire fixe, éventuellement de leur rémunération variable par intéressement au bénéfice, en dépendent étroitement.

Encore qu'il y ait bien des catégories de dirigeants d'entreprise et d'apporteurs de moyens de financement, leur intérêt commun d'optimiser la rentabilité semble, a priori, évident. Toutefois, pour ce qui les concerne, le problème de la rentabilité ne peut être dissocié de celui de la fiscalité. Et ce n'est pas dans un souci de simplification, mais pour la clarté de l'exposé, que j'aborderai leur cas en le réduisant à la personne d'entrepreneur-dirigeant-proprétaire.

Une très grande majorité des ces entrepreneurs-proprétaires exploitent aujourd'hui en société anonyme, le patron étant le premier salarié de la société, même si son salaire peut parfois exagérément sur les résultats. La structure juridique choisie fait de lui également le premier actionnaire de la société, mais le dividende, lorsqu'il y en a un, est le plus souvent réduit à la portion congrue. En d'autres termes, l'entrepreneur privilège, et de très loin, sa position de salarié par rapport à sa position d'actionnaire. Pourquoi ? Parce que, contrairement à une idée reçue, la fiscalité salariale est nettement plus favorable que celle appliquée aux bénéfices des sociétés anonymes, parce que l'actionnaire est le seul sujet fiscal traité avec une réelle injustice. On y reviendra.

Il est dès lors plus compréhensible que très peu d'entrepreneurs, ayant rencontré le succès dans leurs affaires, pensent un seul instant à s'entourer d'actionnaires apportant les relais de financement nécessaires pour assurer une croissance plus importante et plus rapide de l'entreprise, lui assurant ainsi le chemin de la cotation en Bourse et contribuant à sa pérennité.

Même si cette tendance à la salarisation des chefs d'entreprise et au choix du support juridique de la société anonyme — sans dividende ou à dividende modéré — a été considérablement accrue depuis quarante ans, elle ne s'est pas pour autant généralisée. Il existe encore des entrepreneurs pour choisir la structure de sociétés de personnes, en raison de la trop grande iniquité des résultats de leur activité, et/ou parce que cette même activité ne nécessite pas une forte accumulation de fonds propres.

Quel est le sort fiscal des gérants de ces sociétés de personnes ? Ils prélèvent leur part sur les bénéfices sociaux à hauteur du quantum de leurs droits dans le capital social. Ce prélèvement, qui comporte à la fois la rémunération de leur travail et de leur capital, est exonéré en franchise d'impôt au niveau de la société. Ce qui veut dire que, contrairement à ce qui concerne la rémunération du capital de l'entrepreneur, l'imposition n'a lieu qu'une seule fois, au niveau de son revenu. Au niveau de son entreprise, il y a transparence fiscale.

Tel est également le cas du propriétaire foncier, au travers de l'écran d'une société immobilière d'investissement, ou d'une société civile. Il n'est imposé qu'une seule fois au niveau de son propre revenu : il y a transparence fiscale à celui de la S.I.L. ou de la S.C.P.I. Tel est encore le cas de l'agriculteur exploitant en G.F.A., etc.

Mais tel n'est pas le cas de l'actionnaire, dont le dividende est taxé deux fois, une première au titre de l'impôt sur les sociétés, une seconde au titre de l'impôt personnel sur le revenu. Cet état de choses était tellement choquant et mettait l'actionnaire de sociétés françaises dans une position tellement défavorable en regard de celle réservée aux actionnaires de sociétés étrangères que la loi de finances pour 1965 décida de lui rembourser la moitié de l'impôt perçu au niveau de la société. Mais la moitié seulement.

La totalité est donc mieux : c'est-à-dire un sens de ne réparer que la moitié d'une injustice ? Encore, l'application de cette demi-mesure fut-elle étalée sur trois ans... pour ne faire de peine à personne ! Enfin, le nom évocateur de crédit d'impôt dans un premier temps, d'avoir fiscal par la suite, fut-il donné à ce remboursement partiel d'impôt, ce qui achève d'effriter les trop nombreux destructeurs de l'actionariat. Comment ! on faisait un cadeau aux capitalistes, on leur donnait un crédit sur les impôts dont ils étaient redevables, un avoir sur le Trésor !

On sait que, depuis, socialistes-démocrates allemands et communistes italiens nous ont montré le chemin de la réparation de cette injustice fondamentale à l'encontre des actionnaires. Pourquoi une majorité française de centre-droite ne suivrait-elle pas ce double exemple, alors qu'elle est consciente de la nécessité de réorienter l'épargne vers les entreprises ? Parce qu'il en coûterait quelques centaines de millions au budget : sans doute, mais il s'agit de recettes injustifiées, que l'on pourrait compenser ailleurs, dans le cadre du nécessaire réajustement de la fiscalité de l'épargne, maintes fois réclamé par le signataire de ces lignes.

Parce qu'il s'agirait de doubler un « avoir fiscal » qui, en son temps, avait déchaîné les passions anticapitalistes ? Eh bien, ne perdons plus d'avoir fiscal, puisque sa résonance n'est pas celle du remboursement d'un impôt perçu abusivement deux fois. Malgré sa richesse, la langue française ne semble pas devoir fournir le mot, où les deux mots qui expliciteraient convenablement l'idée. En l'absence de substantif, recourons donc au sigle, et je suggère que l'on appelle tout bonnement RIP ce remboursement d'impôt perçu à tort deux fois.

Le taux de l'impôt sur les sociétés étant de 50 %, le montant du RIP serait rigoureusement égal au montant du dividende servi à l'actionnaire. Comme par ailleurs, le RIP serait imposé à l'I.R.P.P., du fait de la progressivité de l'impôt sur le revenu, les gros contribuables, qui sont généralement aussi les gros actionnaires, en reverseraient une partie substantielle à l'Etat, alors que les petits actionnaires seraient avantagés.

Notons enfin que, par le jeu du RIP, les actionnaires continueraient à faire croquer un assez joli cadeau en trésorerie au budget. En effet, les sociétés ont déjà versé des acomptes sur les impôts dont elles sont redevables au titre des bénéfices qu'elles sont en train de réaliser dans le cadre de l'exercice 1979. Les dividendes correspondants seront versés aux actionnaires en juin 1980, qui les déclareront en février 1981. Le RIP sera finalement déduit du solde des impôts exigibles en octobre 1981. Et c'est ainsi que l'imposition perçue au niveau de la société restera plus de deux ans dans les caisses du Trésor, avant d'être remboursée à l'actionnaire contribuable. Si le montant des dividendes donnant annuellement lieu au RIP est évalué à 5 milliards, deux ans de trésorerie à 10 % sur 5 milliards, ça fait déjà un assez joli cadeau. Et qui, à mon avis, couvre déjà une partie non négligeable du « coût budgétaire » du RIP !

(\*) Syndic de la Compagnie des agents de change.

AFFAIRES

PUK CÈDE SA PARTICIPATION DANS RHONE-POULENC

Le groupe Pukhiney-Ughe-Kuhlmann (P.U.K.) a revendu en Bourse au cours de ces deux derniers mois l'essentiel de la participation qu'il détenait dans le capital de Rhône-Poulenc, numéro un français de la chimie, dont le montant s'élevait au 31 décembre 1978 à 7,6 % (1.437.175 actions).

Cette cession, qui s'est faite avec le plein accord des dirigeants de Rhône-Poulenc, aurait rapporté entre 180 et 190 millions de francs à P.U.K. Cet apport d'argent frais permettrait au groupe, qui ne disposait pas de la robuste santé financière de la C.G.E., ni des réserves de Rhône-Poulenc, encore moins d'un trésor de guerre comme Saint-Gobain (1 milliard de francs), de compléter la somme de capitaux mobilisés pour financer les lourds investissements (2 milliards de francs en 1979) que le développement de ses points forts lui imposent pour tenir sa place dans le concert mondial après la crise qu'il vient de subir, notamment dans les secteurs de l'aluminium et des produits chimiques. Récemment et dans le même but, P.U.K. avait cédé à Rhône-Poulenc la participation de 50 % qu'il détenait dans la firme d'engrais GESA pour 287 millions de francs environ.

Après le déinvestissement de P.U.K., Saint-Gobain reste le plus gros actionnaire de Rhône-Poulenc avec 10 % des actions, la Caisse des dépôts arrivant à 1 dollar jusqu'en septembre 1981, à moins que la firme ne soit redevable bénéficiaire avant cette date.

LE SALAIRE DE L'ÉCHEC

M. John Riccardo et Lee Isaacson, qui sont respectivement président et directeur général de la firme automobile Chrysler, qui traversent de graves difficultés financières, ont annoncé, jeudi 30 août, qu'ils avaient décidé de ne percevoir qu'un salaire annuel de 1 dollar jusqu'en septembre 1981, à moins que la firme ne soit redevable bénéficiaire avant cette date.

Les deux hommes, qui renoucent ainsi à un salaire annuel de 396 000 dollars (plus de 1,5 million de francs), n'ont pas pour autant dans le besoin. M. Riccardo touchera 548 900 dollars de primes d'été à 1981 et M. Lee Isaacson 1,5 million de dollars par an comme le stipule le contrat signé lors de son départ de Ford Motor.

C.I.I.-Honeywell Bull a l'intention de racheter les activités «disques magnétiques» de la firme américaine System Industries, installée à Sunnyvale en Californie. Si l'accord de principe est acquis, les deux sociétés financières restent à mettre au point. System Industries s'est notamment spécialisée dans la vente de systèmes périphériques incluant des disques «compacts» avec ceux utilisés sur les mini-ordinateurs de Digital Equipment Co. Data General, les deux «géants» de l'industrie des «minis».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	SOUS LE JOIR	EN MOIS	DEUX MOIS	SEPT MOIS
	100 + 1000	100 + 1000	100 + 1000	100 + 1000
\$ E.-U.	4,248	4,250	4,250	4,250
£ S. (100)	2,622	2,610	2,610	2,610
Yen (100)	1,932	1,932	1,932	1,932
DM	2,212	2,232	2,232	2,232
FF. (100)	1,182	1,182	1,182	1,182
F.S. (100)	1,432	1,432	1,432	1,432
F.S. (100)	2,272	2,272	2,272	2,272
L. (100)	1,202	1,202	1,202	1,202
2	5,242	5,272	5,272	5,272

TAUX DES EURO-MONNAIES

PM	Pas de tom next	1	7
E.-U.	ce vendredi	11 5/8	12
America		9	9
E.B. (100)	31 août en raison	11 1/2	12
E.S.	de la fermeture	1 11/16	2
(1000)	de la Bourse de New-	13 1/8	13
	York.	14	14
E. franc.		11 5/8	12



# SOCIAL

La semaine d'action de la C.G.T.

## PLUS DE SEPT CENTS PRISES DE PAROLE AUX PORTES DES USINES SONT ANNONCÉES

« La semaine d'information, de renforcement syndical et d'éducation » que la C.G.T. organise à partir du 3 septembre, se traduira par de nombreuses manifestations, ont indiqué, mercredi 29 août, les dirigeants cégétistes. La C.G.T., qui aura distribué six millions de tracts et collés près de cent mille affiches et trois mille affichettes, prévoit d'ores et déjà sept cents prises de parole dans les entreprises, et espère dépasser le millier d'ici au lundi soir 3 septembre. Deux cents initiatives porteront sur un effort de syndicalisation, et M. Georges Séguy a enregistré une cassette « adressant tout particulièrement aux non-syndiqués ».

Outre la manifestation le 5 septembre à Paris, en présence de M. Georges Séguy, d'autres meetings auront lieu à Longwy dès le 30 août, à Dijon, Evreux et Toulouse le 5 septembre, à Orléans et à Clermont-Ferrand le 6, Rouen, Le Havre et Dieppe le 7. Des débrayages sont aussi prévus dans les médias, l'automobile, le verre, le livre, les cimenteries.

Affirmant que cette semaine d'action annonce une « période d'actions de longue haleine », M. René Buhl et Jean Drenth, leaders cégétistes, ont confirmé l'acceptation d'une rencontre avec la C.F.D.T. après le 1<sup>er</sup> septembre en indiquant : « Notre objectif n'est pas de proposer une grève à telle heure, mais de créer les conditions d'une mobilisation de masse pouvant prendre des formes diverses, et nous ne nous en faisons pas du tout une action interprofessionnelle. »

## « LA SUCRERIE DE MONTEURAU EST VIABLE » estiment les responsables syndicaux

Une cinquantaine d'employés et de représentants C.G.T. de l'usine sucrière de Monteurau, dans le département de la Gironde, se sont réunis, jeudi 30 août, à la sous-préfecture de Provins (Seine-et-Marne) pour protester contre le projet de fermeture de la sucrerie qui doit intervenir dans le cadre d'une restructuration du groupe (Le Monde du 16 mai). La Générale Sucrière a en effet manifesté son intention de cesser l'activité de la sucrerie à l'issue de la campagne 1979 tout en maintenant cependant l'agglomération, unité de conditionnement du sucre, où travaillent une centaine de personnes sur les deux cent trente employés de Monteurau.

Refusant d'accepter la fermeture de leur sucrerie, les responsables C.G.T. ont fait connaître au représentant du sous-préfet le contenu d'un communiqué fédéral qui estime à 510 000 francs le bénéfice brut d'exploitation de l'établissement de Monteurau pour l'année 1978. « Cela représente un bénéfice de 22 000 francs par employé et par an, constate M. Orsoni, de l'U.G.I.C.T.-C.G.T. « Ce chiffre de bénéfice brut du groupe Générale Sucrière, voilà qui prouve que l'entreprise est viable ».

Les responsables syndicaux, qui espèrent pouvoir discuter de leur plan de sauvegarde, se sont félicités de la décision de l'inspecteur du travail qui « a refusé quatre-vingt-sept licenciements sur les cent cinquante-dix demandés par la direction ». Ils se déclarent prêts à rencontrer M. Alain Peyrefitte, ministre de la Justice et maître de Provins, ainsi que le sous-préfet, son adjoint jeudi matin. — C.L.P.

## LES RÉACTIONS AU PLAN GOUVERNEMENTAL

### La C.G.C. : « mesures trop limitées »

De nouvelles réactions ont été enregistrées après l'annonce des mesures économiques et sociales prises au conseil des ministres du 29 août. Pour la C.G.C., les dispositions adoptées en faveur des familles sont « trop limitées dans leur montant et dans leur champ d'application ». L'organisation de cadres considère cependant que l'aide apportée au bâtiment et aux travaux publics « constitue un premier pas qui doit être suivi d'un certain nombre d'autres ».

La Confédération générale des P.M.E. considère pour sa part que la proposition faite par le premier ministre de rencontrer les partenaires sociaux pour « prendre la mesure des efforts nécessaires face à la situation présente » correspond au vœu d'un « esprit social », quelle que soit la mesure prise. Une lettre au ministre de l'économie : « Il est hors de doute pour la C.G.P.M.E. que les zézaiements et les combinaisons politiques économiques, si en sortent rapidement une meilleure situation de l'emploi et du niveau de vie. »

Les réactions politiques, en priorité à partir des comités économiques, si en sortent rapidement une meilleure situation de l'emploi et du niveau de vie. Les réactions politiques, en priorité à partir des comités économiques, si en sortent rapidement une meilleure situation de l'emploi et du niveau de vie.

### LE P.S. : Giscard d'Estaing est responsable d'un bilan de faillite.

« Les mesures décidées par le président de la République et par le gouvernement ne répondent ni aux attentes ni à la situation des Français », note le comité national du P.S. Le 30 août, le secrétaire national du parti socialiste, Jean-Pierre Chevènement, a déclaré : « Le bilan de la politique gouvernementale n'est pas satisfaisant. Il faut donc en changer ».

« Les Français apprendront avec intérêt que Raymond Barre considère qu'en 1976 « le pays allait à la dérive », note le comité national du P.S. « Comme la situation est plus mauvaise encore trois ans après, il faut comprendre que Valéry Giscard d'Estaing, en tant que chef de cette politique, est responsable d'un bilan de faillite. »

Le secrétaire national du P.S. estime également que « la majorité du minimum démissionne du complet familial, limitée à un mois, ne compensera pas la perte de pouvoir d'achat imputable aux revenus modestes ». Quant aux crédits accordés au secteur du bâtiment et des travaux publics, ils ne permettent nullement, à son avis, « une relance suffisante pour enrayer le chômage ».

● **Accident du travail** : deux morts dans le Rhône. Deux ouvriers sont morts, mardi 30 août, ensevelis par un éboulement sur un chantier à Chaponnay, dans le Rhône. Travaillant dans le fond d'une tranchée, ils ont été ensevelis par la terre s'est brusquement effondrée sur eux. Les deux hommes avaient déjà succombé lorsqu'ils ont pu être délogés.

● **Précision sur les déclarations de M. Henry (FEN)**. — Une erreur de composition a rendu incohérent la réponse de M. Henry sur les actions décentralisées (Le Monde du 30 août). Il fallait lire : « A-t-on remarqué que plus une organisation syndicale est minoritaire dans un secteur, plus elle a tendance à faire appel à la grève de façon systématique ? »

## TÉMOIGNAGE

### A Garges-lès-Gonesse, plus de deux mois après

A 10 kilomètres du centre de Paris, dans un paysage fatigué et désolé, une réserve. Pas d'indiens, mais d'Arabes et d'Africains. Ils sont environ une centaine à camper dans ce cimetière de pierres et de mauvaises herbes. Ce sont les résidents expulsés le matin du 22 juin dernier du foyer Sonacotra de Garges-lès-Gonesse.

Le quartier-maître commence ici, dans ce terrain vague qui tourne le dos à la ville. On y arrive par un petit sentier appelé « Les Doucettes ». Une quarantaine de tentes domine par des organisations militantes sont dressées. Le terrain est ouvert. Il n'y a pas vraiment d'entrée. Une planche de bois plantée près d'une tente. On y lit : « Place du 22-Juin ». Sur une autre : « Lutte jusqu'à la victoire ». Le moral est bon. Ils ont tenu, mais ça ne peut pas durer ainsi. Ils attendent le retour des vacances pour revoir la situation et prendre de nouvelles dispositions. Une réunion avec les syndicats et partis politiques est prévue la première semaine de septembre.

J'entre dans une tente. Une bougie éclaire à peine des visages sereins mais marqués par le travail du temps et de l'été. Reprenons les faits : les deux cent cinquante résidents du foyer Sonacotra font la grève du loyer. « 270 francs pour 6 mètres carrés ! », disent-ils. Les maîtres, me dit Belkacem, je touche les deux murs. Avant, c'était des chambres de 12 mètres carrés ; ils en ont fait deux chambres en posant 100 cloisons très minces en contre-plaqué. Voilà, ce n'est pas humain !

Le 22 juin, à 9 heures, des centaines de C.R.S. et des gendarmes mobiles (mille d'après le compte de l'été) envahissent le foyer. La plupart des résidents sont au travail. Seuls une trentaine de malades ou chômeurs sont encore dans les chambres. Ceux-là sont brutalement fouillés et jetés dehors. On brise les portes. Les affaires personnelles des résidents sont entassées dans des sacs poubelles et envoyées chez un démolisseur d'occasion à Ivry et Malakoff.

En rentrant du travail, les résidents étaient mis devant le fait accompli. Pour réintégrer le foyer, il fallait payer 4 000 francs de caution (juillet 1979) et 1 500 francs de caution (juillet 1979). Les C.R.S. occupent le bâtiment. La résistance commence. Les organisations politiques, syndicales et humanitaires sont alertées. Des milliers d'objets sont rassemblés, vient voir. On dénonce la brutalité, le racisme et le scandale. M. Mitterrand rend visite, le 27 juin, aux expulsés : « Vous ne vous abandonnez pas. Cette affaire n'est pas isolée. Depuis 1975, les foyers Sonacotra sont en crise. D'autres foyers sont en grève. Les expulsions brutales sont devenues une réponse courante aux revendications des résidents. Vivre dans un foyer, dans un espace minuscule, avec un règlement intérieur qui rappelle celui des internats disciplinaires, est une violence faite à des hommes, une humiliation difficile à admettre. Ce n'est pas un hasard si la plupart des foyers de ce type sont en révolte. On ne peut user des hommes au travail et les infantiliser ensuite en les plaçant dans des espaces étouffants. C'est pour cela que les résidents grévistes sont pour une négociation globale. Le point de vue du parti communiste français est différent : il est pour une négociation foyer par foyer. « C'est inadmissible, me dit un jeune marocain, il s'agit de trouver une solution pour tous les foyers, car la situation est la même partout. Il ne faut pas qu'on se divise. » Au début de la nuit, la municipalité de Garges-lès-Gonesse (union de la gauche, majorité P.C.F.) les a soutenus : « Oui, au début, la municipalité envoyait quelques centaines de repas. Cela a duré une dizaine de jours. Ensuite, il y eut une grève des employés municipaux de cause du licenciement d'un délégué et on n'eut plus de repas. La grève terminée, on ne le revint plus. Mais nous avons d'autres soutiens ».

La population environnante, celle des H.L.M., les a soutenus au début de l'été. Certains trouvaient que des problèmes analogues existent dans les H.L.M. Des médecins assurent une permanence. Un jeune médecin français constate que « les arrêts-maladie donnés depuis l'expulsion sont considérables par le contrôle médical comme de la complaisance. Un arrêt-maladie avec comme adresse « foyer Sonacotra » est devenu, aux yeux aussi bien de certains médecins du contrôle qu'aux yeux des patrons, suspect. De toutes les façons, il y a un manque total de communication. Certains profitent de leur analphabétisme pour leur faire signer des papiers ».

Des architectes et des avocats sont venus discuter avec les expulsés. Ils les ont aidés sur le plan juridique, notamment en ce qui concerne la surface habitable par chambre. Des problèmes d'hygiène risquent de se poser. L'hiver approche. En tout cas, il n'est pas question d'installer dans cette situation. Les « camps » ont déjà souffert des pluies de juillet et des nuits froides de la fin août. On sent l'air d'été pour tout dire. C'est peu. Ils attendent. Les C.R.S. sont partis. Ils ont été remplacés par des vigiles.

En quittant cette « réserve », on ne peut s'empêcher d'évoquer la violence qu'est l'exil, à laquelle il faut ajouter l'humiliation, la brutalité de la répression policière. « Les droits de l'homme ? me dit un militant. Pas la peine d'aller en Amérique latine ou en Afrique. Ils sont bafoués là à 10 kilomètres du centre de Paris. »

TAHAR BEN JELLOUN.

## RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BÉNIN

### PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

Ministère du plan, de la statistique et de la coopération technique

DIRECTION DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE N° 005/79/PR/PMSPCT/DCT

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Le Ministre Délégué auprès du Président de la République, Chargé du plan, de la Statistique et de la Coopération Technique porte à la connaissance des Entrepreneurs qu'il a lancé un Appel d'Offres International pour la fourniture de véhicules, machines et matériels agricoles à la Société de Développement des Ressources Animales (SDRSEA).

Le dossier d'Appel d'Offres est divisé en six lots, à savoir :

- Lot n° 1 : Camionnettes et véhicules légers, camions bédouins et camions bennes ;
- Lot n° 2 : Véhicules à deux roues ;
- Lot n° 3 : Matériels de préparation du sol ;
- Lot n° 4 : Matériels de récolte ;
- Lot n° 5 : Machines et petits matériels ;
- Lot n° 6 : Instruments vétérinaires.

Toutes les fournitures doivent être livrées et présentées à la réception en état d'utilisation.

Le dossier d'Appel d'Offres peut être retiré contre paiement d'une somme équivalente à dix millions (10.000.000) F.A. libellé par chèque barré au compte n° 4039-18 CROCO.

- A la Direction de la Coopération Technique à COTONOU.
- A la Direction Générale de la S.D.R. à COTONOU.
- A la Direction des Études et de la Planification du Ministère du Développement Rural et de l'Action Coopérative à PORTO-NOVO.
- A l'Ambassade du BÉNIN à PARIS.
- A l'Ambassade du BÉNIN à BRUXELLES.
- A l'Ambassade du BÉNIN à WASHINGTON.

La date limite de dépôt des Offres est fixée au 15 septembre 1979 à 13 heures locales, le cachet de la poste faisant foi.

## CENTRAIS ELETRICAS BRASILEIRAS S.A. - ELETROBRAS

### NOTICE TO PROSPECTIVE SUPPLIERS BRAZILIAN INTERCONNECTED POWER SYSTEM SUPERVISION AND COORDINATION CENTER

Centrais Elétricas Brasileiras S.A. - ELETROBRAS is applying for a loan from the International Bank for Reconstruction and Development (IBRD) toward the cost of a Real-Time Supervision and Control (RTSC) for the operation of the Brazilian interconnected power system to be located at the National Supervision and Coordinating Center (NSCC). ELETROBRAS intends to apply the proceeds of such loan to eligible payments under the contracts for which an official invitation and specifications for tenders will be issued approximately at the end of September 1979.

The bid will cover the supply of all hardware, software, system integration, services and training necessary to provide a completely operational system and shall include computer, peripheral, machine interface, support software, application software and the interface with telecommunication system. NSCC will communicate directly with the Operation Control Center (OCC) of all eleven major electric power companies.

The National Supervision and Coordinating Center facilities, together with the above referred RTSC, will form a hierarchical control system for the operation of the Brazilian interconnected power system. The functions to be implemented at the RTSC include Production Scheduling and Coordination, Real-Time Supervision of the Main Grid, Interchange Accounting and Operations Analysis and Reporting. The installed capacity of the interconnected system (mainly hydroelectric) is now about 22 000 MW and is expected to increase to about 42 000 MW by 1985; the system will then have 22000 and AC transmission at 750/500/400/240/230 KV.

Prospective bidders who are located in Switzerland or member countries of the IBRD, are hereby notified that a summary description of the project is now available at no cost and may be obtained by prospective bidders through a formal request signed by an official representative, at the following address:

Cia. Auxiliar de Empresas Elétricas Brasileiras (CAEPEB), Coordenador de Compras, Av. Rio Branco, 135 - 12<sup>o</sup> andar, 20.000, Rio de Janeiro, 200-00 (Brasil).

At the time of the issue of the bid documentation the suppliers and manufacturers who have indicated their desire to be included in a mailing list will receive an official invitation to participate in the bidding. The documentation will be made available at a cost of US \$ 500.00 (or equivalent) and can only be obtained from Cia. Auxiliar de Empresas Elétricas Brasileiras.

## ÉTRANGER

### Le ministère de l'économie de Bonn reste optimiste sur la situation de la R.F.A.

Après des mois d'inflation, la hausse des prix aurait été nulle en août

L'Office fédéral de statistique ouest-allemand a annoncé, jeudi 30 août, que, selon des calculs encore provisoires, l'indice des prix de détail n'augmenterait pas en août. Une nouvelle fois confirmée (1) — il faudra attendre une dizaine de jours pour le savoir — le rythme annuel d'inflation en R.F.A. serait ramené à 4,5 % pour les trois derniers mois connus (juin, juillet, août), au lieu de 5,7 % durant les trois mois précédents. En revanche, en un an (août 1978 comparé à août 1979) la hausse des prix atteindrait 4,9 %, contre 4,8 % entre juillet 1978 et juillet 1979.

Une stabilité des prix en août, après les fortes hausses des mois précédents, serait de bon augure : elle pourrait avoir d'heureuses conséquences, non seulement pour l'économie allemande mais aussi pour les autres nations industrielles. La France notamment, dont l'activité dépend fortement de la santé allemande. Elle inclinerait en effet Bonn à desserrer la politique monétaire restrictive appliquée depuis le début de l'année.

A la suite des augmentations inhabituelles enregistrées pendant le premier semestre (1,1 % en janvier, 0,8 % en février, 0,7 % en mars, 0,5 % en avril et encore 0,5 % en juillet), M. Emminger, président de la Banque centrale, avait jugé nécessaire de proclamer « l'état d'urgence monétaire », formule (1) Une telle confirmation rendrait sans fondement l'argumentation développée récemment par M. Monory, selon laquelle la France, en dépit de sa forte inflation, se trouve en meilleure position que ses concurrents, la hausse de ses prix depuis le début de l'année dépassant moins qu'à l'étranger celle de la période correspondante de 1978. La R.F.A. serait, en effet, en train de revenir vers un rythme annuel de hausse des prix de l'ordre de 5 % (peut-être moins), alors que celui de la France reste supérieur à 12 %.

### Chômage : 13 % de moins qu'il y a un an

Dans son rapport mensuel de conjoncture, publié jeudi 30 août, à Bonn, le ministère de l'économie a déclaré que le taux annuel d'inflation « est sévère mais ne doit pas être automatiquement considéré comme le signe d'une dépréciation rapide et permanente de la monnaie », ajoutant que l'évolution des prix l'année dernière « avait été exceptionnellement favorable ». Après avoir souligné que la croissance de la masse monétaire s'était ralentie en juillet (elle avait fortement progressé au deuxième trimestre), le rapport insiste sur le bon état de santé de l'économie allemande.

La reprise économique qui a marqué le premier semestre se poursuit en raison principalement des investissements réalisés par les entreprises et de la croissance des exportations.

## ÉTATS-UNIS

Les mises en chantier de logements aux États-Unis ont baissé de 10,5 % au second trimestre, par rapport au même trimestre de 1978, estime l'Institut McGraw Hill, qui prévoit que le marché du logement continuera à se dégrader au second semestre, le déclin de l'ensemble de l'année devant cependant être moins net qu'il l'a été au premier semestre, lorsque les stocks ont plus augmenté en août qu'en juillet.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### ÉLYSÉE-VALEURS

Le conseil d'administration, dans sa séance du 27 août 1979, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1979.

Il propose à l'assemblée générale des actionnaires du 1<sup>er</sup> octobre 1979 la mise en paiement d'un dividende de 6,45 F par action, assorti d'un crédit d'impôt de 1,50 F, contre 7,70 F, assorti d'un crédit d'impôt de 1,75 F pour l'exercice précédent, soit une augmentation du dividende brut de 10,33 %.

La valeur liquidative d'Élysée-Values est de 120,41 F à 199,33 F, soit une augmentation de 11,76 % pendant la durée de l'exercice.

Depuis le 30 juin, la valeur est passée à 199,37 F, soit une plus-value de 5,3 % depuis le début de l'exercice.

Au 30 juin 1979, la répartition de l'actif était la suivante :

Actions françaises	33,27 %
Actions étrangères	26,20 %
Obligations françaises et étrangères	20,23 %
Liquidités	20,30 %

Par ailleurs, le conseil appelle qu'un projet de fusion avec la SIOVA Frigès sera soumis à l'approbation des actionnaires à l'issue de l'assemblée générale ordinaire.



# LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS  
30 AOUT

## Nouvelle hausse du lingot - Irrégularité des valeurs françaises

Les interventions télévisées du premier ministre ont eu pour effet de redynamiser le marché des bourses. En tout cas, le mouvement de hausse a été rapide et se poursuit depuis plusieurs jours à la Bourse de Paris. On a vu un très net renouveau de la cote, à l'issue d'une séance plus calme que les précédentes. L'indicateur instantané, stable à l'ouverture, s'est finalement établi en progrès insignifiant (+ 0,25 %).

Hausse et baisse se sont en effet à peu près équilibrées dans la plupart des compartiments de la cote, seul le secteur des pétroles enregistrant une majorité de progrès. D'ailleurs, les nouvelles de la Bourse anticipant, depuis plusieurs semaines déjà, les mesures de soutien en question que certains analystes qualifient d'hier de « timidité ».

Les meilleures performances de la séance ont été enregistrées par Guyenne et Gasconne (au plus haut de l'année), Robet-Bot et Mouton (à 5,3 %), tandis que la Compagnie française de raffinage a perdu 2,2 % de son secteur avec un gain de 2,7 % seulement.

Le mouvement de hausse des actions françaises est-il durablement remis en cause ? On ne peut le dire, car la cote, après un début de la semaine, en fin de semaine, a subi des variations de plus ou moins 10 %, ce qui est une indication de la place importante que les investisseurs étrangers y jouent.

Sur le marché de l'or, le napoleon sur lequel des achats ont pu être constatés, a pour ainsi dire continué son mouvement de repli à 430 F, contre 432,50 F. Mais le lingot, conformément à

la tendance internationale, a encore monté, passant de 46 000 F à 46 250 F, nouveau record historique.

## LONDRES

La baisse du prix de l'or provoque un repli des cotations de la cote, mais la tendance est irrégulière, s'établissant à peu près aux alentours de la parité.

De (nouveau) clôture 317 75 contre 319 15

VALEURS	CLÔTURE	COURS
British Petroleum (100)	11 50	11 29/64
Shell (100)	11 50	11 29/64
Imperial Chemical	325	322
Glaxo (100)	325	322
ICI (100)	325	322
Unilever (100)	325	322
Roche (100)	325	322
Novartis (100)	325	322
Novartis (100)	325	322
Novartis (100)	325	322
Novartis (100)	325	322

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

BOECHET. — Au cours du premier semestre de 1979, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires mondial de 12,8 milliards de francs, soit une augmentation de 1,5 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 1978. Le bénéfice avant impôts du groupe s'est élevé à 785 millions de francs, soit une augmentation de 1,5 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 1978. Cette progression est due à l'amélioration des résultats en France, notamment dans le secteur des fibres.

INDICES QUOTIDIENS (base 100 = 29 août 1978)

Indice général	100,1
Indice des valeurs étrangères	100,1
Indice des valeurs françaises	100,1
Indice des valeurs étrangères	100,1
Indice des valeurs françaises	100,1

## NEW-YORK

### Léger tassement

Moins actif depuis quelques jours, le marché de Wall Street a fini par se tasser quelque peu jeudi 30 août et l'indice Dow Jones a terminé à 883,70 (-1,2 point).

Les investisseurs institutionnels ont été moins actifs que d'habitude, les ventes de 10 000 actions ont été traitées contre 533 la veille, le volume global des transactions a légèrement diminué pour revenir à 29,3 millions d'actions échangées contre 30,4 millions la veille.

Sur 1 885 valeurs cotées au Big Board, 744 ont reculé, 708 ont monté et 433 n'ont pratiquement pas varié. L'annonce d'une contraction de 2 % des commandes à l'industrie de l'acier, après une baisse de 0,8 % en juin, inquiète certains investisseurs.

La commission bancaire de la Chambre des représentants, et la Commission pour le contrôle des dépenses, ont rejeté au Sénat la loi sur la responsabilité de la flambée des taux d'intérêt.

VALEURS

VALEURS	COURS	COURS
Alcoa	56 1/2	56 1/2
AT&T	56 1/2	56 1/2
Boeing	48 1/2	47 1/2
Chemical Bank	43 1/2	43 1/2
Eastman Kodak	57 1/2	57 1/2
General Electric	42 1/2	42 1/2
General Motors	50 1/2	50 1/2
IBM	112 1/2	112 1/2
International Paper	50 1/2	50 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Kimberly-Clark	50 1/2	50 1/2
McDonald's	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2

Taux de marché monétaire

Effets privés	10 1/2 %
Effets publics	10 1/2 %
Effets privés	10 1/2 %
Effets publics	10 1/2 %

## COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen)	221 70
1 dollar (en yen)	221 70

## VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

Alcoa	56 1/2	56 1/2
AT&T	56 1/2	56 1/2
Boeing	48 1/2	47 1/2
Chemical Bank	43 1/2	43 1/2
Eastman Kodak	57 1/2	57 1/2
General Electric	42 1/2	42 1/2
General Motors	50 1/2	50 1/2
IBM	112 1/2	112 1/2
International Paper	50 1/2	50 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Kimberly-Clark	50 1/2	50 1/2
McDonald's	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2

## VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

Alcoa	56 1/2	56 1/2
AT&T	56 1/2	56 1/2
Boeing	48 1/2	47 1/2
Chemical Bank	43 1/2	43 1/2
Eastman Kodak	57 1/2	57 1/2
General Electric	42 1/2	42 1/2
General Motors	50 1/2	50 1/2
IBM	112 1/2	112 1/2
International Paper	50 1/2	50 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Kimberly-Clark	50 1/2	50 1/2
McDonald's	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2

## VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

Alcoa	56 1/2	56 1/2
AT&T	56 1/2	56 1/2
Boeing	48 1/2	47 1/2
Chemical Bank	43 1/2	43 1/2
Eastman Kodak	57 1/2	57 1/2
General Electric	42 1/2	42 1/2
General Motors	50 1/2	50 1/2
IBM	112 1/2	112 1/2
International Paper	50 1/2	50 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Kimberly-Clark	50 1/2	50 1/2
McDonald's	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2

## VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

Alcoa	56 1/2	56 1/2
AT&T	56 1/2	56 1/2
Boeing	48 1/2	47 1/2
Chemical Bank	43 1/2	43 1/2
Eastman Kodak	57 1/2	57 1/2
General Electric	42 1/2	42 1/2
General Motors	50 1/2	50 1/2
IBM	112 1/2	112 1/2
International Paper	50 1/2	50 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Kimberly-Clark	50 1/2	50 1/2
McDonald's	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2

## VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

Alcoa	56 1/2	56 1/2
AT&T	56 1/2	56 1/2
Boeing	48 1/2	47 1/2
Chemical Bank	43 1/2	43 1/2
Eastman Kodak	57 1/2	57 1/2
General Electric	42 1/2	42 1/2
General Motors	50 1/2	50 1/2
IBM	112 1/2	112 1/2
International Paper	50 1/2	50 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Kimberly-Clark	50 1/2	50 1/2
McDonald's	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2

## VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

Alcoa	56 1/2	56 1/2
AT&T	56 1/2	56 1/2
Boeing	48 1/2	47 1/2
Chemical Bank	43 1/2	43 1/2
Eastman Kodak	57 1/2	57 1/2
General Electric	42 1/2	42 1/2
General Motors	50 1/2	50 1/2
IBM	112 1/2	112 1/2
International Paper	50 1/2	50 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Kimberly-Clark	50 1/2	50 1/2
McDonald's	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2

## VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

Alcoa	56 1/2	56 1/2
AT&T	56 1/2	56 1/2
Boeing	48 1/2	47 1/2
Chemical Bank	43 1/2	43 1/2
Eastman Kodak	57 1/2	57 1/2
General Electric	42 1/2	42 1/2
General Motors	50 1/2	50 1/2
IBM	112 1/2	112 1/2
International Paper	50 1/2	50 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Kimberly-Clark	50 1/2	50 1/2
McDonald's	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2

## VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

Alcoa	56 1/2	56 1/2
AT&T	56 1/2	56 1/2
Boeing	48 1/2	47 1/2
Chemical Bank	43 1/2	43 1/2
Eastman Kodak	57 1/2	57 1/2
General Electric	42 1/2	42 1/2
General Motors	50 1/2	50 1/2
IBM	112 1/2	112 1/2
International Paper	50 1/2	50 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Kimberly-Clark	50 1/2	50 1/2
McDonald's	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2

## VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

Alcoa	56 1/2	56 1/2
AT&T	56 1/2	56 1/2
Boeing	48 1/2	47 1/2
Chemical Bank	43 1/2	43 1/2
Eastman Kodak	57 1/2	57 1/2
General Electric	42 1/2	42 1/2
General Motors	50 1/2	50 1/2
IBM	112 1/2	112 1/2
International Paper	50 1/2	50 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Kimberly-Clark	50 1/2	50 1/2
McDonald's	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2

## VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

Alcoa	56 1/2	56 1/2
AT&T	56 1/2	56 1/2
Boeing	48 1/2	47 1/2
Chemical Bank	43 1/2	43 1/2
Eastman Kodak	57 1/2	57 1/2
General Electric	42 1/2	42 1/2
General Motors	50 1/2	50 1/2
IBM	112 1/2	112 1/2
International Paper	50 1/2	50 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Kimberly-Clark	50 1/2	50 1/2
McDonald's	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2

## VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

Alcoa	56 1/2	56 1/2
AT&T	56 1/2	56 1/2
Boeing	48 1/2	47 1/2
Chemical Bank	43 1/2	43 1/2
Eastman Kodak	57 1/2	57 1/2
General Electric	42 1/2	42 1/2
General Motors	50 1/2	50 1/2
IBM	112 1/2	112 1/2
International Paper	50 1/2	50 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Kimberly-Clark	50 1/2	50 1/2
McDonald's	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2

## VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

Alcoa	56 1/2	56 1/2
AT&T	56 1/2	56 1/2
Boeing	48 1/2	47 1/2
Chemical Bank	43 1/2	43 1/2
Eastman Kodak	57 1/2	57 1/2
General Electric	42 1/2	42 1/2
General Motors	50 1/2	50 1/2
IBM	112 1/2	112 1/2
International Paper	50 1/2	50 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Kimberly-Clark	50 1/2	50 1/2
McDonald's	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2

## LA CROISSANCE, plus de deux mois après

La croissance de la France a été de 2,1 % au 3<sup>ème</sup> trimestre 1979, contre 2,0 % au 2<sup>ème</sup> trimestre 1979.

La croissance de la France a été de 2,1 % au 3<sup>ème</sup> trimestre 1979, contre 2,0 % au 2<sup>ème</sup> trimestre 1979.

La croissance de la France a été de 2,1 % au 3<sup>ème</sup> trimestre 1979, contre 2,0 % au 2<sup>ème</sup> trimestre 1979.

La croissance de la France a été de 2,1 % au 3<sup>ème</sup> trimestre 1979, contre 2,0 % au 2<sup>ème</sup> trimestre 1979.



## UN JOUR DANS LE MONDE

2. **NOUVELLE DROITE** : « Ils roulent pour Giscard », par Serge Sur ; « C'est le Joff qui est en question », par Samuel Trigano ; « Anticléricalisme et antichristianisme », par Gérard Frémont.
- 3-4. **EUROPE** : quatre députés indépendantistes basques s'en prennent vivement aux autorités françaises.
5. **DIPLOMATIE** : la préparation du sommet des non-alignés.
6. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
7. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
8. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
9. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
10. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
11. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
12. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
13. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
14. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
15. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
16. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
17. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
18. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
19. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
20. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
21. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
22. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
23. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
24. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
25. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
26. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
27. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
28. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
29. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
30. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
31. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
32. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
33. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
34. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
35. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
36. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
37. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
38. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
39. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
40. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
41. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
42. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
43. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
44. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
45. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
46. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
47. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
48. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
49. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
50. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
51. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
52. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
53. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
54. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
55. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
56. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
57. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
58. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
59. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
60. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
61. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
62. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
63. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
64. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
65. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
66. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
67. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
68. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
69. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
70. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
71. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
72. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
73. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
74. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
75. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
76. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
77. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
78. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
79. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
80. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
81. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
82. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
83. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
84. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
85. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
86. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
87. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
88. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
89. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
90. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
91. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
92. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
93. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
94. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
95. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
96. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
97. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
98. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
99. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.
100. **AFRIQUE** : la visite à Alger du secrétaire général du P.C.F.

## LE MONDE DES LOISIRS ET DU TOURISME

- PAGES 9 A 11
- Les professionnels et leurs clients : « Nous qui vendons du rêve... » Les « petites mains » du voyage ; Prague à vingt-trois heures de Paris ; l'autobus au long cours.
  - Épiphanie : Plaisance de la table ; Philatélie ; Jeux.
  - 12. **SPORTS** : TENNIS : l'Open de Flushing-Meadow.
  - 13. **LETTRES** : 13-15. **CULTURE** : FESTIVALS : le carnaval jamaïcain de Londres.
  - 17-18. **ÉQUIPEMENT** : TRANSPORTS : les oléos du voyage en train.
  - CIRCULATION : les réactions des automobilistes-club au projet de loi contre les excès de vitesse.
  - 19-20. **ÉCONOMIE** : LIBRE OPINION : Le remboursement de l'impôt perçu ; par Yves Flornoy.
  - TÉMOIGNAGE : à Gargès-les-Gonnesse, plus de deux mois après.

## LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (16)
- Annouces classées (18) ; Aujourd'hui (19) ; Carrefour (19) ; Journal officiel (12) ; Météorologie (12) ; Mots croisés (12) ; Loto (12) ; Boule (12).

## Au sommaire du supplément

## EUROPA

- publié dans « le Monde » de lundi (daté 4 septembre).
- UN ENTRETIEN AVEC M. OTMAR EMMINGER, président de la Banque fédérale d'Allemagne.
  - UN BILAN DES POLITIQUES LIBÉRALES, par David Blake.
  - COMBIEN COUTE LA DIPLOMATIE ? par Maurice Delorme.
  - UNE INTERVIEW DE M. GEORGES HERTEL, ancien président de Sud-Aviation et des automobiles Simca.
- Ce supplément est préparé en collaboration avec la Stampa, The Times et Die Welt.

Les retombées de la grève des loyers

## Nouvelles expulsions d'immigrés dans les foyers de la SONACOTRA

Les expulsions se multiplient dans les foyers de la SONACOTRA. Vendredi matin 21 août, la police a expulsé quinze résidents du foyer d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), en application de deux jugements du tribunal de grande instance de Bobigny ; les expulsés n'avaient pas payé leur loyer depuis août 1978.

Dans le même département, nous indique notre correspondant, l'expulsion par les forces de l'ordre de neuf résidents du foyer Sonacotra à Bondy (Seine-Saint-Denis), mardi 20 août, à 6 heures, a suscité de vives protestations de la part de la C.G.T., des fédérations du P.C. et du P.S. d'une part, et de la direction de la Sonacotra, d'autre part. C'est en application de deux jugements du tribunal de grande instance de Bobigny, en date du 24 avril et du 15 mai 1979, que le concours de la force publique a été accordé pour procéder à l'expulsion des neuf résidents. Ces derniers n'avaient pas payé leurs loyers depuis avril 1979.

Le même jour, vers 19 heures, indique un communiqué de la préfecture, des éléments extérieurs au foyer ont séquestré un responsable de la Sonacotra et imposé par la force le retour des expulsés dans leurs chambres. A la requête de la Sonacotra, les forces de l'ordre sont intervenues une seconde fois. Cette seconde intervention ne s'est, semble-t-il, pas déroulée dans le plus grand calme. En effet, la fédération départementale du parti communiste indique que le député de Noisy-le-Sec, Roger Gouhier, qui, à la tête d'une délégation, avait obtenu le mercredi matin de la direction nationale de la Sonacotra des promesses de négociations, a été malmené par les forces de l'ordre lors de leur seconde intervention.

**Accord au foyer de Bondy**

De son côté la direction de la Sonacotra a porté plainte contre le député et maire communiste de Noisy-le-Sec et contre le représentant de l'union départementale C.G.T. Ceux-ci, selon la direction de la Sonacotra, auraient participé, au moment de l'expulsion, à une « altercation » au cours de laquelle le responsable régional de la Sonacotra a été malmené, fouillé et blessé.

Les négociations, qui se sont en fin de compte déroulées mercredi soir entre la direction, le comité des résidents et un représentant de l'Amicale des Algériens ont abouti à un accord. Celui-ci prévoit notamment la reprise des loyers et la réintégration des expulsés. Le problème des remboursements des arriérés sera évoqué début septembre. Ces remboursements pourraient être réalisés voire réduits en fonction des cas.

Toujours jeudi, la police a procédé à l'expulsion de deux immigrés au foyer de Gennevilliers (Seine-Maritime). La fédération départementale du P.S. a protesté et demande l'arrêt immédiat des expulsions ainsi que la réintégration des immigrés déjà expulsés.

## LA C.F.D.T. PROTESTE CONTRE UN LICENCIEMENT A L'ARSENAL DE BREST

La fédération C.F.D.T. des personnels de la défense nationale proteste dans un télégramme adressé au ministère de la Défense contre le licenciement d'un travailleur de l'arsenal de Brest et la mise à pied de plusieurs autres travailleurs ; deux à Clermont-Ferrand, un à Brest, deux à Cherbourg et un à Bordeaux. A la suite de cet licenciement, déclare le syndicat, « le ministre de la Défense, dans un esprit de revanche, utilise la carotte et le bâton. Dans le même temps où il sanctionne des travailleurs en utilisant la politique des otages, il octroie des primes exceptionnelles » de 2 000 à 4 000 francs « à plus de sept cents personnes de l'arsenal de Cherbourg et à trois cents autres de l'établissement d'Indret (Loire-Atlantique) » dans le but de diviser les travailleurs à la suite du conflit qu'ils ont mené pour la défense de leur statut et de leur salaire.

## CUMUL INTERDIT du livret « A » des Caisses d'épargne et du livret « bleu » du Crédit mutuel

Le cumul du livret A des caisses d'épargne et du livret bleu du Crédit mutuel, sous deux exonérations d'impôt sur l'intérêt versé et plafonné à un dépôt global de 45 000 francs, est interdit à compter de vendredi 31 août. Cette mesure, qui fait l'objet d'un décret paru le même jour au « Journal officiel », n'est pas rétroactive.

Désormais, lors de l'ouverture de l'un de ces deux comptes sur livret, l'épargnant devra déclarer sur l'honneur qu'il n'est pas déjà titulaire de l'autre type de livret. Par ailleurs, dès la prochaine loi de finances, les plafonds de ces deux livrets seront dissociés et évolueront indépendamment. Enfin, à partir de 1980, les caisses régionales du Crédit mutuel seront soumises à l'impôt sur les bénéfices.

## M. JIMMY CARTER DÉMENT QUE LES SERVICES SECRETS AMÉRICAINS AIENT PLACÉ DES MICROS DANS L'APARTEMENT DE M. YOUNG

Atlanta (Géorgie) (A.F.P., U.P.I.). — M. Jimmy Carter a affirmé, jeudi 30 août à Atlanta, que les services secrets américains n'avaient pas placé de système électronique d'écoute dans l'appartement new-yorkais de M. Andrew Young, ambassadeur démissionnaire des États-Unis auprès de l'ONU.

La chaîne de télévision ABC avait indiqué mercredi soir que des micros avaient été placés par ces services dans la demeure de M. Young et que la conversation entre ce dernier et l'ambassadeur du Koweït aux Nations unies, M. Tariq al-Faher, avait été enregistrée. M. Young a démenti le 15 août, après que cette entrevue eût été rendue publique par Newsweek. ABC a maintenu ses informations jeudi soir.

M. Carter a lancé un appel aux communautés noire et juive américaines pour qu'elles supportent les frictions provoquées par l'affaire Young. « Ces deux groupes ont trop souffert l'un et l'autre des persécutions et des préjugés pour se combattre », a affirmé le président. M. Carter a prononcé à nouveau un vibrant éloge de M. Young. « L'attachement à la justice sociale et aux droits de l'homme dont Andy Young a fait preuve continuera à nous guider », a-t-il déclaré.

M. Carter a enfin estimé que les activités des services de renseignement israéliens aux États-Unis « n'avaient rien d'anormal ». Plusieurs journaux américains ont écrit que le Mossad israélien avait enregistré la conversation entre M. Young et M. Tariq le 26 juillet, au domicile de l'ambassadeur du Koweït, et que les Israéliens avaient ensuite donné cette information à Newsweek.

Sur l'initiative du P.C.F.

## LE SIÈGE DE L'UNION DES INDUSTRIES PÉTROLIÈRES EST OCCUPÉ PENDANT DEUX HEURES

Cent vingt personnes, parmi lesquelles tous les élus communistes du Val-de-Marne, ont occupé leur échelle tricolore, du vendredi 31 août, le siège de l'Union syndicale des industries pétrolières, 16 avenue Kléber, à Paris. Une banderole — « Faisons payer les pétroliers - P.C.F. 94 » — a été suspendue au deuxième étage de l'immeuble. « Nous entendons protester », a déclaré M. Guy Foussy, membre du comité central et secrétaire de la fédération du Val-de-Marne, contre la politique de rationnement en général

et plus précisément contre le décret du 25 juin dernier, interdisant tout rassemblement dans les marchés passés entre les municipalités et les compagnies pétrolières.

Un membre de la délégation, simple usager, précisait que « cela représente des milliards ».

Les élus communistes ont obtenu un rendez-vous pour le mardi 4 septembre, à 11 heures, avec M. François Bissier, président de l'Union syndicale des industries pétrolières. « Venez avec vos dossiers », a demandé M. Foussy aux dix-sept maires présents.

Un sondage de « l'Express »

## POUR 62 % DES PERSONNES INTERROGÉES M. BARRE A ÉCHOUÉ

Dans son numéro du 27 septembre, « l'Express » publie un sondage réalisé par l'institut Louis Harris-France, entre le 23 et le 27 août, auprès d'un échantillon de mille personnes, sur la gestion de M. Barre.

Sixante-deux pour cent des personnes interrogées estiment qu'il a plutôt échoué, 21 % qu'il a plutôt réussi, 17 % sont sans opinion.

Quatre-vingt-deux pour cent pensent que le gouvernement ne fait pas tout ce qu'il pourrait faire pour freiner la hausse des prix ; 51 % ont le même sentiment en ce qui concerne le chômage ; 27 % estiment qu'un gouvernement de gauche ferait mieux, 39 % qu'il ferait pareil et 19 % qu'il ferait moins bien.

## LE CHANCELLIER SCHMIDT PREND LA DÉFENSE DE M. BARRE

(De notre correspondant.)

Bonn. — Le chancelier Helmut Schmidt a déclaré, jeudi soir 30 août, au cours d'une émission télévisée en direct de Berlin-Ouest, qu'il ne partageait pas les critiques de la presse allemande à l'égard du premier ministre français, « M. Barre mène une politique conséquente et courageuse mais qui ne peut porter ses fruits à court terme », a-t-il déclaré.

Le quotidien économique Handelsblat revient pourtant vendredi sur trois ans de gouvernement Barre dans un article intitulé « M. Barre fait fausse route ». Les mesures annoncées cette semaine par le premier ministre ne constituent « qu'un baume psychologique qui ne changera rien à Paris », répliquent les Français sur la politique économique de leur premier ministre, affirme le journal de Düsseldorf, pour lequel, « dans bien des domaines, les mille cent jours de M. Barre se résument par des bilans négatifs ».

## CAMBRIOLAGE DU DOMICILE DE MARY MARQUET

Des cambrioleurs se sont introduits, jeudi après-midi 30 août, au domicile de la comédienne Mary Marquet, située dans la « ville du Monde » du 36 août. Les malfaiteurs ont pénétré par effraction dans le logement du dix-huitième arrondissement où reposait le corps de la comédienne. Ce sont les cambrioleurs qui ont constaté le cambriolage. L'appartement était bouleversé de fond en comble. Les cambrioleurs ont même monté sur le lit où gisait Mary Marquet pour fracturer des placards.

Une petite somme d'argent et des bijoux auraient disparu, mais les policiers ignorent ce qui a été dérobé. L'inventaire n'ayant pas encore été effectué, la légataire de Mary Marquet est la princesse de Monaco, qui a l'intention de créer un musée pour exposer les souvenirs personnels de la comédienne. Deux autres appartements ont également été visités dans l'immeuble. Les policiers n'excluent pas que les cambrioleurs puissent être des proches de Mary Marquet.

Le numéro du « Monde » daté 31 août 1979 a été tiré à 536 831 exemplaires.

**PHOTOS  
COULEURS EN  
48H** **7**  
7 rue Lafayette - Paris 9<sup>e</sup>  
878.31.25

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

## TRECA EPEDA SIMMONS

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE  
DANS TOUTE LA FRANCE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

## CAPELOU

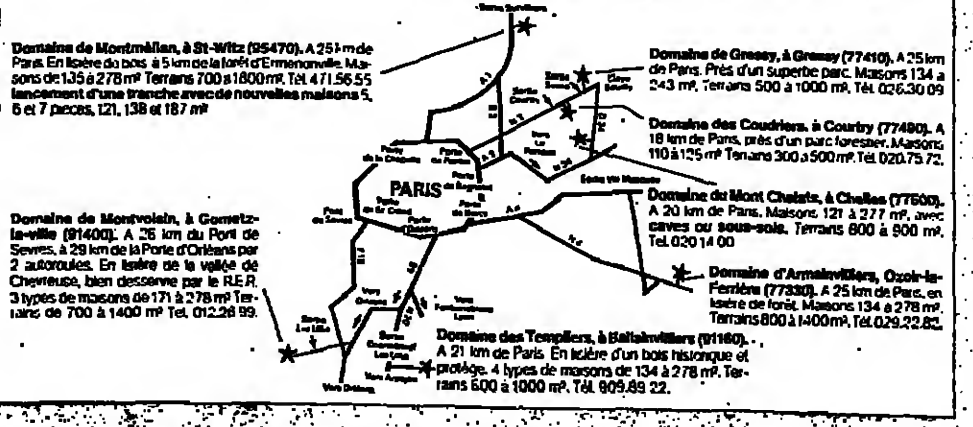
DISTRIBUTEUR  
Seule adresse de vente  
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE  
PARIS 10<sup>e</sup> • Métro Parmentier  
TEL. 357.46.25



## 5 raisons pour acquérir aujourd'hui une maison Breguet près de Paris.

1. **La proximité immédiate de Paris** : Les terrains où sont implantées les maisons Breguet sont soigneusement sélectionnés pour leur rapidité d'accès depuis Paris (autoroutes et voies rapides) et la proximité des gares (R.E.R., ou S.N.C.F.) très bien desservies.
2. **Un très haut niveau de confort** : Nos architectes les ont étudiées pour que la vie s'y déroule de la façon la plus agréable : living de 30 à 65 m<sup>2</sup> grandes cuisines, « suite » des parents.
3. **Les Prix de 3.000 à 4.500 F le m<sup>2</sup>** : Maîtrise des techniques, importance des chantiers et politique foncière judicieuse permettent à Breguet de proposer ses maisons de 3.000 à 4.500 F le m<sup>2</sup>.
4. **L'expérience Breguet** : Elle est une excellente garantie de plus pour votre capital : des maisons Breguet acquises en 1974 se sont revendues plus du double cette année. Choisir une maison Breguet, c'est choisir la sécurité.
5. **La garantie d'une construction de qualité** : Elles sont construites traditionnellement, mais nous prenons en compte les exigences techniques les plus récentes. Ainsi l'isolation thermique renforcée, le double vitrage et le chauffage individuel gaz ou électrique permettent à leurs propriétaires de maîtriser directement leur consommation d'énergie.

## BREGUET CONSTRUIT VOTRE MAISON SUR DES TERRAINS DE 300 A 1800 M<sup>2</sup>



DANS CHAQUE DOMAINE, VISITE DES MAISONS MODÈLES TOUTS LES JOURS DE 10 H A 19 H.

SAUF MARDI ET MERCREDI NON FÉRIÉS

CHÈQUES DUTÉS EN VUE DES DOMAINES POUR RÉCEPTION NOTRE LUXUEUSE DOCUMENTATION GRATUITE

الجمهورية الجزائرية